

**Département "Sociétés, Urbanisation, Développement"
(SUD)**

Unité de Recherche

"Modèles et réalités du développement"

(UR 52)

Responsable : Philippe BONNEFOND

Rapport d'activités 1995

1996

**ORSTOM-LSSD, 32 avenue Henri Varagnat, 93143 Bondy cedex
Tél. : 01 48 02 55 00 Fax : 01 48 47 30 88**

SOMMAIRE

	page
1. Introduction	3
2. Organisation de l'U.R.	4
3. Programmes en cours (par G.P.)	9
4. Actions en aval de la recherche (synthèse)	65
5. Conclusion	68
6. Annexes	78
7. Table des matières	114

1. Introduction

Les questions que se pose cette unité de recherche relèvent de la construction des modèles et de leur confrontation avec les réalités observables : selon quelles procédures et à partir de quelles hypothèses sélectives les représentations savantes du développement sont-elles élaborées ? Dans quelle mesure, dans le domaine du développement, les modèles quantitatifs et qualitatifs correspondent ou non aux réalités, au niveau de l'adéquation des représentations et de l'efficacité pour l'action ?

La compréhension des décalages entre modèles et réalités observables implique une dimension empirique et descriptive propre à l'enquête de terrain, un retour à l'induction, sans cependant que la nécessité de cadres intellectuels cohérents soit mise en cause, bien au contraire. Dans cette optique, il s'agit plutôt de contribuer à rendre ces cadres plus adéquats, et donc de renouveler les approches et les problématiques.

Le développement, tel qu'il est considéré ici, concerne aussi bien les modèles que les réalités. Il s'agit d'étudier la "boîte noire" que constitue ce qui est appelé "développement" en insistant sur l'aspect téléologique (finalité) du terme ainsi que sur les processus historiques (et pas seulement sur les résultats), les comportements des acteurs et les transformations sociales qui ne se limitent pas aux conséquences de telle ou telle politique mise en oeuvre (étude des dynamiques, souvent contingentes, à l'oeuvre dans les sociétés étudiées). Cependant l'étude des politiques et de leurs effets constitue l'objet de recherche central de l'UR.

Les sociétés changent selon des processus complexes combinant évolutions économiques, construction de cultures, dynamiques politiques, aménagement des espaces. Tous ces thèmes sont abordés par les différentes UR du Département Sociétés, Urbanisation, Développement. L'éclatement du "Tiers-Monde" et la faillite des "modèles" conduisent à déplacer les enjeux de la connaissance scientifique en matière de développement, dans un va et vient allant du général au particulier, du global au spécifique. Ces enjeux sont ainsi, aujourd'hui, moins la recherche de lois, voies et recettes universelles que la mise en évidence des singularités, des dynamiques particulières, des réponses plurielles, des nouvelles vulnérabilités dans un environnement international commun. Les travaux réalisés dans cette UR se veulent pluridisciplinaires. Qu'ils privilégient les approches macro ou micro, ils ont ceci d'identique qu'ils insistent sur la complexité et la diversité des réponses, des mécanismes et des résultats (succès ou échecs), en les rattachant aux contextes locaux ou nationaux, économiques, historiques, sociaux et politiques.

L'approche privilégiée est globale. Celle-ci se réalise en particulier à partir d'analyses sectorielles et d'enquêtes de terrain ; dans ce contexte l'approche "micro" est considérée comme un détour nécessaire pour la compréhension des phénomènes "macro" sans que ces derniers soient considérés comme une simple sommation des premiers. Ainsi les recherches portent sur les liaisons entre dynamiques particulières et leur régulation ou perturbation dans le cadre d'objets d'étude définis : secteurs économiques, groupes sociaux significatifs, appareils d'État et dispositifs d'intervention économique, espaces ruraux, villes, régions...

Les recherches entreprises dans cette UR portent tout particulièrement sur les politiques de développement ; dans ce domaine et compte tenu des problèmes actuels, les politiques d'ajustement structurel et leur dimension sociale sont spécialement prises en compte.

Les logiques d'acteurs, les pratiques sociales, les comportements économiques et les stratégies spatiales sont ici abordés. Une attention particulière est portée à leurs conséquences sur les conditions d'existence des sociétés.

Les recherches de cette UR s'accompagnent d'une réflexion critique permanente sur les méthodes et les techniques d'observation, de mesure et d'analyse des phénomènes étudiés.

L'interaction entre construction théorique et fonctionnement des instruments d'enquête est elle-même objet de recherche et oriente une activité pédagogique.

Un des buts poursuivis est également de fournir des informations utiles à la prise de décision des acteurs sociaux.

2. Organisation de l'unité de recherche

2.1. Mise en oeuvre

- Partenariat et formation

La réalisation de ces objectifs scientifiques implique l'intégration au sein des équipes, à différents niveaux de responsabilité, de chercheurs et étudiants du Nord et du Sud.

La collaboration avec les partenaires du Sud facilite, par un regard croisé, un dépassement des approches trop particulières et permet un enrichissement des analyses et un enracinement de la réflexion scientifique dans les pays du Sud. Les étudiants du Nord et du Sud, par la force d'innovation qu'ils représentent, contribuent à la dynamique des programmes et au renouvellement de la recherche.

- Méthodes

L'interrogation de l'UR est à la fois de type économique, anthropologique et géographique. Elle passe par la mise en oeuvre aussi bien des méthodes quantitatives classiques de l'analyse macro-économique, que des méthodes qualitatives de recherche de base ("terrain", observatoire, anthropologie économique et historique) propres à l'ORSTOM. Ces deux démarches se fécondent l'une par l'autre. La recherche prend souvent appui sur des projets de développement ou des politiques mises en oeuvre pour étudier l'économie et la société dont elle est partie intégrante. L'harmonisation et la convergence des approches et des travaux sont poursuivies.

- Priorités

L'UR entend favoriser la complémentarité des recherches par la mise en relation de travaux qui ordinairement restent disjoints. La priorité est donnée à l'étude des liaisons et interrelations entre les différents secteurs étudiés (relations industrie-secteur informel, termes de l'échange agriculture-industrie, relations producteurs-consommateurs, politiques intersectorielles des prix...). Les thèmes transversaux retiennent particulièrement l'attention des chercheurs de l'UR : développement sectoriel et création d'emplois, processus d'accumulation, d'exclusion et différenciations sociales, évolutions en cours et transitions... La force des dynamiques informelles à l'oeuvre, la compréhension de leur fonctionnement, l'élaboration des stratégies de développement et les effets d'entraînement sont particulièrement étudiés. Dans cette optique les travaux collectifs sont favorisés ainsi que la convergence des différentes approches.

L'UR s'efforce de promouvoir des travaux de synthèse. Il s'agit de dépasser progressivement les cas particuliers sur lesquels s'appuie toute recherche au départ. La place de chaque secteur étudié est resituée par rapport aux autres secteurs et dans l'ensemble de l'économie et de la société.

Enfin, lorsque cela s'avère nécessaire, les méthodes, les concepts et les théories sont remis en cause.

- Orientation géographique

Par la mise en oeuvre de programmes voisins dans différents pays choisis en conséquence, des études comparatives sont favorisées. Aussi les recherches concernent-elles l'Afrique francophone (la moitié de l'UR), l'Asie du Sud-Est (1/3 de l'UR) et l'Amérique Latine (fins de programmes en phase de rédaction). L'espace de référence peut être soit tout ou partie d'un pays, soit une sous-région politique ou géographique composée de plusieurs pays. La limitation du nombre de pays étudiés, en concentrant les effectifs sur un nombre réduit d'entre eux, est recherchée. Une stratégie d'équipe travaillant sur une même zone est privilégiée plutôt qu'une politique de dispersion. L'étude de différents secteurs dans un même pays est favorisée afin d'aboutir à une synthèse économique et sociale.

En France l'UR est implantée principalement au Centre ORSTOM d'Ile de France à Bondy (Laboratoire des Sciences Sociales - LSS), au Centre ORSTOM de Montpellier (Laboratoire d'Études Agraires - LEA), à l'UMR CNRS-ORSTOM de Bordeaux (Recherches en Économie, Géographie et Anthropologie sur les Reconstitutions et le Développement des Suds-REGARDS) et au Groupement d'Intérêt Scientifique ORSTOM-OSCE-CESD "Développement des Investigations sur l'Ajustement à Long terme" (GIS DIAL) à Paris.

2.2. Grands programmes

L'UR est structurée en grands programmes qui ont à leur tête des responsables. Ceux-ci sont les interlocuteurs privilégiés du chef d'UR au niveau scientifique et administratif. Ils sont chargés de l'animation scientifique de leurs GP et participent à la mise en oeuvre de la politique scientifique de l'UR. Le responsable d'UR veille à la coordination et à la collaboration entre les différents GP. Tous les chercheurs de l'UR qui le peuvent se réunissent une fois par an pour faire le point sur les plans scientifiques et administratifs. Les GP et les équipes organisent également des réunions de concertation scientifique pour leurs chercheurs respectifs.

Les GP se définissent par les thèmes que l'UR se donne comme objet d'étude. Il y en avait cinq en 1995.

- Industrialisation (52A)

Il s'agit ici d'étudier la mise en place et l'évolution des activités productives du secteur secondaire, compte tenu de l'importance de celles-ci dans le processus de développement. Se fondant sur l'analyse de cas nationaux d'industrialisation, les recherches conduites dans ce GP portent principalement sur les fonctions et le poids de l'État dans la formation des appareils industriels, sur les conditions d'émergence d'un entrepreneuriat national et sur les déterminants sociaux du fonctionnement des entreprises. L'approche est à la fois macro et micro-économique en tentant de mettre en évidence les rapports entre, d'un côté, des modifications importantes des politiques industrielles, de l'autre, leur impact réel sur la transformation des systèmes productifs et sur les conditions de l'activité industrielle au niveau des entreprises. La dimension comparative est, à terme, un des objectifs de l'équipe de recherche. Elle privilégie le "terrain", soit sous forme d'enquêtes spécifiques, soit à travers des expériences de praticien du développement. Ce grand programme, dont Alain Valette est le responsable, est mis en oeuvre par sept personnes à travers quatre programmes (cf. 3.1.) concernant quatre pays ou ensemble régional.

- Secteur informel, emploi, formation, revenu (52B)

Ce GP concerne l'étude de l'économie non enregistrée en resituant celle-ci dans l'ensemble de l'économie nationale. Le but est de mesurer la contribution des activités informelles à l'emploi et à la formation du PIB, de préciser le rôle du secteur informel dans le développement et dans les politiques d'ajustement structurel, d'évaluer l'importance des revenus provenant de ce secteur, d'en estimer la productivité, de déterminer l'importance de la

pluriactivité, de voir les relations entre le secteur informel et le secteur moderne et, plus généralement, de définir la place et le rôle du secteur informel dans la théorie et la politique du développement. La démarche, par la mise en place d'observatoires, est à la fois quantitative et qualitative. Les applications et les transferts de ce GP se font, au bénéfice des pays étudiés, par la mise en oeuvre des méthodologies adaptées qui ont été élaborées. Outre le secteur informel il s'agit également ici de permettre une meilleure prise en compte des groupes vulnérables et des femmes dans les stratégies de développement et de lutte contre la pauvreté. Ce grand programme, qui n'a plus de responsable depuis que J. Charmes est chef de Département, est mis en oeuvre par cinq personnes à travers trois programmes (cf. 3.2.) concernant principalement trois pays.

- Institutions et pratiques de développement (52C)

Il s'agit ici d'identifier et d'interpréter certains aspects importants mais inattendus ou relativement peu étudiés des processus de développement.

L'étude porte notamment sur les conditions de rencontre ou de confrontation entre dispositifs de développement et sociétés locales, souvent dans le cadre d'une approche historique de la longue durée.

Les politiques économiques et les politiques de développement sont considérées comme des objets culturels et sociaux parmi d'autres, en se gardant de toute perspective polémique. Est présente une réflexion de base, épistémologique, éventuellement critique concernant la ou les théorie(s) du développement mais également les catégories sémantiques et les outils d'analyse.

La réalisation d'études et de synthèses macro-économiques, macro-sociales ou sectorielles est poursuivie, à partir d'une base empirique et d'une perspective inductive à laquelle la priorité est donnée. Une attention particulière est consacrée à la question de l'évaluation de l'aide au développement.

Enfin ce GP s'investit particulièrement dans la formation par une démarche pédagogique orientée vers divers publics.

Ce GP, dont Jean-François Baré est le responsable, est mis en oeuvre par quinze personnes, à travers sept programmes (cf. 3.3.) concernant sept pays.

- Développement et ajustement (52D)

Ce GP se situe d'emblée au niveau de l'analyse macro-économique, voire macro-sociale. Il a en effet l'ambition d'entreprendre des analyses concertées et pluridisciplinaires sur les stratégies de développement à long terme sous contraintes financières fortes. Il s'agit de mener des recherches relatives à la définition, au cadrage, au suivi et à l'évaluation des politiques économiques dans les pays en développement. Ces recherches intègrent une analyse des contraintes et dynamismes économiques, monétaires et sociaux.

Les chercheurs de ce GP entendent également proposer une méthode d'élaboration et de cadrage macro-économique adaptée aux cas des pays en développement.

Il s'agit donc finalement d'adopter un point de vue synthétique et méthodologique visant à faire le lien entre les aspects macro-économiques, les dynamiques sectorielles et certaines dimensions sociales et institutionnelles du développement à long terme, ceci en tenant compte des comportements observés à des niveaux méso ou micro-économiques.

Le but poursuivi est de renforcer dans ce domaine la coopération scientifique et technique et, dans le secteur correspondant de la formation, de mettre au point des produits pédagogiques adaptés.

Ce GP, dont le chef d'UR est actuellement le responsable, est mis en oeuvre par neuf personnes à travers six programmes (cf. 3.4.) concernant principalement cinq pays.

- Maîtrise de la Sécurité Alimentaire (52E)

La sécurité alimentaire est le premier des enjeux socio-économiques dans les pays en développement. Cette capacité des populations à se nourrir d'une manière régulière et adaptée, tant qualitativement que quantitativement, est un fait socio-économique complexe. Ainsi, la sécurité alimentaire ne peut être réduite à l'un ou l'autre des domaines qui la composent (production, approvisionnement et consommation), la déterminent (politiques alimentaires, politiques micro et macro-économiques) ou à l'action de l'un ou l'autre des acteurs qui y opèrent : individus privés (producteurs, commerçants et consommateurs), États, organisations nationales et internationales (publiques, ONG).

Cette acception de l'objet scientifique conduit le GP à une pratique de la recherche dont la compréhension impose de préciser que :

La problématique de la sécurité alimentaire est une problématique de la connaissance. Par une approche transdisciplinaire dans les domaines de la production, l'approvisionnement et la consommation, le GP s'attache à l'analyse et la compréhension des systèmes alimentaires locaux, nationaux et internationaux.

La problématique de la maîtrise de la sécurité alimentaire est une problématique de connaissance pour l'action. Aux analyses de la sécurité alimentaire s'ajoute celle des processus de décision à travers l'étude des systèmes de gestion et d'information aux niveaux micro et macro-économiques. La transcription de la connaissance scientifique en informations adaptées aux contraintes de la gestion des systèmes alimentaires, l'élaboration de méthodologies de la connaissance intégrant ces contraintes, le transfert à des institutions locales, nationales ou internationales de systèmes d'information adaptés, intègrent alors le domaine de la recherche. Dans cette approche, les modalités de la communication du savoir scientifique deviennent elles-mêmes objet de recherche.

Ce GP, dont Jean-Paul Minvielle est le responsable, est mis en oeuvre par vingt cinq personnes, à travers huit programmes (cf. 3.5.) concernant principalement sept pays.

Certains chercheurs de différents grands programmes travaillent de plus ensemble sur des projets communs transversaux :

- Politiques et développement agricoles et agro-industriels au Burkina Faso

Ce thème concerne une économiste du GP 52A, quatre membres du GP 52C et un du GP 52E. L'ensemble coordonné de ces travaux doit permettre de mieux comprendre l'évolution de tout un pan de l'économie burkinabè et donne lieu à publication d'une série de rapports.

- Histoire socio-économique de la filière bois en Côte d'Ivoire

Un économiste du GP 52A participe pour partie à cette recherche du GP 52C (un chercheur). Ce travail doit aboutir à la publication d'un livre sur "Acteurs et pratiques de l'exploitation forestière : une coupe longitudinale de l'histoire ivoirienne (1885-1990)".

- UMR CNRS-ORSTOM REGARDS (Bordeaux)

L'UR 52 est fortement impliquée dans l'Unité Mixte de Recherche REGARDS (Recherches en Économie, Géographie et Anthropologie sur les Recompositions et le Développement des Suds) créée par le CNRS et l'ORSTOM à Bordeaux depuis début 1994.

Cinq chercheurs de l'UR y sont déjà rattachés dont les deux responsables des GP "Industrialisation" et "Institutions et pratiques de développement". Cette unité constitue à la fois une structure d'accueil pour la réalisation de programmes intéressants des chercheurs de l'UR sur les thèmes des politiques publiques et des acteurs du développement et une base de valorisation ouverte sur l'Université grâce aux collaborations établies avec plusieurs formations doctorales locales. Elle devrait devenir progressivement le lieu naturel d'accueil en France des chercheurs des GP 52A/B et 52C.

3. Programmes en cours¹

3.1. GP 52A : Industrialisation (A. Valette)

3.1.1. Croissance industrielle et développement au Sénégal (A. Valette) (AB 52A001) (Proginfo n°143)

- Finalité scientifique

Évaluer le rythme, les facteurs et les mécanismes de la croissance industrielle sénégalaise. Pour cela, élaborer une grille d'analyse mettant en regard les inflexions de politiques industrielles et les modifications de l'appareil de production afin de préciser les liens entre l'action publique et les mutations des structures industrielles.

Dans le cadre plus spécifique des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS), étudier les mesures prises ces dernières années en direction de ce secteur et constituant ce qu'il est convenu d'appeler la "Nouvelle Politique Industrielle" (NPI), autour de quatre thèmes principaux : désengagement de l'État, protection et productivité, emploi, structure des activités et entreprises.

De cette expérience particulière, tirer une réflexion plus générale sur les modèles sectoriels de développement, les conditions de leur mise en oeuvre et le rôle de l'État.

- Principales opérations en cours

Au niveau macro-économique : évaluation de la place du secteur manufacturier dans l'économie nationale (valeurs ajoutées, emplois, investissements, exportations, etc.) ; suivi d'une politique en acte, la NPI, par l'étude détaillée des objectifs, instruments, calendriers et conditions d'exécution, réajustements voulus ou imposés.

Au niveau micro-économique : mesures quantitatives des effets de la NPI au sein des entreprises, enquêtes qualitatives sur la perception des décisions prises et les stratégies d'adaptation, notamment dans le domaine de la gestion de la main d'oeuvre.

- Résultats acquis

Mesure de divers états et évolutions par la reconstitution de séries statistiques par branches et la confection de données sur les comptes et bilans d'entreprises.

Mise en exergue des très faibles articulations entre les industries de valorisation des produits primaires et les industries tournées vers la demande interne. Démonstration du blocage précoce des activités d'import-substitution (dès 1970) et du démarrage de la crise bien antérieur aux ajustements financiers. Volontarisme étatique ambigu débouchant sur de nombreuses unités de production aux conditions de fonctionnement aléatoires.

Globalement, échec de la NPI en terme de restructuration dirigée pour une meilleure compétitivité. Les cas d'adaptation positives sont rares et plus liés à des déterminants internes initiaux (capacités internes de financement, état d'esprit des équipes de direction) qu'au nouvel environnement établi par la NPI.

Analyse des écarts entre une politique affichée dans ses références et objectifs et les conditions concrètes de son application.

- Collaborations externes

- . UCAD (Faculté de Sciences Économiques, CREA, Dakar)
- . Divers ministères locaux (Direction de la Statistique, Direction de l'Industrie, Cellule de Restructuration Industrielle, Dakar)
- . ONUDI (Dakar)
- . Centre d'Économie du Développement (Bordeaux 1)
- . Centre d'Étude d'Afrique Noire (CEAN, CNRS-FNSP)

¹ Dans chaque GP l'ordre est le suivant : le premier programme mentionné est celui du responsable du GP ensuite le classement a été réalisé par affinités scientifiques (celles-ci peuvent évidemment être discutées...) ou proximité géographique. Les chercheurs non permanents ont été placés à la suite des chercheurs de l'ORSTOM avec qui ils travaillent.

3.1.2. Libéralisation, entreprises industrielles et politique douanière en Côte d'Ivoire (B. Contamin)

3.1.2.1. Politique douanière, libéralisation et compétitivité industrielle en Côte-d'Ivoire (B. Contamin) (AB 52A027) (Proginfo n°144)

- Finalité scientifique

Mesurer le degré réel de libéralisation douanière depuis 1984.

Apprécier l'effet de l'évolution de la protection du marché intérieur sur la compétitivité des entreprises industrielles.

Resituer la politique douanière dans l'ensemble des politiques de libéralisation de l'économie ivoirienne.

- Principales opérations en cours

Mesure des taux de protection douanière après la dévaluation du F CFA.

Estimation de la compétitivité des filières textile et bois après la dévaluation.

Bilan des politiques de déréglementation du marché intérieur.

Suivi et évaluation des privatisations.

Contribution à l'histoire de la filière bois.

- Résultats acquis

Les mesures d'accompagnement de la dévaluation du F CFA se sont traduites par une baisse substantielle des taux de prélèvement douanier. Cette diminution des droits de porte n'a pas entraîné d'effondrement des recettes douanières, bien au contraire !

La dévaluation a donné aux industries textiles ivoiriennes une prime de compétitivité-prix substantielle. Mais ce gain est fragile dans la mesure où il est fondé sur un décrochage du prix de cession du coton local par rapport au prix mondial, décrochage obtenu grâce à un arbitrage de l'État : paradoxe d'une mesure libérale qui génère une intervention de l'État !

Mise en valeur de l'importance de la compétitivité hors-prix : la compétitivité qualité (quels produits pour quelles demandes) et la compétitivité croissance (capacité à mobiliser de nouveaux facteurs de production et à innover). Un avantage en matière de coût de production ne suffit pas : encore faut-il que les produits correspondent aux demandes du marché et que l'entreprise puisse accroître rapidement sa production.

L'accélération de la mise en oeuvre du programme de privatisation traduit une mobilisation non négligeable de l'épargne nationale. On assiste à la fois à l'affectation d'une épargne populaire à des fins productives stables et à la constitution de grands groupes financiers ivoiriens. Pour l'instant, la plupart des 33 privatisations réalisées depuis 1990, ont eu peu d'effet sur la gestion des entreprises, dans la mesure où les sociétés qui ont été privatisées étaient déjà contrôlées de fait par des partenaires privés.

- Collaborations externes

CIRES (Centre Ivoirien de Recherches Économiques et Sociales) : Diomandé Kanvaly.

Faculté des Sciences Économiques : Kouassi Oussou, Bouabré Bohoun.

3.1.2.2. Les déterminants sociaux du fonctionnement des entreprises industrielles de Côte d'Ivoire (L. Bazin) (AB 52C002) (Proginfo n°145)

- Finalité scientifique

Le programme vise à l'amélioration des connaissances sur le fonctionnement concret des entreprises industrielles de Côte d'Ivoire. Cet aspect reste, en général, une inconnue dans la constitution de modèles des économies africaines. Il s'agit, en empruntant les méthodes de l'anthropologie et de l'ethnologie, de rendre compte des *processus d'élaboration* des systèmes d'organisation et de gestion mis en place dans les entreprises industrielles ivoiriennes en les considérant comme le produit des rapports entre État, détenteurs de capitaux, managers et différentes catégories de salariés.

L'objectif est d'analyser par ce moyen la capacité de réponse des entreprises aux changements économiques consécutifs à la récession économique et à la mise en place de réformes dans le cadre des programmes d'ajustement structurel.

- Principales opérations en cours

Analyse des données des enquêtes des années antérieures et d'une enquête réalisée avec Roch Yao G nabéli (IES/GIDIS-CI) d'avril à juin 1995.

- Résultat acquis

Identification des pratiques de gestion du personnel dans différentes catégories d'entreprises.

Identification des différents modes de rémunérations pratiqués par les entreprises. Il s'agit, en plus du salaire et des primes légales, des diverses formes de prêts, d'aides ou de protection consenties par certaines entreprises à leur salariés. Analyse, à travers ces formes d'assistance et de protection sociale, des rapports salariaux et de leurs enjeux dans différents types d'entreprises en Côte d'Ivoire.

- Collaborations externes (informelles)

- * Collaboration scientifique avec Roch Yao G nabéli (IES/GIDIS-CI), étudiant en thèse
- * Collaboration scientifique avec la faculté de sciences économiques de l'Université de Côte d'Ivoire
- * Collaboration scientifique avec le GIDIS-CI

3.1.2.3. Les conditions et mécanismes de création et de développement de la petite et moyenne industrie en Côte d'Ivoire (J.-M. Chevassu) (AB 52A027) (Proginfo n°146)

- Finalité scientifique

La mise en oeuvre des programmes d'ajustement structurel dans les PED a pour conséquence le désengagement de l'État du secteur productif. La réussite de ces programmes nécessite que ce processus s'accompagne d'une croissance économique rapide et durable. Ceci sous-entend que le secteur privé, en particulier les PME/PMI, prenne le relais du secteur public en jouant un rôle moteur dans le développement économique.

L'objectif de notre recherche consiste :

- d'une part, à identifier les forces et les faiblesses des PMI, d'analyser les modes et les réseaux de financement, de partenariat et de sous-traitance, d'approvisionnement en matières premières et en équipements, d'acquisition des compétences, de formation...
- d'autre part, à analyser les dispositifs d'appui mis en place par les différents intervenants pour favoriser l'émergence d'un tissu local dense de PME performantes.

L'identification des stratégies des diverses catégories d'entreprises (nationalité, taille, ancienneté...) devrait permettre de mieux cerner si l'action des pouvoirs publics, des bailleurs de fonds et des multiples autres intervenants est cohérente avec les logiques de comportement des différents types d'entreprises.

- Principales opérations en cours

- . Participation à la réalisation d'une enquête sur le secteur industriel en coopération avec le CERDI de Clermont-Ferrand et le CIRES d'Abidjan.
- . Recueil des informations et analyse des données comptables sur l'ensemble des entreprises modernes du secteur des métaux, de l'agro-alimentaire et du textile sur la période 1984-1994.
- . Analyse du dispositif d'appui au secteur privé

- Résultats acquis

La nouvelle politique industrielle mise en oeuvre en Côte d'Ivoire depuis la dévaluation de 1994 s'est traduite par une forte reprise des investissements privés de restructuration des grandes entreprises industrielles accompagnée par la création d'un nombre non négligeable de PME/PMI.

Jusqu'ici, toutefois, la création d'un environnement plus sain et plus incitatif appuyé par un patronat fort a surtout bénéficié aux entreprises étrangères (européennes, libanaises...).

Par contre, les entrepreneurs ivoiriens ont été peu nombreux à avoir pu profiter du nouveau climat et des nouvelles opportunités d'affaires.

Il convient donc de réfléchir aux moyens d'appui à mettre en oeuvre (banque de proximité, société de service, développement de l'information, actions de formation, partenariat et sous traitante...) pour favoriser l'émergence d'entreprises ivoiriennes compétitives.

- Collaborations externes

- . Groupement interdisciplinaire en sciences sociales-Côte d'Ivoire (GIDIS-CI)
- . CERDI (Clermont-Ferrand)
- . CIRES (Abidjan)
- . Fonds Ivoirien de Développement et d'Investissement (FIDI)
- . Banque des Données Financières (Abidjan)

3.1.3. Entreprises agro-industrielles au Burkina Faso : contraintes technologiques et potentiels de développement (M. Cosnard) (Proginfo n°126)

- Finalité scientifique

Analyser, dans une perspective dynamique de prise en compte des questions technologiques et de l'évolution des environnements, les éléments qui contribuent à la compétitivité ou à la non compétitivité des entreprises agro-industrielles au Burkina Faso. Plus précisément, cette thèse se donne pour objectif de démontrer que les réformes macro-économiques récemment mises en oeuvre, bien que nécessaires, restent insuffisantes pour permettre le lancement d'un processus d'industrialisation. En effet, le développement d'une capacité industrielle met en jeu des défis et des contraintes aux niveaux micro et méso-économiques qui ne sauraient se contenter de modifications dans l'environnement macro-économique.

- Principales opérations en cours

Rédaction de la thèse

- Résultats acquis (depuis le retour en France)

Constitution d'une bibliographie théorique, travail sur le plan de rédaction

- Collaborations externes

* CERETIM (Centre d'Études et de Recherches sur les Entreprises, les Institutions et la Mondialisation)

* Université de Rennes 1 : poste d'ATER (Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherches), à mi-temps depuis le 1er septembre 1995, pour un an.

3.1.4. Entreprises industrielles, développement et sociétés en Asie du Sud-Est (J.-Ch. Simon, M. Selim)

3.1.4.1. Industrialisation et société en Thaïlande : nouvelles dynamiques d'industries et d'entreprises (J.-Ch. Simon) (AB 52C002) (Proginfo n°147)

- Finalité scientifique

Le processus d'industrialisation de la Thaïlande s'est déroulé à un rythme soutenu depuis le milieu des années 80, consacrant le rôle des activités manufacturières comme moteur de la croissance économique. Ce processus a permis de dépasser l'étape d'une économie fondée sur les ressources naturelles faiblement transformées localement. Il a également consacré la synergie entre un État régulateur et animateur du développement et des élites économiques se renforçant et se diversifiant.

Dans ce contexte, la recherche est axée d'une part sur les dynamiques de développement sectoriel et les initiatives d'entrepreneurs dans l'industrie, ainsi que sur l'intervention publique (politique économique, mesures interventionnistes et incitatives en faveur de l'industrie) afin de préciser les termes du débat sur les rôles respectifs de l'État et du marché dans l'industrialisation.

Les travaux prennent en compte d'autre part les éléments de l'avantage compétitif commercial Thaïlandais, menacé par les évolutions récentes (défi de l'intégration commerciale de l'ASEAN, ouverture Vietnamiennne, dynamique de transition chinoise). Dans ce contexte, une meilleure identification des enjeux conduit à s'interroger autant sur l'adaptation des entreprises manufacturières des principaux secteurs exportateurs, que sur la consolidation de groupes financiers à base industrielle capables de projeter des stratégies globales dans la région.

- Principales opérations en cours

- rédaction de synthèses sur les industries, les entrepreneurs, la politique économique.
- dépouillement de données sur les grandes entreprises en Asie du sud-est.
- analyse de données macro-économiques et documentaires visant à préciser la différenciation par rapport aux pays d'Asie de l'Est et les spécificités de la Thaïlande face aux économies émergentes voisines.

- Résultats acquis

A partir d'une analyse des conditions macro-économiques de l'industrialisation rapide, des études sur la politique économique ont été publiées, ainsi qu'une comparaison des stratégies d'ajustement de la Thaïlande et de la Côte d'Ivoire.

D'autres travaux ont mis l'accent sur les dynamiques d'entrepreneurs, précisant les conditions de l'expansion rapide des activités manufacturières ; Ces dynamiques ont bénéficié de la diversité des itinéraires professionnels des entrepreneurs et d'une variété des modes d'accès et d'organisation des secteurs industriels.

- Collaborations externes

. Formelles :

- * Institut de Recherche Économique sur la Production et le Développement (IREP-D), URA CNRS 364, Université P. Mendès France, Grenoble (en affectation).
- * Unité Mixte de Recherche CNRS-ORSTOM Regards, Bordeaux (association)

. Informelles :

- * Institut de Recherche sur le Sud-Est Asiatique, CNRS UPR 292 (J. Baffie, responsable du programme Diasporas Chinoises).
- * Center for South-East Asian Research, University of Hull, U-K. (Prof. M. Parnwell, directeur).
- * Center for Asian Studies, University of Amsterdam.
- * Centre d'Économie Internationale, Université Chulalongkorn, Bangkok.

3.1.4.2. Entreprises, intégration sociale et développement dans le cadre du passage à l'économie de marché au Laos et au Vietnam (M. Selim) (AB 52A101) (Proginfo n°148)

- Finalité scientifique

Gouverné depuis 1975 par un régime communiste, le Laos a en 1986 introduit des réformes économiques importantes en regard de ses modèles antérieurs de planification centralisée. Le "nouveau mécanisme économique", très proche des évolutions constatables au Vietnam par exemple, a offert aux entreprises d'État une autonomie de gestion réelle, mis en place un programme de privatisations et de réduction des fonctionnaires, ouvert le pays aux investissements et aux capitaux étrangers, après une longue période d'extrême isolement. L'objectif scientifique de la recherche vise, par l'étude ethnologique de collectivités de salariés d'entreprises, à saisir les logiques sociales contradictoires et les transformations introduites par ces bouleversements économiques décisifs dans une situation de continuité du contrôle politique. Le Laos par sa taille restreinte et des possibilités d'investigation approfondie qu'il offre, se présente comme un laboratoire exemplaire d'analyses pour comprendre, dans une perspective plus large, des changements essentiels dans la période actuelle de globalisation. Le cas du Laos doit néanmoins être replacé dans un cadre comparatif général de transition au marché ; c'est pourquoi la seconde étape de ce programme se déroulera au Vietnam où le dynamisme économique plus marqué se met en oeuvre dans un contexte culturel, idéologique et historique différent.

- Principales opérations en cours

. Ce programme de recherche est centré actuellement sur les deux entreprises pharmaceutiques d'État dépendant du Ministère de la Santé et placées en position de concurrence économique forte. Ces deux entreprises ont saisi de manière différentielle l'autonomie dont elles ont récemment bénéficié. L'étude est focalisée, à partir du constat de leur développement inégal sur le tout nouveau marché, sur l'analyse des modes de gestion et d'organisation du travail adoptés, dans leurs relations avec l'intégration des salariés dans ces structures industrielles débutantes, en rupture avec leur expérience passée. L'approche retenue est anthropologique : l'entreprise est appréhendée comme totalité sociale et corrélativement on s'efforce de reconstruire la totalité signifiante de la vie des individus.

. Rédaction en cours.

. Premières enquêtes au Vietnam pour la mise en oeuvre d'un programme comparatif sur les entreprises.

- Résultats acquis

Les salariés des entreprises considérées -qui ne jouissent pas réellement d'une condition de fonctionnaire puisqu'aucun statut de la fonction publique n'existe, la constitution du pays ne datant elle-même que de 1991- sont passés très brutalement dans les dernières années de rétributions par rations en nature et en tickets avec une très grande souplesse des horaires, à des salaires véritables beaucoup plus élevés que ceux de leurs compatriotes de l'administration. La masse d'argent immédiatement disponible, particulièrement dans l'une de ces usines où le rythme de production est intensif, ce qui explique sa réussite actuelle, est réinvestie dans des stratégies extérieures qui visent à court ou moyen terme à quitter l'entreprise et à acquérir une autonomie économique, individuelle et familiale. Les contraintes du travail industriel sont en effet jugées trop fortes et on doit souligner dans ce contexte l'absence d'identification des salariés à l'avenir de l'usine et plus globalement leur distance maintenue à l'égard des processus de développement industriel en cours, la permanence de leur enracinement villageois et rural pouvant être avant tout interprété comme un évitement des pôles du pouvoir. Au Vietnam les premières enquêtes réalisées ont permis d'appréhender la conversion des organisations de masse en direction du marché et leur rôle d'acteur stratégique dans la période présente.

- Collaborations externes

. Institut national d'hygiène et d'épidémiologie, Vientiane, Laos.

. Institute of Development Studies, Université de Sussex.

. IREP-CNRS.

. Équipe de recherche en anthropologie urbaine et industrielle, EHESS.

. GDR "Langage et travail", CNRS.

. CRHS, Hanoi, Vietnam.

3.2. GP 52B : Secteur informel, emploi, formation, revenu

3.2.1. Travail et développement en Asie du Sud-Est (X. Oudin) (Proginfo n°379)

3.2.1.1. Travail et développement en Asie du Sud-Est (1960-2000) (X. Oudin, N. Henaff, I. Vagneron) (programme général) (AB 52B001, 52B072 et 52C002)

- Finalité scientifique

L'Asie du sud-est connaît un développement économique rapide qui s'accompagne de bouleversements dans l'activité de la population. Les principaux phénomènes sont l'exode rural qui est resté modéré, le changement des caractéristiques démographiques et l'adaptation de la main-d'oeuvre à une société de plus en plus tournée vers l'industrie et les services. Cependant, une étude précise de ces phénomènes révèle une grande complexité de leurs caractéristiques, et de fortes variations d'un pays à l'autre.

Ce nouveau programme de recherche sur les transformations des formes de travail vise à généraliser les résultats déjà acquis, dans une perspective historique et comparative. Il porte particulièrement sur le Vietnam et la Thaïlande.

- Principales opérations en cours

Mise en place d'un observatoire de l'emploi et des ressources humaines au Vietnam (préparation d'enquêtes statistiques auprès de 2000 ménages).

Sous-programmes :

- . Le travail non salarié et la petite entreprise au Vietnam (X. Oudin)
- . Le marché du travail et la mobilité de la main d'oeuvre au Vietnam (N. Henaff)
- . Sous-traitance et intégration des entreprises du secteur textile dans le tissu industriel en Thaïlande (I. Vagneron) (cf. 3.2.1.2.)
- . Transition démographique et participation des ressources humaines au développement en Asie du Sud-Est (X. Oudin dans le cadre d'une convention avec l'AUPELF-UREF)

- Résultats acquis

. Séminaire organisé au Vietnam sur "L'impact des transformations économiques sur le développement des ressources humaines, l'emploi et le secteur informel au Vietnam et en Asie du sud-est" à Hanoi, du 15 au 17 novembre 1995. Trois communications des membres de l'équipe ;

. Signature d'un accord avec le Ministère du Travail vietnamien sur un programme de recherche portant sur l'emploi et les ressources humaines comportant la mise en place d'observatoires.

- Collaborations externes

- * Ministère du Travail, des Invalides et des Affaires Sociales, Centre d'Étude de la Population et des Ressources Humaines, Hanoi ;
- * CUSRI (Chulalongkorn University Social Research Institute), Université Chulalongkorn, Bangkok ;
- * Demographic Institute, Universitas Indonesia, Djakarta.

3.2.1.2. Sous-traitance et intégration des entreprises du secteur textile dans le tissu industriel en Thaïlande (I. Vagneron) (sous-programme) (AB 52B072)

- Finalité scientifique

Alors qu'en Thaïlande la sous-traitance textile semble être régie par les seuls principes de concurrence "pure et dure", l'observation détaillée des relations de sous-traitance nous indique qu'ils ne sont pas seuls en jeu, loin s'en faut. La quasi-absence de réglementations pour un grand nombre d'entreprises ainsi que le recours fréquent à des modes de coordination non marchande plaident en la faveur d'une étude approfondie des modes de coordination alternatifs qui viennent compléter, voire se substituer à une logique marchande parfaite, de leur rôle et de leur efficacité. Il semble ainsi intéressant d'aborder les "accords" de sous-traitance sous leur angle non marchand et de mettre en évidence le rôle des réseaux, des relations personnelles, des règles non-écrites mais unanimement respectées et d'en découvrir les fondements. L'étude de ces différents modes de coordination peut alors permettre de mettre en évidence des rapports de force, une hiérarchie des entreprises qui n'est pas sans intérêt pour l'analyse d'autres questions comme celles des déterminants des stratégies de gestion de la main-d'oeuvre (politique d'embauche, de rémunération et de formation des travailleurs, organisation de la production) développées par les entreprises sous-traitantes.

- Principales opérations en cours

Poursuite du travail de collecte d'informations grâce à des enquêtes qualitatives, quantitatives et aux contacts avec des instituts de recherche locaux (Thailand Development Research Institute, Asian Institute of Technology), des organismes publics (universités, ministères de l'Industrie et du Travail, National Statistical Office, Board of Investment, antenne régionale du Bureau International du Travail) et privés (Thai Garment Manufacturer's Association, organisations non-gouvernementales, etc.).

- Résultats acquis

. Entretiens effectués auprès d'entreprises de confection donneuses d'ordres et sous-traitantes à Bangkok, Chiang Mai, Khorat et dans les provinces qui entourent Bangkok (Samut Prakarn, Nonthaburi, Nakhon Pathom). Dans les zones rurales en bordure des villes de Chiang Mai et de Khorat, des entretiens avec des travailleurs à domicile, derniers "maillons" de la chaîne de sous-traitance ont aussi été effectués. L'accent est mis sur la dynamique entrepreneuriale (importance des réseaux et des relations personnelles dans la pénétration d'un circuit de sous-traitance), la relation de sous-traitance à proprement parler (forme et modalités de la coopération, type de relations entre le donneur d'ordre et le sous-traitant, pouvoir de négociation des différents acteurs, etc.) et la gestion de la main-d'oeuvre (stratégies des entreprises face aux problèmes de mobilité de la main-d'oeuvre, de pénurie de travailleurs qualifiés, de concurrence). Soixante-dix entretiens (environ 90 heures) sont en cours d'analyse.

. Bibliographie : elle comprend des références théoriques et des travaux de terrain réalisés par des universitaires thaïs et étrangers. Ces derniers concernent la Thaïlande en général (économie, culture, société, histoire, etc.) et des sujets plus spécifiques (organisation et fonctionnement du secteur textile en Thaïlande et dans le monde, la situation sur le marché du travail en Thaïlande, le poids des micro-entreprises dans le tissu industriel thaï, etc.).

. Participation au séminaire ORSTOM-MOLISA "L'impact des transformations économiques sur le développement des ressources humaines, l'emploi et le secteur informel au Vietnam et en Asie du Sud-Est" (Hanoi, 15-17 novembre 1995). Présentation d'une communication sur "Sous-traitance et marché du travail en Thaïlande".

- Collaborations externes

* Thèse d'économie dirigée par J.Y. Lesueur (C.E.R.D.I. - Université d'Auvergne, Clermont I) et encadrée par X. Oudin (ORSTOM).

* Réseau UREF : "Transition démographique et participation des ressources humaines au développement en Asie du Sud-Est".

* CUSRI (Chulalongkorn University Social Research Institute)

3.2.2. Trajectoires entrepreneuriales et logiques d'accumulation dans une économie en transition : le cas des activités halieutiques dans le Delta du Mékong (Vietnam) (J.-Y. Weigel) (AB 52B002) (Proginfo n°380)

- Finalité scientifique

Dans la lignée du séminaire organisé en 1993 à l'université de Chulalongkorn (Bangkok) sur le thème de l'entrepreneuriat en Asie du Sud-Est, ce programme se propose d'analyser les trajectoires des entrepreneurs et de déterminer les types d'accumulation du capital dans une économie en transition à travers l'exemple des activités halieutiques dans le Delta du Mékong. De préférence à une étude transversale d'un ensemble de secteurs d'activité, cette focalisation sur un secteur qui a valeur d'exemple (la filière halieutique) permet de saisir les modifications affectant les modalités d'enchaînement des processus de production ainsi que celles affectant les relations entre les différents systèmes de production constitutifs de la filière, avec par exemple l'émergence d'effets de dépendance.

Il s'agit en premier lieu de retracer les trajectoires entrepreneuriales, en particulier de repérer les continuités et ruptures par rapport au système précédent d'économie administrée. Une comparaison, entre l'ancien et le nouveau système, des stratégies entrepreneuriales relatives aux modalités de mobilisation et d'allocation des ressources en capital, force de travail ou foncières (dans le cas de l'aquaculture), devrait apporter des éléments de réponse quant à ces continuités et ruptures.

L'analyse de ces trajectoires doit contribuer à la caractérisation des logiques d'accumulation et à corroborer ou démentir la dominance d'une accumulation extensive. Mis en exergue par le dépouillement de la littérature existante, les enquêtes devront confirmer ou infirmer la viabilité de systèmes extensifs halieutiques ; la mise en oeuvre de ces systèmes représentant un enjeu social et écologique.

- Principales opérations en cours

Trois enquêtes sont prévues en 1996. La première consistera en une série de monographies pour compléter l'enquête sur les entreprises de pêche maritimes. La deuxième aura trait à la filière aquacole de crevette dans le Delta du Mékong (une des principales activités économiques du Delta en terme de valeur ajoutée) et la troisième à celle de la pêche continentale. Ainsi l'ensemble des activités halieutiques du Delta auront été couvertes, ce qui permettra de finaliser l'étude de la filière caractérisée par de fortes interactions entre les différentes activités de pêche et d'aquaculture.

Ce programme se traduira par la réalisation de 550 enquêtes et de 150 monographies d'opérateurs de la filière. Un travail de terrain intensif sera réalisé.

- Résultats acquis

Réalisation et dépouillement d'une enquête sur l'entrepreneuriat halieutique maritime dans le Delta du Mékong (523 entreprises de pêche enquêtées). Les premiers résultats ont été présentés au séminaire SOSEKIMA (Socio-Economics, Innovation and Management Seminar) organisé par le Java Sea Pelagic Fisheries Assessment Project (CEE-ORSTOM) du 4 au 7 décembre 1995 à Sémarang (Indonésie). Cette communication est intitulée "Marine Fishing Industry in the Mekong Delta, Vietnam : Present Status and Recommendations for Future Development". Elle a été écrite en collaboration avec N.A. Tuan, N.T. Phuong, H.P. Hung.

- Collaborations externes

Ce programme de recherche est inscrit dans le cadre d'une convention entre l'université de Can Tho (Vietnam) et l'ORSTOM. Il a bénéficié d'un financement du Ministère des Affaires Étrangères octroyé en 1994 et utilisé en 1994 et 1995.

Les collaborations externes se font avec les services culturels et scientifiques de l'Ambassade de France au Vietnam (co-financier de la première phase du programme), l'AFSSRN (Asian Fisheries Social Science Research Network ; collaboration formalisée en janvier 1996), le Département des Pêches de la FAO et l'IFREMER via la mise en place d'un système pluridisciplinaire de statistiques halieutiques au Vietnam, l'EAFE via la présentation des premiers résultats (European Association of Fisheries Economists).

3.2.3. La contribution des femmes au développement du secteur informel en Tunisie (S. Jomni) (AB 52A050) (Proginfo n°583)

- Finalité scientifique

Thèse de doctorat en Économie.

Nous envisageons de contribuer à la mise en évidence des caractéristiques de l'activité féminine informelle en Tunisie, pour une meilleure prise en compte dans l'évaluation de la population active et dans la comptabilité nationale.

Dans une perspective moins large, il s'agit de cerner en parallèle, les caractéristiques de l'activité productive féminine informelle des secteurs textile et agro-alimentaire qui s'exerce à domicile et en entreprise, notamment en sous-traitance.

Parallèlement à une analyse indirecte de l'évolution de la participation féminine au secteur informel, depuis 1956 (indépendance de la Tunisie), nous envisageons une analyse de l'activité informelle en terme de stratégie de débrouillardise, en situation d'ajustement structurel (programme mis en place en 1986).

- Principales opérations en cours

Poursuite d'entretiens semi-directifs avec des femmes actives dans le secteur informel, qui exercent leur activité de production et de commercialisation dans les domaines relevant de l'agro-alimentaire et du textile, à domicile ou en entreprise, en milieu urbain (Tunis et sa banlieue : la Médina de Tunis, la Manouba, l'Ariana).

Dépouillement des recensements de la population 1976, 1985, 1994 ainsi que des enquêtes population-emploi, 1984, 1989 en vue de tirer par le biais de méthodes indirectes, des informations sur le secteur informel féminin.

- Résultats acquis

Série d'entretiens menés auprès de jeunes filles et de femmes (ouvrières, aides familiales et entrepreneurs) dont l'activité économique s'inscrit dans les secteurs agro-alimentaire et textile dans les zones urbaines et périurbaines de Tunis, Hay Ettadhamen, ainsi qu'à Aïn Draham, Kairouan et Jerba.

Collecte d'informations auprès d'organismes publics sur la formation professionnelle ainsi que sur l'environnement institutionnel et légal en matière de création d'entreprise, et d'accès au financement, de manière à cerner les politiques publiques ancrées dans une logique d'encouragement du travail féminin et du secteur informel.

- Collaborations externes

. Formelles :

* Thèse d'économie appliquée à la démographie, dirigée par J. Charmes (ORSTOM) à l'Institut d'Études Politiques de Paris

* CREDIF Centre de Recherche, d'Études, de Documentation et d'Information sur la Femme

. Informelles :

* ENDA Inter-Arabe Environnement et Développement du Monde Arabe

* ASAD Association de soutien à l'auto-développement -Kairouan-

* ASAK Association de Sauvegarde des Artisanes de Kroumirie

* UNFT Union Nationale de la Femme Tunisienne (Médénine et Jerba)

* IRMC Institut de Recherche sur le Monde Arabe Contemporain

* Ministère des Affaires Sociales et de la Famille à Kairouan

. Financières :

* MESR : allocation de recherche

* École doctorale de démographie économique, IEP Paris : Financement de la participation au séminaire *Les petites entreprises agroalimentaires*, CIRAD-SAR, Montpellier, octobre 1995.

3.3. GP 52C : Institutions et pratiques de développement (J.-F. Baré)

3.3.1. Anthropologie comparative de l'aide économique et financière au développement

Perspectives et problèmes de l'anthropologie appliquée (ASP ORSTOM-CNRS) (J.-F. Baré) (AB 52A001) (Proginfo n°152)

- Finalité scientifique

Mieux connaître les modalités de définition et de mise en place de l'aide au développement dans le cadre de projets concrets et situés, afin de repérer d'éventuelles conditions générales de succès ou d'échec ; contribuer ainsi à la discussion sur les procédures d'évaluation au sens technique de ce terme.

Mieux connaître les capacités de contribution de l'anthropologie (sociale et culturelle) dans ce domaine (dans le cadre du projet ASP ORSTOM-CNRS sur l'anthropologie appliquée).

- Principales opérations en cours

Étude historique sur la réforme foncière dans un DOM de la France (La Réunion) considérée comme un cas particulier de privatisation dans le secteur rural (accession à la propriété).

Réflexion méthodologique générale sur la pratique des réformes foncières et les problèmes d'évaluation afférents.

Étude générale sur les relations entre aide au développement, fait linguistique et problèmes de la traduction (Participation en ce qui concerne la Polynésie française au projet "la mise en mots de la démocratie" AUPELF/ ACCT/ Université Paris VII).

- Résultats acquis

Meilleure connaissance de certains problèmes liés à l'aide aux petites entreprises
Contribution à la mise en évidence du rôle du facteur linguistique dans les politiques d'aide au développement

Contribution à la discussion sur les procédures d'évaluation de l'aide publique.

- Collaborations externes

. Formelles :

* Laboratoire d'Anthropologie Sociale du Collège de France (ASP ORSTOM-CNRS, projet "perspectives et problèmes de l'anthropologie appliquée")

* IRAT/Université de La Réunion (projet CORDET sur la réforme foncière à la Réunion, échange de lettres)

* Université Paris VII-AUPELF (Échange de lettres)

* Université Bordeaux II (séminaire de DEA)

. Informelles :

* British Association for Anthropology in Policy and Practice (BASAPP, UK)

* International Union for Anthropological and Ethnological Sciences (IUAES) ;
Society for Applied Anthropology (USA)

3.3.2. Histoire, changement social et développement en Afrique subsaharienne (J.-P. Chauveau)

3.3.2.1. Histoire, changements sociaux et développement rural en Afrique de l'Ouest : analyses sectorielles et micro-sociologiques (J.-P. Chauveau) (AB 52C040) (Proginfo n°156)

- Finalité scientifique

Contribuer à insérer les études de développement rural dans le champ de l'analyse théorique des changements sociaux par la connaissance des conditions dans lesquelles les producteurs ruraux africains s'organisent et s'insèrent dans les changements de longue période.

Finalisation de la recherche pour le développement : amélioration des méthodes de diagnostic et de prospective du changement économique et social en contribuant à une analyse critique de la méthodologie de l'expertise.

- Principales opérations en cours

- . sociologie historique comparée de la cacaoculture en Afrique de l'ouest ;
- . sociologie historique comparée de la pêche artisanale maritime en Afrique de l'ouest ;
- . micro-sociologie du changement rural en situation de crise (Côte d'Ivoire forestière) ;
- . micro-sociologie comparée des projets de développement participatifs en milieu rural ouest-africain.

- Résultats acquis

. Les principales raisons de la faible efficacité des interventions proviennent de ce qu'elles reposent sur : des représentations fausses des économies locales ; une mauvaise appréciation des marges de manoeuvre des agents économiques et des acteurs locaux ; des pratiques et des politiques de développement contradictoires et opportunistes qui ont contribué, au cours du temps, à forger l'expérience des producteurs vis-à-vis des interventions ; une "culture du développement" récurrente peu apte à capitaliser les expériences. En outre, le dispositif de développement lui-même a largement subi l'influence des dynamiques "hors développement" générées par les sociétés et les économies locales. Enfin, le modèle linéaire de conception, de mise en oeuvre et d'évaluation des interventions de développement ne permet pas d'apprécier correctement les décalages entre les résultats recherchés et les résultats réels.

Les interventions de développement sont inévitablement "appropriées" ou "négociées" par les collectifs sur lesquels elles s'exercent, de sorte que les effets imprévus et inintentionnels des interventions sont plus importants que leurs effets recherchés.

. Trajectoires de changement social et croissance :

a) La notion de "trajectoire orientée des changements" permet de décrire et d'interpréter les changements sans recourir aux modèles déterministes et évolutionnistes qui prévalent dans les études de développement. Ces trajectoires combinent, plutôt qu'elles n'opposent, État et identités ethniques, autorité bureaucratique et autorités traditionnelle et charismatique, formes marchandes et non marchandes de la production et des échanges.

b) Les phases de haute croissance et de profonde récession (en particulier les crises actuelles des agricultures africaines) s'accompagnent d'une forte instrumentalisation des "ressources identitaires" pour répondre à l'instabilité des conditions de la croissance.

c) L'amélioration des méthodes de diagnostic et de prospective concernant les agricultures africaines nécessite de s'affranchir des schémas évolutionnistes et linéaires de changement. Elle implique une analyse qualitative qui prenne davantage en compte les processus socio-politiques de mobilisation des ressources et qui ne se limite pas à l'analyse des performances techniques et économiques, qui n'en sont qu'un résultat.

- Collaborations externes

- . GIDIS-CI, Pôle rural (Abidjan) : formalisé ;
- . UMR SHADYC (CNRS-EHESS, Marseille) : formalisé ;
- . APAD (Association euro-africaine Pour l'Anthropologie du changement social et du Développement) : formalisé ;
- . FAO (Division des Ressources Humaines) : financière ;
- . CIRAD-SAR : formalisé (expertise) ;
- . Université Paul-Valéry (convention Laboratoire d'Études Agraires- Paul-Valéry) ;
- . Université de Bergen (convention financière).

3.3.2.2. Représentations et pratiques de développement dans le secteur de la pêche artisanale maritime au Congo (J.-Cl. Nguingiri) (AB 52C040)

- Finalité scientifique

Apporter un éclairage nouveau sur les questions de développement ;
Contribuer à l'amélioration des services rendus par les opérateurs de développement.

- Principales opérations en cours

Rédaction et soutenance d'une thèse de doctorat.

- Résultats acquis

La reconstitution de l'histoire des idées sur le développement de la pêche artisanale maritime et l'analyse de la dynamique de la pêche ont montré que les trajectoires souhaitées par les agents de développement ne correspondent pas aux trajectoires réelles des pêcheries ;

L'étude des pratiques de développement à partir de l'analyse des stratégies d'acteurs a permis de remarquer que les rapports entre "développeurs" et "développés" ne ressemblent ni à une pure subordination ni à une simple résistance, mais qu'ils sont déterminés par des stratégies réciproques de récupération au travers de procès de négociations, d'arrangements multiples, de compromis et de connivence.

- Collaboration externe

École des Hautes Études en Sciences Sociales (Marseille)

3.3.2.3. Stratégies d'acteurs ruraux et points de vue émiques sur les opérations de développement : étude d'un cas au Niger (M.S. Sanda) (AB 52C052) (Proginfo n°381)

- Finalité scientifique

Décoder les discours "émiques", les représentations et analyser les structures locales.
Démontrer la factibilité et l'intérêt d'une évaluation qualitative donnant la parole aux ruraux.

Élaborer un outil méthodologique permettant d'améliorer la préparation, la conduite et l'impact des opérations de développement.

- Principales opérations en cours

- . Complément de recherche bibliographique
- . Rédaction d'une thèse

- Résultats acquis

. Collecte des données concernant deux opérations de développement financées par la Caisse Française de Développement et le Fonds d'Aide et de Coopération : enquêtes de terrain, entretiens individuels et collectifs auprès des populations bénéficiaires, analyse secondaire des documents concernant ces projets.

. Étude des jeux et enjeux des acteurs et partenaires d'un projet de développement rural : le projet gestion des terroirs de Fillingué (Niger).

. Recueil des données concernant la réaction des paysans face à l'arrêt d'un projet d'appui à la gestion des terroirs à Torodi (Niger).

. Dépouillement des données

- Collaborations externes

- . EHESS Marseille : Jean-Pierre Olivier de Sardan (Directeur de Thèse)
- . GRA : Groupe de Recherche Anthropologique (membre)
- . APAD : Association euro-africaine Pour l'Anthropologie du changement social et du Développement (membre)

3.3.3. Politique coloniale, stratégies "paysannes" et transformation des crises alimentaires en pays soninké (Sénégal) aux 19ème et 20ème siècles (M. Chastanet) (AB 52C002) (Proginfo n°382)

- Finalité scientifique

Resituer dans une perspective historique les problèmes que traversent actuellement les sociétés sahéliennes : crises alimentaires, dégradation du milieu, exode rural...

J'ai choisi d'étudier une région pour laquelle on dispose de sources écrites européennes depuis le début du 18ème siècle et des rapports coloniaux continus depuis le milieu du 19ème siècle. Afin de pouvoir associer une approche historique et anthropologique, je me suis limitée à une petite région, homogène sur le plan linguistique et culturel.

- Principale opération en cours

Rédaction d'une thèse.

- Résultats acquis

Mise au point de différentes séries chronologiques : années de disettes et de famines, épidémies et épizooties, évolution démographique, histoire du climat et des conditions écologiques.

J'ai également dégagé certaines évolutions économiques et sociales en rapport avec les effets de la politique coloniale : développement de nouvelles activités agricoles et commerciales, essor des migrations de travail à longue distance, insertion progressive dans une économie de marché, constitution d'un paysannat même si les anciens groupes statutaires hiérarchisés sont toujours des références pertinentes.

Sur le plan de l'histoire des famines, j'ai mis en évidence une évolution des types de crise, en rapport avec leurs facteurs écologiques et économiques, les tendances démographiques et les stratégies de survie. On peut ainsi distinguer des crises de subsistance de type ancien (19ème et début 20ème siècle) et des crises de transition (des années 1920 aux années 1960). Quant aux crises de la période actuelle, il s'agit surtout de crises agricoles et écologiques qui, dans le cas particulier de la société soninké, ne deviennent des crises alimentaires que pour les familles ne disposant pas de revenus extérieurs.

- Collaborations externes

L'ERS 91 du CNRS, équipe Paris I, et le Centre de Recherches Africaines, qui constituent la structure d'accueil de mon détachement au CNRS.

Échanges informels avec des chercheurs du CNRS, de l'EHESS (Centre de Recherches Historiques, Centre d'Études Africaines), de l'INALCO, du Muséum National d'Histoire Naturelle (Laboratoire d'ethnobiologie-biogéographie) ainsi qu'avec des chercheurs et universitaires africains de différents pays du Sahel.

3.3.4. Politiques et développement agricoles et agro-industriels au Burkina Faso (Y.-A. Fauré)

3.3.4.1. Politiques et développement agricoles au Burkina Faso ; le rôle des ONG (Y.-A. Fauré) (AB 52C054) (Proginfo n°123)

- Finalité scientifique

Réaliser un bilan synthétique et historique de l'agriculture burkinabè.

Analyser les méthodes et outils par lesquels sont construits les comptes nationaux du secteur agricole et examiner les points de vue et représentations qu'ils engagent implicitement sur l'agriculture et dans les décisions publiques prises en ce secteur. Expliciter et évaluer les bases d'information, indicateurs et critères qui fondent les principales études et expertises produites en ce domaine (OCDE, BIRD, FAO, etc.).

Apprécier dans quelle mesure les performances agricoles burkinabè sont imputables à de "bonnes" politiques publiques en analysant l'impact sectoriel des orientations gouvernementales et les inflexions données en propre par le contexte institutionnel (structures, projets, etc.) ; parallèlement prendre la mesure d'autres séries de déterminants sur l'évolution agricole nationale, en particulier les dynamismes productifs (stratégies, adaptations, innovations, etc.) des paysanneries.

Apprécier l'ampleur de la présence et des activités des ONG dans le développement agricole du pays ; examiner la part prise par ces nombreuses ONG dans les résultats sectoriels ; étudier les problèmes d'(in)articulation de leurs projets aux dispositifs publics d'action agricole.

Évaluer dans quelle mesure les limites anciennes (dégradation des écosystèmes, pressions démographique et foncière, enclavements régionaux, etc.) et les déséquilibres nouveaux (urbanisation, migrations, instabilité alimentaire, importations, pratiques culturelles non indéfiniment reproductibles, etc.) sont pris en compte et peuvent être dépassées par les nouvelles politiques économiques et agricoles (PAS/PASA).

- Principales opérations en cours

Collecte de données, informations et documents sur le programme d'ajustement du secteur agricole burkinabè (PASA), centralisation et analyse des études et expertises *ex-ante* et *ex-post*. Étude spéciale de la politique céréalière, des mesures de dérégulation et de la réorganisation des services publics agricoles.

Enquêtes auprès des Centres Régionaux de Promotion Agro-pastorale (CRPA) et de leurs Services Provinciaux (SPA) portant sur l'évolution des situations agricoles locales, le fonctionnement des services techniques -avec l'accent mis sur la vulgarisation et ses effets-, la mise en oeuvre des projets de développement, l'activité des ONG dans le secteur, les facteurs de dynamisme et de blocages productifs, la nature et l'ampleur des changements et innovations techniques dans l'agriculture.

Enquêtes sur les projets de développement rural intégré de la dernière génération, fortement orientés vers le développement local, particulièrement le PDRI-HKM et le PDRG.

- Résultats acquis

Synthèse faisant le point, à partir de quelques entrées sélectives, sur la situation de l'agriculture burkinabè (l'agriculture dans l'économie nationale, les principaux systèmes de production, l'évolution des productions, l'agroalimentaire et la transformation des produits locaux, l'évaluation des petits projets, l'étude d'une grande opération de développement agricole, la mise en ajustement de l'agriculture burkinabè).

Base de données statistiques des 10 dernières campagnes agricoles relatives aux volumes produits, aux superficies, aux rendements et décomposition selon les spéculations concernées et complétées par des informations systématiques sur les conditions climatiques, les importations céréalières, etc. Constitution de fiches de résultats sur les 30 provinces du pays et d'une fiche de synthèse nationale.

Point de l'ajustement macro-économique du Burkina Faso en établissant un premier bilan de l'état d'avancement de l'ajustement de son secteur agricole.

Tableau général des institutions de développement agricole, des changements techniques de l'agriculture et des comportements socio-économiques paysans.

- Collaborations externes

Formalisées :

- * Université de Ouagadougou, Faculté des sciences économiques et gestion (accueil de stagiaires sur les sous-thèmes du programme).
- * UMR CNRS/ORSTOM REGARDS de Bordeaux.

Informelles :

- * Ministère de l'agriculture et de l'élevage, Direction des Études et de la Programmation (DEP), Direction des Statistiques Agro-Pastorales (DSAP) et Centres Régionaux de Promotion Agro-pastorale (CRPA).
- * Institut d'Études et de Recherches Agricoles (INERA), programme "Recherche sur les Systèmes de Production" (RSP).
- * Mission française de coopération (MCAC) et Caisse Française de Développement (Ouagadougou).
- * Centre d'Observation des Économies Africaines (COBEA), université d'Orsay (France).

3.3.4.2. ONG et démocratie associative au Burkina Faso (Y.-A. Fauré) (AB 52C054)

- Finalité scientifique

Sélectionné et financé par le Ministère de la Recherche et de l'Espace (Paris), suite à l'appel d'offre 1992 portant sur "Démocratisation et développement" (décision MRE n°92 L 0197 ; convention ORSTOM n°0354), ce programme de recherche conçu et réalisé en coopération a pour objectifs de :

- . déplacer le site d'observation des processus de libéralisation des sommets de l'État (décompression autoritaire, passage au multipartisme, élections concurrentielles etc.) vers la société civile et d'analyser la contribution des nombreuses associations de développement et ONG burkinabè à la "démocratisation par le bas" ;

- . d'analyser les conditions de mobilisation sociale et d'action collective qu'elles suscitent et organisent autour de leurs projets de développement agricole ;

- . d'étudier les conditions historiques et structurelles du dédoublement des fonctions remplies par les ONG (le passage de missions économiques développementalistes initiales à de véritables entreprises sociales et politiques) ;

- . d'examiner les liens entre ressources accumulées par les promoteurs d'ONG et le fonctionnement du champ politique national lui-même actuellement affecté par de profondes transformations ;

- . d'évaluer, à partir des opérations agricoles qu'elles conduisent et de leur comportement vis à vis des populations, de leurs représentants et de leurs autorités, les rapports qu'elles entretiennent avec l'organisation sociale du milieu où elles agissent et avec la vie politique locale afin de déterminer dans quelle mesure les ONG, acteurs de développement et opérateurs apparents de changements externes, sont, à leur tour, éventuellement instrumentalisées, utilisées par les forces locales et impliquées, nolens volens, dans les luttes et conflits du milieu social au sein duquel elles interviennent.

- Principales opérations en cours

Mise en forme et rédaction des résultats des enquêtes documentaires et de terrain pour remise du rapport final au Ministère français de la Recherche dans la première moitié de 1996.

- Résultats acquis

Analyse macroscopique (politique, économique, organisationnelle et historique) des ONG au Burkina Faso ; monographies approfondies d'une quarantaine d'ONG.

Un paradoxe toquevillien semble se confirmer : si le fonctionnement interne des ONG et le type de relations qu'elles nouent avec les populations-bénéficiaires sont loin de ressortir de pratiques démocratiques (démarche top-down structurante, forts effets d'offre etc.), par leur nombre, leur activité, leur zèle elles représentent des facteurs de démultiplication institutionnelle propre à permettre l'élargissement de l'univers des repères socio-culturels et des appartenances de groupe dans le secteur rural burkinabè. Si les ONG ne participent pas directement à la «démocratisation des campagnes», elles contribuent sans doute à en créer les prérequis organisationnels et idéologiques.

- Collaborations externes

Outre un allocataire (A. Piveteau) et un ingénieur (M. Ouedraogo) de l'ORSTOM, ce programme enregistre la participation active de M. M. Diawara (CERAC : Centre d'Étude et de Recherches sur les Arts, la Culture et la communication), B. Ouédraogo (département de sociologie, université de Ouagadougou), M. Sanfo (département de géographie, université de Ouagadougou), Mme F. Traoré, (INERA : Institut d'Études et de Recherches Agricoles), M. G. Yaro (AMVS et École inter-États ETSHER).

3.3.4.3. Évaluation des activités économiques dans les vallées libérées de l'onchocercose (B. Cl. Bationo) (AB 52C054) (Proginfo n°588)

- Finalité scientifique

Faire une analyse critique des méthodes d'analyse coûts-avantages : l'historique, l'évolution dans le temps et dans l'espace.

Dégager une méthode pertinente à l'issue de cette analyse critique pour l'adapter au cas d'une des vallées libérées de l'onchocercose.

Dégager l'impact de la mise en valeur des vallées non seulement sur les bénéficiaires mais aussi et surtout pour l'ensemble de l'économie nationale.

Apprécier la stratégie de développement rural axée sur les opérations de développement i.e. l'approche productiviste, ses acquis et ses insuffisances.

- Principales opérations en cours

Identification et exploitation de la documentation théorique disponible sur les méthodes d'analyse ex-ante et ex-post des projets et opérations de développement.

Codification, dépouillement, saisie et analyse des données de la première enquête (partielle) réalisée auprès des bénéficiaires au mois de novembre 1995. Utilisation à cet effet des logiciels Lotus et Excel pour la saisie et du SPSS (Statistical Package for Social Science) pour l'analyse des données.

Réflexion sur une version provisoire du plan de ma thèse.

- Résultats acquis

Recueil de données auprès des colons installés depuis plus d'une vingtaine d'années dans les vallées libérées de l'onchocercose : enquêtes de terrain à l'aide d'un questionnaire de 14 pages administré sous forme d'entretien à 80 chefs de ménages.

Recueil et organisation des données agricoles concernant les zones de l'étude : exploitation et analyse comparative dans le temps et dans l'espace.

- Collaborations externes

. Faculté des Sciences Économiques et Gestion (FASEG) de l'université de Ouagadougou.

. Collaboration de quatre enquêteurs dont deux pour la collecte des données sur le terrain et deux pour la saisie de ces données.

3.3.4.4. Évaluation des petits projets de développement agricoles menés par les ONG au Burkina Faso : applications empiriques, problèmes méthodologiques et théoriques (A. Piveteau) (AB 52A001) (Proginfo n°124)

- Finalité scientifique

Dans le cadre des principaux objectifs du programme (cf. 3.3.4.1.) il s'agit plus particulièrement de :

. Contribuer à déterminer l'importance réelle des ONG dans le développement agricole du pays, préciser la nature de leurs interventions, apprécier les effets directs et indirects qu'elles produisent au plan économique, social et organisationnel ; proposer une réflexion sur la pertinence et l'efficacité des petits projets en tant qu'instruments de développement à une échelle localisée mais aussi, surtout, comme contribuant ou non à la dynamique macro-économique ;

. Examiner l'efficacité et l'opérationnalité des méthodes classiques d'évaluation dans le domaine des petits projets agricoles (méthode des effets, des "prix de référence", analyse financière) ;

. Contribuer à la mise au point d'une démarche et d'une grille d'évaluation des opérations agricoles des ONG portant notamment sur l'adéquation objectifs/résultats, sur l'analyse des effets latéraux, non prévus, de leurs projets, sur l'appréciation qualitative et quantitative des conséquences de ceux-ci en tenant compte de manière critique des spécificités que revendiquent les ONG.

- Principales opérations en cours

Rédaction d'une thèse en économie du développement à l'université de Bordeaux I.

- Résultats acquis

Recueil de données concernant 25 opérations agricoles menées par les ONG : enquêtes de terrain, entretiens individuels et collectifs auprès des populations bénéficiaires, analyse secondaire des documents concernant ces projets.

Mise au jour de données et informations macroscopiques démontrant l'importance majeure des ONG au Burkina Faso tant au plan institutionnel qu'au plan économique.

Évaluation d'une dizaine de projets ONG mettant en évidence le caractère limité des changements induits par ces interventions sur les fonctions de production, de consommation et d'épargne/investissement ainsi que la forte dépendance de ces opérations vis à vis du maintien ou du renouvellement de l'aide du fait, entre autres choses, de la faiblesse des surplus créés.

- Collaborations externes (informelles)

. Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAE)

. Bureau de Suivi des ONG (BSONG)

. Secrétariat Permanent des ONG (SPONG)

. Faculté des sciences économiques et gestion, département "planification", université de Ouagadougou

3.3.4.5. L'économie agro-alimentaire au Burkina Faso : des obstacles à l'innovation (A. Diallo) (AB 52C054) (Proginfo n°125)

- Finalité scientifique

Connaître les obstacles liés à l'innovation agro-alimentaire au Burkina Faso et proposer des stratégies de réussite d'innovations dans ce domaine.

- Principales opérations en cours

Compte tenu de l'état d'avancement, les opérations en cours sont essentiellement la saisie des corrections apportées par le directeur de thèse pour les différentes parties du document.

- Résultats acquis

Les résultats acquis concernent d'une manière générale la rédaction et la saisie du document. L'étude comprend deux grandes parties de trois chapitres chacune. La première partie se rapporte à une présentation d'un bilan agro-alimentaire (productions agricoles, importations, activités de transformation) et une monographie des entreprises. Tous les chapitres ont été corrigés une fois par le directeur de thèse et certaines corrections déjà intégrées.

La deuxième partie concerne l'analyse proprement dite : analyse théorique de l'innovation, analyse des obstacles rencontrés par les unités et propositions de stratégies pour la réussite d'innovation dans l'agro-alimentaire au Burkina Faso. Deux des trois chapitres ont connu une première correction. Le dernier chapitre a été envoyé au directeur de thèse pour appréciation.

- Collaboration externes

CILSS (Comité Inter-États de Lutte contre la Sécheresse au Sahel), FASEG CEDRES (Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, université de Ouagadougou), MIFRAC (Mission Française Régionale d'Appui au CILSS, Ouagadougou), Ministère de l'agriculture et de l'élevage, Ministère de l'industrie, du commerce et des mines, CNRST (Centre National de la Recherche Scientifique et Technique, Ouagadougou).

3.3.5. L'exploitation forestière et la filière bois dans l'histoire économique et sociale ivoirienne. Des années 1880 aux années 1990 (F. Verdeaux) (AB 52C002) (Proginfo n°157)

- Finalité scientifique

Bien qu'elle constitue la filière de production primaire à la fois la plus ancienne et la plus constante de Côte d'Ivoire la filière bois est paradoxalement mal connue. La finalité scientifique du programme est double. Dans un premier temps, comprendre comment et en quoi la trajectoire historique d'une branche d'activité s'articule à l'histoire générale du pays. En second lieu, il s'agit à travers la reconstitution du processus ayant conduit à cet état qualifié aujourd'hui de "déforestation", d'identifier la nature des éléments (socio-politiques, idéologiques, économiques) ayant contribué à la production historique de ce type de situation.

Ces finalités générales se décomposent en quatre objectifs : 1) périodisation des étapes propres à la filière et mise en regard des phases de l'histoire ivoirienne. 2) reconstitution des trajectoires des acteurs et de leurs entreprises, et mise en regard des structurations successives de la filière. 3) évolution des pratiques et stratégies entrepreneuriales des différentes époques et catégories d'acteurs. 4) Évolution des rapports tripartites noués entre forestiers, État et paysans autour de la "mise en valeur" de la région forestière.

- Principales opérations en cours

Le programme est dans sa phase finale de rédaction. L'ouvrage, dont le plan a été soumis à un responsable de collection des éditions Karthala, devrait être publié chez cet éditeur.

- Résultats acquis

A quelques courts chevauchements périodiques près, l'histoire de la filière suit le rythme et les phases de l'histoire ivoirienne. Plus encore, elle s'en avère l'une des composantes centrales. L'histoire de la Côte d'Ivoire a eu tendance à se confondre avec celle de la conquête de la forêt et la société "ivoirienne" à se construire à travers son rapport à cet espace "vierge". En dépit de l'évolution apparente, à l'échelle d'un siècle, d'une activité de cueillette inscrite dans une économie de traite à un secteur organisé autour d'industries de transformation, l'histoire de la filière bois est loin d'être linéaire. Certains traits comme l'informalisation relativement récente de la fonction exploitation renoue avec des solutions caractéristiques de la première phase historique celle qui prolongeait la traite côtière pré-coloniale.

Le passage d'une période à l'autre se traduit toujours, au sein de la filière, par la substitution d'une catégorie d'intervenants à une autre sans qu'il y ait systématiquement saut capitalistique (c'est en particulier le cas dans la dernière période). Il s'agit plutôt d'époques politiquement et socialement homogènes, investies chaque fois par un assemblage d'intervenants particulier, occupant une "niche" économique-historique et formant un tout : le "milieu" forestier, identifié comme tel dans les traditions orales mais correspondant par ailleurs à une nature ou à un style particulier d'intervention de l'État.

L'industrialisation très tardive de la filière renvoie à son appartenance périphérique à une ou des filière(s) européennes négociantes plutôt qu'industrielles. En première approximation les groupes concernés participent, à ce niveau aussi, à un réseau où les marchés semblent non seulement segmentés mais aussi répartis sinon sciemment du moins tacitement.

La "déforestation" est le thème majeur de la période actuelle. Elle n'a évidemment ni le même sens ni la même intensité selon que l'on se situe du point de vue de l'industriel, du paysan planteur, de l'État et, plus précisément, de la "classe politique" qui gère, à travers ces rapports triangulaires, une régulation politique de type clientéliste. Le discours sur la "déforestation" n'est pas sans rappeler, parfois à la lettre, ceux produits dès le début du siècle. Mais, impulsé de l'extérieur (CFD, Banque Mondiale, FAO, GEF), c'est un discours de référence contraint pour les pouvoirs publics, tardif mais désormais intéressé pour les industriels ainsi que, dans la mesure où ils en ont connaissance, pour les ruraux ; l'enjeu étant, au delà de la "protection de la ressource" celui du partage de la rente forestière, de la survie de certaines catégories d'entreprises et de l'adaptation des systèmes de production paysans à un changement de modèle de "mise en valeur". Ce, pour une raison simple : la forêt n'est plus, ni physiquement ni socialement, ce qu'elle était, "vierge".

- Collaborations externes (formelles)

- . Université d'Abidjan. Département d'histoire (contrat d'association)
- . GIDIS-CI Abidjan

3.3.6. Les dynamiques liées à l'industrialisation en Thaïlande (D. Kermel-Torrès, A. Mounier)

3.3.6.1. Approche sociale et spatiale des dynamiques liées à l'industrialisation. Étude comparative des acteurs et des politiques publiques entre le Nord-Est, le Nord et le Sud de la Thaïlande (D. Kermel-Torrès, A. Mounier, Ph. Schar et H. Andrianasolo) (AB 52C072) (Proginfo n°178)

- Finalité scientifique

Analyser dans leur ancrage régional les dynamiques sociales et spatiales liées au phénomène d'industrialisation. Comprendre les processus de diversification des activités économiques dans le cadre de la dynamique de l'économie agricole, de ses relations avec l'industrie et dans un contexte d'importantes mobilités spatiales en plaçant au centre de la recherche l'analyse des stratégies des acteurs (ruraux, entrepreneurs) et de leurs interactions avec les politiques publiques.

Comparer les changements sociaux, économiques et spatiaux entre le Nord-Est, le Nord et le Sud, trois régions périphériques différenciées de l'espace national thaïlandais. Interpréter ces évolutions pour dégager ce qui relève de la singularité régionale et ce qui se rattache aux grandes tendances nationales.

Relier les configurations spatiales de l'industrialisation aux régimes de croissance de la Thaïlande.

- Principales opérations en cours

Préparation d'un rapport d'étape.

Traitement des données de l'enquête rurale réalisée dans plusieurs villages témoins sélectionnés dans différents types de systèmes.

A partir de l'enquête rurale, sélection de familles et d'individus pour deux grandes séries d'enquêtes approfondies sur la dynamique des activités (agricoles et non-agricoles), les processus de diversification/intensification dans l'agriculture, les stratégies et les aspirations des ruraux salariés dans les secteurs non-agricoles (industriels et associés).

Élaboration des questionnaires pour les deux types d'enquêtes approfondies.

Étude par la télédétection de l'aménagement de l'espace.

- Résultats acquis

Les configurations spatiales de l'industrialisation en Thaïlande ont connu récemment une inflexion sensible. L'industrialisation du pays s'est d'abord concentrée autour de la capitale, Bangkok, de façon concomitante à une industrialisation substitutive d'importation. L'industrie bangkokiennne commence à essaimer vers les régions pauvres et les pays limitrophes, simultanément à l'inflexion au début des années 80 de son régime de croissance vers une industrialisation tirée par les exportations.

L'essor de l'industrialisation rurale dans les régions du Nord, du Nord-Est et du Sud du pays dans les années 1990 s'accompagne de profondes transformations de l'agriculture et des formes d'emploi.

Identification d'outils, d'interventions et de programmes élaborés par le secteur public et oeuvrant dans les régions sous étude, plus particulièrement pour les secteurs agricole et industriel.

Élaboration d'une base de données statistiques et création d'une base de données cartographiques sur les implantations industrielles (localisation, type d'activités, investissement, emploi) pour les entreprises enregistrées auprès du Ministère de l'Industrie et pour celles soutenues par le Bureau de l'Investissement Industriel.

A partir d'une enquête rurale dans plusieurs villages témoins (échantillon de 30% des familles) retenus dans différents types de systèmes (dont les critères de sélection ont été la diversification agricole, les champs touchés par les mesures de politiques publiques et les implantations industrielles de proximité) constitution d'une base de données statistiques à l'échelle des villages et identification des dynamiques sociales et spatiales au niveau des familles.

Représentation cartographiée exploratoire par la télédétection de l'organisation spatiale.

- Collaborations externes

Thaïlande :

- . Université Chulalongkorn (Bangkok) : Facultés d'Économie et d'Architecture
- . Asian Institute of Technology (AIT)
- . Université Thammasat (Bangkok)
- . Université de Khon Kaen (Nord-Est) : Facultés d'Agriculture et Faculté des Lettres et des Sciences Sociales
- . Université de Songkhla (Sud) : Faculté des Ressources Naturelles
- . Université de Chiang Mai (Nord) : Facultés d'Éducation et des Sciences Sociales

Hors Thaïlande :

- . Unité Mixte de Recherche CNRS-ORSTOM "REGARDS", Bordeaux
- . INRA, Montpellier
- . Université et CNRS, Grenoble

3.3.6.2. Processus d'apprentissage et acquisition technologique dans l'industrialisation thaïlandaise (P. Guiguet) (AB 52C072) (Proginfo n°584)

- Finalité scientifique

Meilleure compréhension des dynamiques économiques sous-tendant la croissance des entreprises thaïlandaises en termes d'apprentissage, un mode particulier d'acquisition et de production de nouvelles connaissances, entendu dans sa double dimension individuelle et collective.

Rendre compte des divers processus d'apprentissage éventuellement concentrés au sein des entreprises thaïlandaises et s'interroger sur les facteurs qui permettraient d'agir sur ces processus et de les orienter, cherchant ainsi à dépasser les travaux fondateurs de K. Arrow sur le learning-by-doing (qui n'identifient qu'un seul lieu d'apprentissage et un type d'agent l'incarnant : l'apprentissage technique du travailleur à son poste de travail, et envisagent ce processus comme quasi-automatique, sans coût et sans contenu social).

Dans un pays en industrialisation rapide, dont la main-d'oeuvre est d'origine rurale, sans expérience industrielle préalable et pour une large part non concernée par les politiques récentes d'éducation primaire pour tous, tester l'hypothèse d'un apprentissage relationnel pouvant émerger et se développer initialement (concernant la vie industrielle, le travail en groupe et toutes formes de relations et interactions entre acteurs) et devenir lui-même source ou vecteur d'autres types d'apprentissage (en particulier technique). Dès lors, il serait sans doute intéressant de montrer que les temps d'apprentissage sont peut-être diminués lorsque les entreprises recréent et s'appuient sur des groupes de travail existants préalablement (par exemple, embauche collective de salariés venant d'un même village et ayant auparavant travaillé ensemble dans les champs).

- Principales opérations en cours

Analyse théorique approfondie des différents processus d'apprentissage que peuvent concentrer des entreprises d'un pays en industrialisation rapide afin de pouvoir les appréhender et les saisir concrètement.

Étude des problèmes spécifiques locaux auxquels sont confrontés les entreprises thaïlandaises, et en particulier celles de la région Nord : intégration d'une main-d'oeuvre rurale sans expérience industrielle préalable, forte instabilité de la main-d'oeuvre en partie liée au plein-emploi, modes de mise à l'emploi, etc.

Premières réflexions sur la mise en oeuvre d'une problématique opérationnelle et élaboration des questionnaires d'enquêtes à passer auprès des industriels et de leur main-d'oeuvre.

- Résultats acquis

Aucun dans l'immédiat ce programme étant dans sa phase de démarrage. Enquêtes industrielles prévues aux mois de mars et juin 1996.

- Collaborations externes

* Faculté d'Éducation et des Sciences Sociales, université de Chiang Mai

* Institut de Recherche sur l'Économie de la Production et le Développement (IREPD), université de Grenoble

3.4. GP 52D : Développement et ajustement (Ph. Bonnefond)

3.4.1. Modèles et réalités du développement (Ph. Bonnefond) (AB 52C002) (Proginfo n°180)

- Finalité scientifique

Définir la politique scientifique de l'unité de recherche et en organiser la traduction budgétaire.

Manager l'ensemble de l'UR de manière à en faire un tout cohérent et dynamique.

Favoriser la coordination et la collaboration entre les différents GP de l'UR.

Assurer la diffusion verticale et la circulation horizontale des informations scientifiques, techniques et administratives à l'égard des membres et associés de l'UR.

- Principales opérations en cours

Montage et animation de programmes de recherche ;

Mise au point des fiches PROGINFO ;

Élaboration et attribution du budget de l'UR ;

Gestion d'actions budgétées ;

Suivi des programmes en cours ;

Rédaction du rapport annuel d'activité de l'UR ;

Participation à la gestion du personnel de l'UR ;

Préparation et sélection des dossiers pour les différents types de recrutements ;

Circulation de l'information scientifique ;

Préparation, animation et compte-rendu de la réunion annuelle de l'UR ;

Liaisons étroites avec les responsables de grands programmes ;

Participation au Comité de Direction du Département SUD.

- Résultats acquis

Les travaux de recherche réalisés par les membres de l'UR 52 dans le cadre des cinq GP de cette Unité (cf. 5.1. Principaux résultats acquis).

- Collaborations externes

Indirectement : l'ensemble des institutions partenaires des membres de l'UR 52.

3.4.2. Croissance et compétitivité de l'agriculture thaïlandaise (P. Phélinas) (AB 52C002) (Proginfo n°181)

- Finalité scientifique

Mettre en lumière les déterminants du processus de croissance de la production agricole en Thaïlande ainsi que les facteurs explicatifs de la compétitivité des exportations agricoles thaïlandaises à travers l'étude approfondie d'un secteur particulier, celui du riz.

Analyser au niveau micro-économique les facteurs du dynamisme des exploitants agricoles et leur capacité à gérer les contraintes tant exogènes qu'endogènes pesant sur la productivité de leur exploitation.

Mettre en évidence au niveau sectoriel le rôle et l'efficacité des circuits de transformation et de commercialisation des produits agricoles vers les marchés extérieurs.

Analyser les actions spécifiques de l'État sur la compétitivité de l'économie.

- Principales opérations en cours

Analyse sur longue période des phases de la croissance rizicole thaïlandaise en comparaison avec les modèles de croissance agricole connus (modèle asiatique, modèle occidental).

Analyse de la structure et de la forme de la propriété foncière ainsi que son impact sur la performance agricole.

Analyse des relations entre la structure foncière et l'absorption de la main d'oeuvre.

Analyse des conditions de l'accès au crédit des riziculteurs et de son impact sur l'intensité capitalistique de la production.

- Résultats acquis

La croissance de la production de riz a été marquée par trois phases relativement distinctes : une phase de croissance modérée de 1900 à 1955, une phase d'accélération de la croissance de 1955 au début des années quatre-vingt, puis une phase de déclin jusqu'à nos jours. Les variations dans le rythme d'accroissement des quantités produites ont été principalement liées aux variations dans les quantités de facteurs appliqués à la riziculture, les productivités partielles de la terre et du travail ayant très peu progressé. L'abondance de terres et de main d'oeuvre explique la prépondérance des systèmes de culture extensifs faisant peu appel aux inputs achetés. La relative abondance des terres cultivables et la facilité d'accès des paysans à la terre (législation foncière légitimant le droit d'usage traditionnel) expliquent l'absence de concentration foncière et de développement des modes de faire valoir indirects jusqu'à une date récente. Le métayage et le fermage, assez peu répandus, correspondent plus souvent à une recherche d'emploi optimal des ressources de l'exploitation qu'à un phénomène de paupérisation de la classe paysanne. La fermeture récente du front pionnier est à l'origine des changements survenus dans le mode de transmission de la terre, de la croissance du nombre de "paysans sans terre", et de la tendance vers une répartition moins égale des terres.

L'agriculture thaïlandaise a absorbé une large part de la population active grâce à une forte spécialisation dans la culture du riz très demandeuse de main d'oeuvre, une combinaison technique privilégiant l'utilisation du travail, et surtout une faible concentration des terres. En effet, l'intensité d'utilisation du travail familial par unité de surface est d'autant plus forte que la taille de l'exploitation est plus petite. Ce phénomène a plusieurs origines, notamment le fait que le pourcentage des terres irriguées, l'intensité culturale, et la part des surfaces cultivées en riz soient négativement corrélés à la taille. De la même façon, la demande de main d'oeuvre salariée est directement fonction de la distribution des tailles d'exploitations, tout biais en faveur des petits exploitants étant favorable à une plus grande absorption de main d'oeuvre. Les effets du progrès technique sur l'emploi sont apparus complexes. Dans la mesure où la mécanisation s'est développée dans les régions où la double récolte annuelle a progressé ainsi que l'utilisation d'engrais, l'évolution des techniques de production n'a pas eu d'effet majeur sur l'absorption du travail.

- Collaborations externes

* CUSRI (Chulalongkorn University Social Research Institute), Bangkok, Thaïlande.

* TDRI (Thailand Development Research Institute), Bangkok, Thaïlande.

* IRRI (International Rice Research Institute), Los Banos, Philippines.

3.4.3. Mesure de la compétitivité des filières cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana (J. Richard) (Proginfo n°587)

- Finalité scientifique

Contribution à une meilleure connaissance de l'économie générale de filières de production agricoles.

Porter un diagnostic sur la reproductibilité économique de ces filières dans un contexte de concurrence internationale.

Aider à la réorientation de l'activité économique vers des produits dont la compétitivité sera mieux assurée sur les marchés mondiaux.

Connaître les raisons pour lesquelles les pays africains produisent plus cher que leurs concurrents.

Analyse comparée de la structure des coûts des différentes filières ; établissement d'une base de données détaillée des coûts.

Définir des priorités dans les types d'innovations à promouvoir.

Voir où se trouvent les marges de manoeuvre pour augmenter la productivité.

Dégager les avantages comparatifs des secteurs amont des filières :

- . systèmes de culture (matériel végétal, techniques agricoles mises en oeuvre)
- . systèmes de production (travail, terre, instruments de production...)
- . collecte primaire.

Resituer les résultats dans les environnements économiques très particuliers des pays étudiés :

- . Côte d'Ivoire : dévaluation et ses premiers effets sur les producteurs ;
- . Ghana : démantèlement d'une filière naguère étatisée et ses conséquences.

- Principales opération en cours

Fin des enquêtes de terrain et rédaction du rapport de recherche.

- Résultats acquis

Les enquêtes de terrain (par questionnaires) ont débuté au Ghana en juillet 1994. Elles se sont poursuivies en décembre au Ghana et en Côte d'Ivoire. La rédaction de l'étude s'achève.

- Collaborations externes

- . CIRAD-Cultures Pérennes, UR Économie des filières : convention avec l'ORSTOM
- . ORSTOM Côte d'Ivoire
- . Cacao Research Institute of Ghana (CRIG)
- . Cacaoboard (Ghana)
- . ISSER (Institute of Statistical, Social and Economic Research), université de Legon (Ghana)

3.4.4. Échanges transfrontaliers, inflation, taux de change et compétitivité en Afrique (J. Herrera, DIAL) (AB 52C002) (Proginfo n°585)

- Finalité scientifique

Application des méthodes de suivi des échanges transfrontaliers informels Cameroun-Nigeria.

Modélisation économétrique de l'inflation et de la dépréciation du taux de change en articulant le rôle des déséquilibres internes et externes (Madagascar).

Conséquences à moyen terme de la dévaluation du franc CFA sur la compétitivité des industries camerounaises.

- Principales opérations en cours

Modélisation et estimation économétrique des prix et taux de change à Madagascar.

- Résultats acquis

- Bilan des échanges transfrontaliers, à la suite de la dévaluation du franc CFA.

- Bilan de l'impact de la dévaluation du franc CFA au Cameroun.

- Modèles économétriques : estimation de l'inflation et de la dépréciation du taux de change à Madagascar.

- Collaborations externes

* Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale, Ministère de l'Économie et des Finances, Yaoundé, Garoua et Maroua (Cameroun) dans le cadre de la convention d'étude DIAL-DSCN.

* Caisse Française de Développement (France)

* Institut National de la Statistique, Antananarivo (Madagascar)

* IRAM (France)

3.4.5. Endettement, ajustement, innovation et développement à long terme (J.-Y. Moissoner, DIAL) (AB 52C002)

- Finalité scientifique

L'endettement est à la fois une contrainte et une ressource pour l'ensemble des pays en voie de développement. Si, idéalement, l'endettement étend les possibilités d'investissement et de croissance et représente de ce point de vue un degré de liberté, il est apparu dans la dernière décennie comme une contrainte paralysant totalement de nombreux pays dans un cercle vicieux appauvrissement. C'est en partie la crise de l'endettement qui a menacé au début des années 80 l'ensemble du système financier international qui explique les mutations et les réformes ultérieures.

Dans ce nouveau contexte de mondialisation et d'ouverture, l'endettement continue de peser sur de nombreux pays, tout en revêtant des modalités différentes. L'objet de ce programme est de développer une expertise sur ce thème, de dresser un bilan sur l'endettement depuis les années 1980, de développer des outils de prospective, de saisir au niveau macroéconomique les implications d'un endettement excessif et d'en tirer des conclusions sur la mise en place des politiques d'ajustement, de saisir le rôle et les effets des innovations financières dans le traitement de la dette.

- Principales opérations en cours

Dresser un bilan pour l'ensemble des pays en développement, géographique et historique (Comparaison Amérique latine, Asie, Afrique) Faire une revue de la littérature sur ce thème. Définition de concepts (Par ex. seuil tolérable d'endettement, efficacité de l'endettement, risque).

- Résultats acquis

Nouveau programme en phase de démarrage.

- Collaborations externes

Formelles : Cirad, Cered

Informelles : Credaf-Ministère des finances, Roses-Université de Paris I

3.4.6. Analyse des politiques d'ajustement sous l'angle de la répartition du revenu (D. Cogneau, DIAL) (AB 52C002)

- Finalité scientifique

Construction de cadres micro-macro pour l'étude de la répartition du revenu et de la pauvreté.

Analyse du fonctionnement des marchés du travail urbain : hétérogénéité des agents face au marché, offre de travail, segmentation et formation des revenus d'activité.

- Principales opérations en cours

. Ajustement du marché du travail et répartition du revenu au Cameroun et à Madagascar.

. Modélisation micro-macro à Madagascar.

. Libéralisation commerciale, emploi et réallocation internationale des facteurs dans l'espace méditerranéen

- Résultats acquis

. Perspectives macro-économiques du Cameroun après la dévaluation

. Segmentation du marché du travail à Yaoundé

. Modèle macro-économique agrégé pour Madagascar

. Conséquences du libre-échange au Maroc sur la répartition du revenu et les migrations

- Collaborations externes (Formelles)

* INSEE, Division Conditions de Vie des Ménages (France)

* DELTA (France)

* Université Paris X-Nanterre (France)

* Service d'Étude de l'Activité Économique de la Fondation Nationale de Sciences Politiques (France)

* Caisse Française de Développement (France)

* OCDE, Direction de l'Éducation, de l'Emploi, du Travail et des Affaires Sociales (France)

* Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale, Service d'Études et de Prospective de la Direction de la Planification, Ministère de l'Économie et du Plan, Yaoundé (Cameroun)

* Institut National de la Statistique, Antananarivo (Madagascar)

3.4.7. Les conditions de réussite du processus de transition de l'économie malgache (F. Roubaud, I. Droy, F. Pesneaud, M. Razafindrakoto) (AB 52D015) (Proginfo n°182)

- Finalité scientifique

Contribution à la réflexion économique et sociale sur le processus de transition à Madagascar. Appréciation, à partir de la situation actuelle, des tendances de l'économie et de la société malgache. Analyse prospective des nouveaux moteurs de la croissance. Évaluation des enjeux de l'ouverture et des contraintes qui conditionnent l'insertion de Madagascar dans l'économie mondiale. Étude des mesures de politique économique appropriées pour assurer la reprise de la croissance.

- Principales opérations en cours

- . Réalisation de l'enquête 1-2-3 dans l'agglomération d'Antananarivo, sur l'emploi, le secteur informel et la consommation ;
- . Réalisation d'un recensement du secteur industriel formel ;
- . Mise en place de 4 observatoires en zone rurale et des enquêtes correspondantes (réaction de l'agriculture de rente vanille-café dans la région d'Antalaha, intégration au marché de l'agriculture rizicole familiale des hauts plateaux dans la région d'Antsirabe, évolution et diversification des grands périmètres irrigués dans la région de Marovoay, contraintes de l'enclavement, pêche et élevage dans la région de Tuléar).
- . Actualisation et extension de la couverture de l'indice des prix à la consommation dans les 7 grandes villes du pays. Rénovation de la publication actuelle de l'indice des prix à la consommation.
- . Analyse de l'évolution de l'économie malgache (commerce extérieur, prix et taux de change) suite aux mesures de libéralisation et de flottement du franc malgache ;
- . Mise en place d'un modèle de court terme de l'économie malgache.

- Résultats acquis

Analyse des conditions de vie des ménages.

A partir des enquêtes réalisées par MADIO et des données existantes, plusieurs études ont été menées sur le fonctionnement du marché du travail, le secteur informel et la consommation.

Études spécifiques.

Travaux intermédiaires visant à cerner les réactions des acteurs économiques suite à la décision de flottement du taux de change :

- . La dynamique de l'inflation et la gestion du taux de change sur longue période ;
- . Le marché interbancaire des devises : état des lieux après un an ;
- . La restructuration du secteur bancaire ;
- . La dynamique des investissements directs étrangers ;
- . Le point de vue des tanariviens sur les grandes options de politique économique ;
- . La dynamique du secteur industriel moderne sur la période 1990-1994 : essai de cadrage.

- Collaborations externes

- . Institut National de la Statistique de Madagascar (INSTAT) ;
- . DIAL-Paris ;
- . FAO, ONG (CARE, IREDEC, CIDR) : conventions dans le cadre des observatoires ruraux.

3.5. GP 52E : Maîtrise de la sécurité alimentaire (J.-P. Minvielle)

3.5.1. Systèmes d'information et observatoires pour la maîtrise de la sécurité alimentaire (J.-P. Minvielle) (AB 52E001) (Proginfo n°184)

- Finalité scientifique

La maîtrise de la sécurité alimentaire est un des enjeux essentiels du développement. La recherche scientifique peut et doit fournir aux décideurs et responsables les informations nécessaires à l'élaboration des choix déterminant la survie quotidienne de millions d'êtres humains. Face au décalage permanent constaté dans ce domaine entre information et décision, la communication de la connaissance scientifique, sous des formes et dans des langages adaptés, devient un objet de recherche essentiel : quelles informations créer, pour quoi faire, par quelles méthodes, dans quel cadre institutionnel ?

Partant d'une analyse critique du concept de sécurité alimentaire et de son évolution, ce programme, à travers l'étude des besoins et de l'existant, débouche sur la conception et la mise en oeuvre d'observatoires et de systèmes d'information conçus et réalisés en étroite collaboration avec des institutions nationales, régionales et internationales impliquées dans la recherche et le développement. Les opérations de coopération, formation, valorisation et transfert des résultats de la recherche y tiennent une place privilégiée.

- Principales opérations en cours

- . Animation d'une réflexion avec le Réseau Stratégies Alimentaires sur les différents types de systèmes d'information et observatoires pour la maîtrise de la sécurité alimentaire en Afrique.
- . Réalisation du logiciel *Markets Observer*, nouvelle version sous Windows du système informatisé EMA pour les analyses de prix et de marchés. Coopération avec la FAO pour l'édition et la diffusion de *Markets Observer*.
- . Réflexion sur le concept de sécurité alimentaire et son évolution.
- . Analyse des systèmes de gestion de la sécurité alimentaire (liaison information/décision).
- . Analyse des systèmes d'information existants, conception et test de nouvelles méthodologies.
- . Réalisation et édition d'un numéro spécial des Cahiers Sciences Humaines de l'ORSTOM sur « *La question des systèmes d'information* ».
- . Préparation et organisation avec l'IEDES-CECOD d'un colloque sur « *Agriculture paysanne et question alimentaire* ».

- Résultats acquis

- . Mise au point d'une méthodologie régionale d'analyse des prix et des marchés basée sur l'utilisation du système informatisé EMA et testée en Afrique de l'ouest.
- . Réalisation du système informatisé EMA.
- . Réalisation d'un système d'information national sur les prix au Burkina-Faso.
- . Réalisation d'un système d'information national sur les prix au Bénin.
- . Transferts et valorisation par l'appui scientifique à des institutions nationales et internationales.
- . Réalisation et édition d'un dossier central dans le numéro 44 de la revue ORSTOM Actualités sur « *Maîtrise de la sécurité alimentaire : le défi de la complexité* ». Présentation des travaux de l'équipe du Grand Programme « Maîtrise de la Sécurité alimentaire ».
- . Organisation de deux conférences débat au Ministère de la Recherche (1993 : Les observatoires de la crise au Cameroun) et à la Fondation pour le Progrès de l'Homme (1994 : Sécurité alimentaire et évolutions démo-économiques en Afrique).

- Collaborations externes

- . Formelles :
 - SOLAGRAL, réseaux RSA et COMAC
 - IEDES-CECOD
- . Informelles :
 - OCDE/Club du Sahel
 - FAO
 - Ministère Français de la Coopération

3.5.2. Les énergies renouvelables et le développement au Sahel (J.-P. Minvielle)

- Finalité scientifique

Contrairement à la situation prévalant dans les pays développés, l'environnement n'est pas, dans les pays du Sud, un simple élément du cadre de vie mais surtout la première ressource de populations en majorité rurales. C'est de cet environnement que sont extraits les moyens énergétiques de produire et transformer les biens alimentaires en biens comestibles. Sans sources d'énergie localement accessibles, il n'existe pas de possibilités de développement, et encore moins de sécurité alimentaire, quels que soient les niveaux atteints par les productions agricoles locales ou les aides. Jusqu'à ce jour, ce thème de la disponibilité d'énergies adaptées n'était généralement abordé que de manière très sectorielle et souvent exclusivement technologique. Ce programme a pour objectif, à partir du bilan de la situation actuelle et des différentes expériences déjà menées, de définir et promouvoir de nouvelles pistes de recherche et d'intervention pour les opérateurs du développement. En d'autres termes, d'apporter un « regard nouveau » dans un domaine considéré comme fondamental pour un développement durable.

- Principales opérations en cours

Valorisation académique des résultats acquis et des documents rédigés pour la Commission Européenne.

- Résultats acquis

. Réalisation d'une analyse sur les pays du Sahel membres du CILSS (9 pays) avec étude de cas de quatre d'entre eux : Guinée-Bissau, Sénégal, Burkina-Faso, Niger (voir bibliographie).

. Rédaction du rapport final de l'étude, présenté lors du séminaire international du Cap-Vert.

. Organisation en juin 1995 d'un séminaire international au Cap-Vert. Ce séminaire avait pour objectif de présenter l'étude réalisée et les propositions de recherche et d'intervention qui en découlent à des représentants des organisations internationales et des gouvernements des pays membres du CILSS.

. Adoption des résultats de l'étude par la Commission européenne (DG XII et DG VIII).

- Collaborations externes

Ce programme est mené en collaboration avec l'Université Nouvelle de Lisbonne, la DG XII (financement par la Direction de la Recherche) et la DG VIII de la Commission Européenne, le CILSS. De nombreuses autres collaborations ont été établies : gouvernements, institutions nationales et internationales de recherche et de développement, coopérations bilatérales etc.

3.5.3. La pêche pélagique en mer de Java (Indonésie) (J. Roch)

3.5.3.1. Étude économique de la pêche pélagique de la mer de Java (J. Roch, L. Vuichard) (AB 52E070) (Proginfo n°186)

- Finalité scientifique

L'essor rapide de la production de la pêche et le niveau élevé des emplois créés conduisent les pouvoirs publics indonésiens à inscrire le développement de la pêche parmi ses priorités.

Dans ce contexte, le programme privilégie l'étude de la production et du revenu de la flottille, ainsi que l'analyse de la commercialisation des produits de la pêche, qui contribuent de plus en plus à l'approvisionnement en protéines animales de la population indonésienne.

- Principales opérations en cours

- . Traitement des comptes d'exploitation des grands senneurs.
- . Valorisation de l'enquête réalisée dans trois villages de pêcheurs de la province de Java Centre (en collaboration avec R. Clignet).
- . Enquête sur l'innovation dans la pêche de Juwana (en collaboration avec R. Clignet et le Département d'Économie de l'Université de Semarang).
- . Enquête sur le marché au poisson de Semarang (en collaboration avec le Département d'Économie de l'Université de Semarang).
- . Exploitation des résultats de deux enquêtes réalisées sur les principales criées de la mer de Java (en collaboration avec Jean-Yves Weigel) :
 - * caractéristiques et fonctionnement des entreprises de commercialisation et transformation du poisson ;
 - * prix et circuits de distribution.

- Résultats acquis

- . Premiers éléments sur la rentabilité des senneurs.
- . Évaluation des différentes composantes du revenu pêcheur : partage, pêche personnelle, primes.
- . Contraintes de formation du revenu pêcheur : risque et saisonnalité, niveau d'éducation, structure du revenu selon la qualification.
- . Différenciation sociale au sein des familles de pêcheurs.
- . Première approche du milieu des femmes commerçantes de poisson dans la province de Java Centre.
- . Modèles d'accès au monde de la pêche.
- . Analyse du système de commercialisation : typologie des opérateurs, modes de transformation du poisson, structure et formation des prix, circuits de distribution.

- Collaborations externes

- . Formelles :
 - * CRIFI (Central Research Institute for Fisheries)
 - * RIMF (Indonesian Research Institute for Marine Fisheries)
 - * Université Diponegoro de Semarang : Faculté d'Économie et Département des Pêches
- . Informelles :
 - * Direction des Pêches
 - * Criées des ports de la province de Java-Centre
 - * Coopératives
 - * Service de la Statistique

3.5.3.2. Systèmes de pêche et systèmes villageois en Indonésie (I. Antunes) (AB 52E070) (Proginfo n°586)

- Finalité scientifique

Étudier deux systèmes de pêche situés dans deux milieux géographiques et culturels différents (Java et Moluques), la ligne imaginaire Wallace faisant office de frontière botanique et géologique séparant l'est de l'ouest dans l'archipel indonésien.

Un tel choix se justifie dans une perspective de géographie culturelle pour montrer :

- . Comment un milieu géographique joue sur une culture, une société et inversement ;
- . Comment les sociétés et les systèmes culturels locaux répondent aux politiques de développement appliquées au niveau national.

Cette recherche est menée dans le cadre d'une thèse de doctorat en géographie culturelle dirigée par Mr Joël Bonnemaïson à l'Université de Paris IV.

- Principale opération en cours

Premier terrain de recherche : Bendar, village regroupant 2 400 habitants, situé face au port de Juwana, le deuxième plus grand port de senneurs après Pekalongan sur la côte nord de Java Centre. Depuis l'ouverture du port de Juwana aux senneurs javanais en 1983, le village de Bendar ne cesse de se transformer. Le développement de la pêche s'accompagne d'une mutation économique, sociale, géographique et culturelle.

- . cartographie du village et de la transformation du paysage et de l'habitat de 1983 à nos jours ;
- . recensement de la population, des activités et étude des liens de parentés ;
- . enquête détaillée de la criée de Juwana et suivi des mareyeuses ;
- . campagne de pêche à bord du Margo Wibowo, un senneur de 32 mètres. Le voyage en mer s'est déroulé du 29 août au 22 septembre 95, le début de la haute saison de pêche, entre l'île de Masalemba et les îles de Madura ;
- . mise en place de carnet de bord sur les senneurs.

- Résultats acquis

* Étude du système pêche :

1) les activités féminines

- . description du système de la criée de Juwana, des secteurs formel et informel, des réseaux et du circuit du poisson ;
- . rôle et importance des femmes originaires de Bendar par rapport à l'ensemble des mareyeurs travaillant à partir de Juwana.

2) pêche semi-industrielle

- . cartographie des terrains de pêche des senneurs sur une année ;
- . description des techniques, connaissances et croyances des pêcheurs ;
- . aperçu des perceptions de la mer et de la ressource.

* Mise en évidence des effets du développement :

- . nouvelle organisation sociale calquée sur la hiérarchie des équipages de senneurs ;
- . nouvel accès à la propriété ;
- . abandon des rizières, développement des bassins piscicoles et de l'habitat ;
- . l'habitat reflète les inégalités sociales ;

* Participation au séminaire SOSEKIMA/PELFISH du 4 au 8 décembre 1995 à Sémarang-Java. Trois articles en cours :

- . Ladies run a gold mine in Juwana's fish auction market
- . Transformation of the landscape in bendar since the development of purse seine fishery
- . Set of purse seine net in the Java sea : a matter of luck ! Knowledge and beliefs of purse seine captains in Juwana

- Collaborations externes

* Formelle :

Département de géographie humaine à l'Université GADJA MADA, Yogyakarta-Java, Indonésie.
Mémoire de maîtrise encadré dans le cadre du projet ORSTOM-TOA/PELFISH-Jakarta.

* Informelle :

- . ONG Baileo Maluku à Ambon, Indonésie.
- . Université de Pattimura - Fakultas Perikanan - Ambon.
- . Australian National University - School of Asian and Pacific Studies/Canberra - Australia.

3.5.4. La sécurité alimentaire en Amérique latine (A. Franqueville)

3.5.4.1. Les déterminants de la sécurité alimentaire en Bolivie (A. Franqueville) (AB 52E001) (Proginfo n°188)

- Finalité scientifique

Les recherches menées en Bolivie dans le cadre du GP "Maîtrise de la sécurité alimentaire" ont donné lieu à nombre de publications : rapports souvent rédigés avec nos partenaires boliviens, articles de revues, communications à des colloques ou congrès, cela tantôt en français tantôt en espagnol.

Il est donc apparu nécessaire de reprendre, en vue d'un ouvrage de synthèse, l'ensemble de ces travaux, réalisés par moi-même ou, sur le thème, par des collègues de l'ORSTOM (en particulier J. Laure, M. Aguerre, G. Cortes) ou avec les partenaires en coopération (conventions avec l'INAN, l'INE, CERES, Unitas), de façon à élaborer un document de référence sur la Bolivie.

- Principales opérations en cours

. Rédaction d'un ouvrage de synthèse présentant l'état des connaissances sur le problème de la sécurité alimentaire en Bolivie dans ses rapports avec la situation générale du pays. Tel qu'il est actuellement prévu, l'ouvrage comprendra six chapitres ; au 31 décembre 1995, trois sont rédigés, un quatrième est en cours.

. Rédaction d'articles ou présentation de communications sur des points particuliers du programme.

. Parallèlement est mené un travail de bibliographie permettant de replacer les résultats de la recherche dans un cadre dépassant la Bolivie et l'Amérique du Sud, et d'actualiser les données de la problématique. Des comptes rendus de ces lectures ont fait ou feront l'objet de publications.

- Résultats acquis

Les parties actuellement rédigées portent sur les principaux points suivants :

. Tableau économique de la Bolivie à partir d'indicateurs variés. Contexte historique. Les politiques économiques. Le problème de la coca-cocaïne.

. Les manifestations de la pauvreté en Bolivie. Les évolutions.

. La situation alimentaire et nutritionnelle. Déterminants économiques et sociaux.

. L'agriculture. La réforme agraire. Les conditions de la modernisation agricole.

- Collaborations externes

Liaisons informelles avec les chercheurs boliviens.

3.5.4.2. L'économie alimentaire en Amérique centrale (J. Laure) (AB 52E002) (Proginfo n°189)

- Finalité scientifique

Analyse de facteurs socio-économiques qui conditionnent l'alimentation, la nutrition et la santé de la population, en vue d'apporter des éléments pour une politique cohérente sur ces sujets dans les pays membres de l'Institut de Nutrition de Centre Amérique et du Panama (INCAP) : Belize, Costa-Rica, El Salvador, Honduras, Nicaragua et Panama.

- Principales opérations en cours

Étude de l'évolution dans le temps et dans l'espace du pouvoir d'achat alimentaire et général des salaires minimums et des bas salaires dans les sept pays d'Amérique centrale (en 1995, au Panama).

Discussion, adaptation et diffusion en Amérique centrale et latine d'une méthodologie scientifique et pratique de fixation du salaire minimum basée sur les besoins alimentaires et non-alimentaires des salariés et de leur famille.

Rédaction d'une synthèse au niveau centraméricain.

Préparation d'un projet de recherche en collaboration avec une organisation non-gouvernementale (ENDA-Amérique latine) et l'Université nationale d'Antioquia en Colombie.

- Résultats acquis

Publication en français et en espagnol (également en anglais pour Belize) des documents sur le pouvoir d'achat alimentaire et général des salaires des pays d'Amérique centrale, en 1995 pour le Panama.

Dans chaque pays étudié, présentation au Gouvernement et aux autres acteurs sociaux, de la méthodologie, des principaux résultats et des propositions de politique alimentaire et salariale. Ces présentations furent suivies de modifications parfois importantes dans les politiques de la plupart des pays d'Amérique centrale.

En collaboration avec l'Université nationale San Carlos du Guatemala, enseignement à la nouvelle maîtrise de l'INCAP destinée aux spécialistes d'Amérique latine en alimentation, nutrition, agriculture ou santé. La première promotion (deux années universitaires) a terminé à la fin de 1995.

- Collaborations externes

. Formalisées : dans les sept pays d'Amérique centrale, avec les GTB (Groupes de Travail de Base) de l'INCAP et de l'OPS/OMS, les Ministères du travail, de l'économie, du plan, de la santé, de l'agriculture, le Service de la statistique, la Banque centrale et au Guatemala avec l'Université nationale San Carlos.

. Informelles : avec d'autres institutions nationales, régionales ou internationales, telles qu'universités, instituts de recherche, écoles de nutrition, ONG, fondations.

3.5.4.3. Alimentation et pauvreté à Quito (J. Peltre-Wurtz) (AB 52E001) (Proginfo n°187)

- Finalité scientifique

La sécurité alimentaire dépend de l'offre, mais aussi de la solvabilité des consommateurs. En 1975, les deux tiers des personnes pauvres de l'Équateur (dont 45% de la population urbaine en 1988) consommaient 1 800 calories par jour (au lieu des 2 300 recommandées). Pour combattre un tel phénomène de masse, des études qualitatives menées sur le long terme permettent d'observer comment est vécue cette insécurité alimentaire physiquement et socialement, de saisir les causes politiques et économiques de l'insolvabilité des personnes, de repérer des causes aggravantes, en particulier la précarité des revenus qui interdit toute planification de la consommation, enfin, de mesurer l'impact d'actions politiques nationales ou locales menées en faveur de ces populations.

Une ONG, le CEDIME, m'a accueillie quelques mois pour mener une enquête sur ce thème qu'elle avait déjà abordé dans le monde rural et qu'elle désirait élargir à la ville. Par manque de moyens, elle n'a pu proposer un partenaire pour travailler avec moi.

- Opérations achevées

L'enquête a touché 12 familles, repérées le plus souvent par des travailleurs sociaux, dans des quartiers périphériques ou centraux de Quito, avec des origines ethniques diverses, avec ou sans lien avec le monde rural. Quatre champs ont été couverts par l'étude (enquête menée de janvier 1988 à juin 1989) : les conséquences au quotidien des politiques alimentaires pour les familles pauvres ; la culture et les relations sociales de ces familles ; l'économie familiale avec l'alimentation replacée parmi les autres besoins essentiels (logement, santé, éducation des enfants) et l'insertion des actifs dans le secteur productif ; enfin la santé des individus. Il faut noter que ces enquêtes qualitatives ont été replacées dans le cadre des normes quantitatives établies par l'Équateur et l'ensemble des pays d'Amérique latine pour identifier et comptabiliser les familles pauvres et indigentes, (cet objectif impliquait de comparer le "panier de la ménagère", officiel -en nature et en valeur- à celui de chaque famille touchée par l'enquête). Enfin, la nécessité de suivre l'impact des politiques sur les revenus et l'alimentation des familles nous a conduit à suivre chaque famille deux fois pendant un mois à quelques mois de distance.

- Résultats acquis

Les enquêtes achevées (et conduites par un seul chercheur) ont été réunies en 1989 en un rapport de 362 p. remis au CEDIME. Ce document a aussi servi à une ONG équatorienne pour améliorer la formation des plus pauvres dans le domaine de la nutrition, à une antenne de la FAO implantée dans un bidonville et au service de protection de l'enfance.

Depuis janvier 1990, la prise en charge d'une partie de l'animation du Département SUD m'a obligée à délaissier le dépouillement des enquêtes et la rédaction d'une synthèse. J'ai demandé à être déchargée d'une partie de mes fonctions d'animation en avril 1995 pour reprendre ce travail de recherche.

- Collaborations externes

Néant depuis 1989 en ce qui concerne cette recherche précise.

3.5.5. La sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire (P. Janin, J.-L. Chaléard)

3.5.5.1. Les stratégies de sécurisation alimentaire en milieu rural et urbain dans le centre de la Côte d'Ivoire (P. Janin) (AB 52C002)

- Finalité scientifique

La sécurité alimentaire, prise dans son sens le plus large, constitue à l'heure actuelle le champ principal de réflexion et d'intervention des politiques de compensation, de protection, d'atténuation des effets de la crise. Elle se révèle également un concept immédiatement opératoire pour un travail centré sur les dynamiques de recomposition (reproduction/repli identitaire, innovation/adaptation/diversification) en période d'accélération du changement et d'aggravation des incertitudes.

La recherche menée conjointement avec J.-L. Chaléard et F. Akindès (voir sous-programmes respectifs), appuyée techniquement par M. Piron, cherche à évaluer l'impact des mesures macro-politiques et macro-économiques (libéralisation, dévaluation,...) sur les dynamiques des acteurs locaux - ruraux et urbains de la région de Bouaké - dans le domaine de la production et des échanges afin de reconquérir, de maintenir ou d'améliorer leur niveau de sécurité alimentaire.

Aucun des trois volets de la sécurité alimentaire (disponibilité des denrées alimentaires, stabilité temporelle ou spatiale des approvisionnements, accessibilité des individus à ces mêmes denrées) ne sera négligé, mais l'on cherchera à approfondir les recherches sur l'accessibilité matérielle et la capacité des individus à faire valoir leurs droits sur la production, l'échange, le travail, les dons et les transferts.

1. On s'efforcera de dresser un bilan de la situation alimentaire et nutritionnelle (ration aliments produits/aliments consommés, fréquence et coût de la ration alimentaire, disponibilités et accessibilités des denrées alimentaires, nature des transferts alimentaires et fonctionnalité des groupes de dépendants) au sein du ménage et de la famille élargie. Dans ce but, il conviendra d'accorder une place de choix à l'analyse des échanges communautaires entre partenaires ruraux et urbains (nature, volume, fréquence).

2. On cherchera ensuite à étudier les conditions de pérennisation des cellules domestiques par le jeu des régulations sociales (attribution de droits de culture, disparités dans la transmission patrimoniale, migrations de nécessité et migrations promotionnelles) et les conditions de la production agricole.

3. Il conviendra de s'attarder également sur les mécanismes de la prise de décision pour assurer la sécurité alimentaire au sein du groupe commensal, c'est-à-dire la nature des arbitrages en fonction de telle ou telle disponibilité (alimentaire, foncière, financière, résidentielle).

4. La disparité des contributions masculines et féminines à la sécurité alimentaire devrait également faire l'objet d'une étude très approfondie. Pour ce faire, il conviendra d'insister sur la gestion individuelle "du portefeuille" en période d'aggravation des incertitudes et de réduction des ressources, la répartition entre "argent chaud" et "argent froid" (revenus, emprunts, dépenses, cotisations tontinières et communautaires, charges familiales, investissements, imprévus sociaux,...). Autant de thèmes qui devraient faire apparaître l'apport spécifique des femmes à la sécurité alimentaire dans des situations de forte vulnérabilité.

- Principales opérations en cours

- . Pour ce nouveau programme : élaboration d'un avant-projet et constitution d'une base bibliographique.
- . Mission exploratoire en janvier 1996.

- Résultats acquis (sur programme précédent)

Soutenance d'une thèse de géographie du développement à l'Université de Paris IV - Sorbonne le 4 mai 1995 (cf. 3.5.7. projet OCISCA, fin du programme Proginfo n°384)

- Collaborations externes

- * Membre du GP MSA et du projet OCISCA depuis l'origine ;
- * IEDES - CECOD (G. Courade, M. Bey) ;
- * Autres membres du GP MSA intégrés à ce nouveau programme (J.-L. Chaléard, F. Akindès, M. Piron, T. Robert).

3.5.5.2. Mutations rurales et ravitaillement des villes en Côte d'Ivoire (J.-L. Chaléard) (AB 52E001) (Proginfo n°383)

- Finalité scientifique

La Côte d'Ivoire connaît depuis plus de trente ans une croissance urbaine spectaculaire. Cette urbanisation accélérée s'est traduite par une demande en produits alimentaires accrue, qui a provoqué, en dépit d'un recours non négligeable aux importations, de profondes mutations dans les campagnes et le développement d'une production destinée à nourrir les villes, les cultures vivrières apparaissant de plus en plus comme de véritables cultures marchandes.

Dans ce programme, il s'agit d'étudier essentiellement les mutations provoquées dans le milieu rural par la demande urbaine au triple plan des techniques de production, des systèmes agraires et des organisations sociales. La recherche, axée sur le milieu rural, essaie de prendre en compte tous les paramètres permettant d'explicitier les stratégies paysannes, c'est-à-dire, non seulement les caractères du milieu agricole, mais également les spécificités de la demande urbaine, la politique des prix et surtout l'organisation des transports et des circuits commerciaux, sans lesquels l'essor d'une agriculture vivrière pour les villes serait impossible.

Cette recherche a pour but d'abord d'apporter une meilleure connaissance de la place des cultures vivrières dans les systèmes de production, de la capacité de réponse des paysans à la demande urbaine et du rôle des commerçants dans l'approvisionnement urbain.

- Principales opérations en cours

Ce thème est étudié dans le cadre de différentes régions fortes productrices de vivres mais placées dans des conditions écologiques, économiques et sociales très différentes, ce qui permet d'établir des comparaisons significatives.

L'analyse s'appuie sur l'étude monographique d'exploitations agricoles retenues comme représentatives de la situation d'ensemble, et des formes de commercialisation de leurs produits. Un échantillon relativement limité, mais suivi sur plusieurs années de façon précise, a été choisi afin d'inscrire les évolutions dans la durée et de pouvoir faire la part des modifications conjoncturelles et des tendances structurelles à long terme.

Depuis la dévaluation du franc CFA de janvier 1994, la recherche a été prolongée et élargie dans le sens d'une étude des conséquences de cette dévaluation sur les systèmes de production, à cause notamment de l'impact éventuel de cette mesure sur la consommation alimentaire et sur les relations entre cultures vivrières et cultures d'exportation (dont les cours en F CFA ont été modifiés).

- Résultats acquis

Les résultats scientifiques acquis sont contenus principalement dans une thèse d'État soutenue en juin 1994 et différentes publications ou communications en 1995. Elles portent sur le dynamisme des paysanneries, les relations entre cultures vivrières et cultures d'exportation, la place de l'État et le rôle des commerçants dans l'essor d'une agriculture vivrière marchande, et enfin les conséquences de cet essor, tant sur la société rurale (rôle des femmes par exemple) que sur l'organisation spatiale (différenciations régionales).

L'observation des effets de la dévaluation est trop récente pour que des conclusions sûres puissent déjà être formulées.

- Collaborations externes

- * Centre Équateur (université de Paris I-Panthéon-Sorbonne).
- * Centre d'Étude Géographique sur l'Afrique Noire (Paris X-Nanterre).
- * Institut de Géographie Tropicale (Abidjan).
- * Université nationale de Côte d'Ivoire. Centre universitaire de Bouaké.

3.5.5.3. Impact de la dévaluation du F CFA sur la consommation alimentaire des ménages dans les villes ivoiriennes : étude des cas d'Abidjan et de Bouaké (F. Akindès)

- Finalité scientifique

. dégager, à la lueur des spécificités d'Abidjan et de Bouaké, en quels termes se pose l'impact de la dévaluation sur la consommation aussi bien dans les ménages qu'en alimentation extérieure;

. déterminer les stratégies alimentaires des ménages et des acteurs de la chaîne alimentaire face à la dévaluation.

. dégager les effets de la dévaluation sur l'alimentation ainsi que les nouveaux comportements engendrés.

- Principales opérations en cours

. Traitement des données d'enquêtes auprès des ménages (210 ménages à Abidjan et 120 à Bouaké) et sur les marchés.

. Lancement de la troisième phase de l'enquête socio-économique (phase de quantification de la consommation des produits alimentaires) à partir de février 1996.

- Résultats acquis

Les résultats des enquêtes anthropologiques effectuées auprès de 25 ménages. Ces données qui ont servi d'hypothèses aux études socio-économiques, ont fait l'objet d'un article paru dans la Revue Économies et Sociétés (Cahiers de l'Ismea) en 1995.

Les résultats de la deuxième phase des enquêtes socio-économiques proprement dites font en ce moment l'objet d'une série de publications (In Cahiers de la Recherche et du Développement du CIRAD - SAR, Courrier de la Planète, Actes du Colloque Cirad - Sar sur les " Entreprises agro-alimentaires ", Actes du Séminaire SOSEKIMA, Indonésie, 1995)

Quatre mémoires d'étudiants soutenus publiquement sur les thèmes suivants :

- . Dévaluation et consommation des protéines animales dans les ménages à Bouaké
- . Dévaluation, ajustements et recompositions alimentaires dans les ménages à Bouaké
- . Dévaluation et substitutions alimentaires à Bouaké : le cas des féculents et des céréales
- . Dévaluation et évolution de la consommation dans le secteur informel alimentaire à Bouaké

- Collaborations externes

- . Université de Bouaké
- . GIDIS-CI
- . ADRAO
- . Institut National de Statistique
- . Michigan State University
- . RSA-Solagral
- . Prisas (Institut du Sahel, Mali)
- . CIRAD - SAR

3.5.6. Les banques de céréales au Burkina Faso (M. Sanfo) (AB 52C054)

- Finalité scientifique

Analyser l'organisation, le fonctionnement et les performances des banques de céréales ;

Replacer les banques de céréales dans la dynamique des systèmes traditionnels de gestion des produits agricoles ;

Analyser leur impact sur la sécurité alimentaire et leur rôle dans la promotion du monde rural ;

Identifier les principaux facteurs influençant leurs résultats et les interpréter à la lumière de leur distribution spatiale.

- Principales opérations en cours

Finalisation de la collecte de données auprès de l'ex-OFNACER, des commerçants, des organisations paysannes dans plusieurs zones représentatives du pays ;

Achèvement des enquêtes sur les marchés et dans les villages autour des banques de céréales ;

Mise en forme, analyse et rédaction des résultats.

- Résultats acquis

Rédaction en cours d'une thèse de géographie à soutenir à la fin du premier semestre 1996 à l'université de Paris X-Nanterre.

- Collaborations externes

Informelles avec le département de géographie de la Faculté des Lettres et la Faculté des sciences économiques (Université de Ouagadougou).

3.5.7. Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun (OCISCA) (G. Courade, J.-L. Dubois)

3.5.7.1. Projet OCISCA : appui et valorisation, enseignements théoriques et pratiques (G. Courade) (AB 52E101) (Proginfo n°816)

- Finalité scientifique

Ce programme pluri-disciplinaire et pluri-institutionnel étudie, grâce à des enquêtes qualitatives et quantitatives allégées et répétées dans les mêmes lieux, les changements et les innovations sociales qui se révèlent dans la conjoncture de crise au Cameroun et qui traduisent des stratégies de survie à court terme ou des initiatives de plus longue portée pour sortir de cette crise. Le programme s'efforce d'identifier les comportements des planteurs (adaptations, anticipations, substitutions et exclusions) dans leurs stratégies économiques, sociales et culturelles.

L'observatoire s'efforce de distinguer ce qui est imputable aux phénomènes de longue durée, de ce qui est à mettre au compte de la crise et des mesures prises pour la combattre. L'histoire immédiate qui se réalise sous nos yeux constitue l'objet de recherche des observatoires. Il vise à former à la recherche divers partenaires ayant une maîtrise différenciée du métier de chercheur.

- Principales opérations en cours

La phase expérimentale (appelée phase 1) s'est achevée en 1992 et a permis d'élaborer un cadre d'analyse et d'identifier des équipes partenaires prenant le réseau d'observatoires en charge. Trois équipes de chercheurs nationaux ont été constituées pour les observatoires de Bafou, Yemessoa et Douala.

A. Travaux scientifiques empiriques et théoriques :

1) Valorisation empirique du projet sous forme d'un livre et de divers papiers sur certains des aspects abordés ;

2) Élaboration d'une réflexion autour de la notion d'observatoire et d'histoire immédiate et événementielle ; leçons à tirer d'OCISCA pour des recherches à mener hors du Cameroun dans une perspective comparative ;

3) Élargissement, dans une perspective critique, de la méthodologie OCISCA aux questions posées par l'ajustement structurel, le développement social et la recherche de la sécurité alimentaire ;

B. Appui au projet OCISCA sous forme d'encadrement méthodologique et d'école doctorale (groupe de travail CECOD-IEDES, OCIS-CAMEROUN et UFRPe-Recife).

- Résultats acquis

Élaboration d'une réflexion sur le changement social, la crise, l'innovation sociale et l'histoire de longue et de courte durée ;

Mise en relation des politiques agro-alimentaires et de la sécurité alimentaire en Afrique ;

Essai de géographie de l'intégration nationale et de la régionalisation au Cameroun ;

Mise au point de formations adaptées à divers publics (DESS, DEA, école doctorale, stages CIDEP pour adultes) par injection des savoir-faire acquis au sein d'OCISCA : "indisciplinarité", approches qualitatives et problématiques pour une recherche de terrain.

- Collaborations externes

* OCIS-CAMEROUN : Université de Dschang, Institut National de Cartographie (MINREST), Ministère français de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, comité scientifique de MOABI (École Normale Supérieure), comité national de géographie du Cameroun ;

* Autres : Institut d'Étude pour le Développement Économique et Social (équipe de recherche du Centre d'Études Comparées sur le Développement CECOD-IEDES), mestrado d'économie et de sociologie rurales de l'université agronomique de Récife (Brésil), SPED (université de Louvain-la-Neuve), université agronomique de GEMBLoux, Afrika Studien Centrum (Leiden), Karthala, revues Tiers-Monde, Cahiers Agriculture et Politique Africaine.

3.5.7.2. Agriculture de l'Ouest du Cameroun (projet ADOC) (I. Grangeret-Owona) (AB 52E016) (Proginfo n°192)

- Finalité scientifique

Le volet agronomique de ce projet pluridisciplinaire a pour objectif de préciser le fonctionnement de l'écosystème bamiléké et sa prise en charge dans le cadre du système d'exploitation.

Grâce à une approche systémique de la fertilité des sols intégrant les dimensions sociale et régionale, il doit mettre en évidence les mécanismes régulateurs de la pression exercée sur cet écosystème : solutions trouvées dans le registre agro-sylvo-pastoral, adaptations démographiques, mobilisations financières et identitaires, régulations au niveau de la chefferie...

Le contexte de crise dans lequel se trouve l'agriculture de la région va dans le sens d'une accélération des changements, de certaines dégradations et dérégulations. Nous verrons que se pose, pour les stratégies adaptatives des ménages, le problème de la relation entre intérêts particuliers et intérêt général.

Des enquêtes quantitatives et qualitatives menées à plusieurs niveaux de l'organisation agricole, de la parcelle à l'exploitation en passant par le champ et l'assolement doivent nous donner différentes appréhensions du problème de la gestion de la fertilité des sols.

- Principales opérations en cours

Finalisation d'un travail de thèse en agronomie.

- Résultats acquis

Atouts et contraintes de l'écosystème, biodiversité et exigences des plantes cultivées, rapport sol/plante et climat/plante, bilan eau-sol-plante, système technologique des exploitations, droits de culture et problèmes fonciers, options dans les arrangements techniques, fertilité/productivité des différents systèmes d'exploitation, typologie des exploitations.

Certains résultats sur le comportement des planteurs depuis la dévaluation seront publiés dans la revue Intercoopérant du Ministère Français de la Coopération.

- Collaborations externes

- * Thèse d'agronomie co-dirigée par Ph. Lebailly et B. Michel de la Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux (Belgique) et G. Courade (ORSTOM) ;
- * Membre du projet OCISCA ;
- * Membre de l'équipe ORSTOM/STABEX animée par G. Courade ;
- * Membre du projet ADOC-MESR (P. Janin, J.-M. Fotsing).

3.5.7.3. Perception de l'incertitude et attitude vis-à-vis de la prise de risque en période de libéralisation : le cas des producteurs de cacao du Cameroun avant et après la dévaluation du F CFA (V. Alary) (AB 52E101) (Proginfo n°193)

- Finalité scientifique

Dans une économie de plantation fondée sur des petites exploitations de type familial, le devenir de la cacaoculture est étroitement lié aux modes de prise de décision des planteurs en matière de régénération du capital-arbre, d'entretien et de récolte, en fonction des contraintes internes à l'exploitation (main d'oeuvre familiale disponible, gestion de trésorerie, répartition des centres de décision et d'exécution dans le ménage...) et des contraintes externes (climat social, décision au niveau villageois, soutien au niveau national, fluctuations des prix des produits agricoles...).

A une nature par nature incertaine dans ses cycles pluviométriques, dans le développement des parasites et ravageurs d'une plante, dans la croissance de la plante (nature des sols, contrôle des eaux, etc...), viennent s'ajouter d'autres sources d'incertitudes humaines et sociétales. L'incertitude sociologique trouve son origine dans les comportements des proches, dans la fiabilité de leurs engagements, dans le degré de maîtrise de leurs savoirs et de leurs connaissances, dans leurs gestions des aléas qu'ils subissent, etc. Comme ailleurs, le planteur camerounais est également soumis aux variations de prix de son produit d'exportation ou de ses intrants.

Comme tous les agriculteurs du monde, les planteurs cherchent à limiter les incertitudes par des moyens techniques peu onéreux, s'ils existent et s'ils en ont connaissance. Leurs "ressources" restent de fait très faibles. Leur marge de manoeuvre est à rechercher dans les facteurs non marchands, voire peu aliénables à court terme comme la terre ou la main-d'oeuvre familiale.

Pour comprendre le processus de gestion des planteurs de cacao au Cameroun face à des changements économiques conjoncturels et structurels, il devient nécessaire de saisir l'interaction et/ou l'agrégation des facteurs de nature technique, socio-économique et psychologique qui conditionnent leur attitude vis-à-vis du risque et leur prise de décision.

L'étude de l'économie de plantation au Cameroun nécessite donc l'utilisation d'approches empiriques, théoriques et expérimentales spécifiques du fait des possibilités "réelles" d'élaboration de comportements rationnels chez les planteurs comme des caractéristiques de la gestion étatique et de l'environnement économique.

- Principales opérations en cours

Finalisation d'une thèse en agro-économie.

- Résultats acquis

- Enquêtes socio-économiques et agronomiques dans la zone cacaoyère : deux enquêtes annuelles sur un échantillon permanent de 140 unités ont été réalisées, la première en 1993 (prix minimum garanti du cacao) et la deuxième en 1994 juste après la libéralisation complète de la filière (prix libre aux planteurs).

- Enquêtes de temps et de budget : suivi quotidien sur une année (1993/1994) auprès de 5 ménages du calendrier des temps de travaux et de l'allocation des ressources monétaires.

- Saisie et apurement des données par des tests de cohérence

- Rédaction : 1) L'enquête personnelle de terrain (outils, choix et limites) : les outils de travail et les choix dans l'analyse des exploitations ; les choix spatio-temporels ; de quelle réalité cherche-t-on à rendre compte ? 2) A quel type de planteurs a-t-on à faire en 1993, cinq ans après le début de la crise ? Les figures de l'économie de plantation ; représentations, attentes et premières contre-mesures face à la dégradation de l'environnement. 3) De l'incertitude à la prise de risque en économie de plantation, des contraintes de production à leur théorisation : les incertitudes « habituelles » de la production en économie de plantation ; les incertitudes introduites par les différentes crises économiques et politiques au Cameroun. 4) L'incertitude dans les théories économiques.

- Collaborations externes

* Accueil dans le département SUD ("Société-Urbanisation-Développement") de l'ORSTOM et plus particulièrement au sein du projet OCISCA (Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun) ;

* Thèse en agro-économie co-dirigée par J.M. Boussard (INRA/ENGREF) et G. Courade (ORSTOM).

3.5.7.4. Migrations internationales et dynamiques territoriales dans l'espace frontalier entre le Nigéria et le Cameroun : étude de cas de migrants nigériens au Cameroun anglophone (Th. Weiss) (AB 52E101) (Proginfo n°194)

- Finalité scientifique

Une des conséquences de la crise qui frappe l'Etat et les sociétés en Afrique est la décomposition de l'espace et l'effacement progressif du binôme centre-périphérie traditionnel. Les espaces marginaux, zones frontalières, lignes de coupure et autres acquièrent alors une importance non négligeable dans les représentations spatiales des populations. En l'absence de l'Etat ou de structures administratives efficaces, c'est la population - les acteurs sociaux et économiques - qui "produit" l'espace, l'utilisant au service de sa survie.

L'espace frontalier méridional entre le Cameroun anglophone et le Nigéria est le terrain d'une forte mobilité de populations à travers la ligne frontalière. La recomposition de l'espace s'y opère grâce à des réseaux de migrations sophistiqués. Les nigériens du Sud-Est du Nigéria -principalement des Igbo, mais aussi des Ibibio, Efik, Ekoi, Ijaw, etc. - migrent afin d'ajuster l'espace à leur disposition selon leurs besoins et leurs nécessités. Ces migrations sont révélatrices des possibilités et des capacités d'adaptation des populations nigériennes face aux contraintes politiques, économiques et sociales que leur imposent aussi bien leur Etat d'origine que les sociétés et l'Etat d'accueil. Les dynamiques territoriales et les migrations entre les deux pays sont le fruit d'une longue histoire de complémentarités et de concurrences économiques, sociales et historiques. Le Cameroun anglophone a en effet été une partie intégrante de la colonie nigérienne de la Grande-Bretagne - une "colonie de la colonie" -, et ce jusqu'à 1960, avant d'intégrer la République du Cameroun suite au plébiscite de 1961. Les mouvements de migrations nigériennes vers le Cameroun anglophone, débutant à la fin de la Première Guerre mondiale, se sont perpétués jusqu'à aujourd'hui. L'ancienneté de l'implantation, les réseaux de solidarité et d'entraide, la contrebande et un taux de change favorable au naira nigérien ont, entre autres, attiré de nombreux nigériens vers le Cameroun.

A l'heure actuelle, les contacts entre populations immigrées et autochtones revêtent un caractère particulier à la lumière de la crise économique, des politiques d'ajustement structurel différenciées et de la logique de "bouc émissaire" dans laquelle certains camerounais aiment enfermer les nigériens résidant dans leur pays. Outre une pression permanente exercée par les autorités, les problèmes autour de la péninsule de Bakassi et la dévaluation du franc CFA ont rendu la situation des nigériens au Cameroun extrêmement sensible. A une logique de migrations de retour, légitimement envisagées par un grand nombre de nigériens du Cameroun, s'oppose cependant un climat d'insécurité et d'instabilité au Nigéria qui s'aggrave depuis l'échec de la transition démocratique.

- Principales opérations en cours

Finalisation d'une thèse de géographie

- Résultats acquis

* Exploitation quantitative et qualitative de 325 questionnaires d'enquêtes statistiques et récits de vie.

* Réalisation de cartes : cartes thématiques : présence nigérienne au Cameroun, flux migratoires, espace frontalier. Cartes administratives : Nigéria - Cameroun - Province du Sud-Ouest. Cartes historiques : Nigéria - Cameroun. Graphiques divers : organigrammes Union nigérienne - périodisation des migrations - structures urbaines de colonisation britannique et française, etc.

* Rédaction de la thèse : état des lieux de la présence nigérienne au Sud-Ouest, le migrant agissant individuellement et collectivement (Union nigérienne), l'espace de départ et l'espace d'accueil, historique des migrations, déterminations individuelles et collectives de la migration, réseaux migratoires, modélisation des systèmes de migration, rôle des migrations dans la recomposition de l'espace, hypothèses d'avenir, etc.

- Collaborations externes

* membre du projet OCISCA

* accueil au centre ORSTOM d'Ile de France à Bondy : Laboratoire des Sciences Sociales (LSS) et Laboratoire de Cartographie Appliquée (LCA)

* thèse de géographie sous la direction de Paul Claval (Paris IV) et Georges Courade (ORSTOM)

3.5.7.5. Le rôle de l'initiative privée locale dans la production urbaine au Nord-Cameroun (M. Simeu Kamdem)

- Finalité scientifique

Apprécier, en période de crise économique et de désengagement de l'État de la production urbaine, le rôle de l'initiative privée locale dans la création des activités urbaines.

- Principale opération en cours

Rédaction du rapport de synthèse.

- Résultats acquis

- . Données d'enquête disponibles sur la production urbaine au Cameroun septentrional ;
- . Plusieurs articles publiés ou en cours sur les villes du Cameroun septentrional.

- Collaborations externes

- * Centre d'Études Comparatives pour le Développement (CECOD) ;
- * Université de Ngaoundéré ;
- * Université de Yaoundé I.

3.5.7.6. Étude de la filière manioc au Cameroun (M. Simeu Kamdem) (AB 52E016)

- Finalité scientifique

Cette étude de la filière manioc a été commandée par la Caisse Française de Développement pour se doter d'un capital de connaissance afin de mieux cibler d'éventuelles interventions. Il s'agit :

. sur le plan économique, d'étudier l'organisation de la filière, la formation des coûts des produits, la répartition des plus-values entre les différents intervenants et d'évaluer l'élasticité de la substitution du manioc et des produits dérivés aux principaux produits vivriers d'importation ;

. sur le plan du fonctionnement de la filière, d'identifier les opérateurs et leurs fonctions principales, les contraintes affectant le développement de la filière : contraintes techniques (technologies, équipements de traitement et transformation de produits), commerciales (existence et organisation de marchés de collecte, problèmes et coûts de transport), financières (accès au crédit d'équipement, fonds de roulement, problèmes de gestion).

- Principales opérations en cours

La phase actuelle de la réalisation de cette étude est, après le traitement informatique des données de l'enquête sur le terrain, celle de l'analyse et de la rédaction du rapport définitif.

- Résultats acquis

Trois rapports d'étape :

- . État des connaissances sur la filière manioc au Cameroun ;
- . La filière manioc au Cameroun : indications méthodologiques ;
- . La filière manioc au Cameroun : observation des marchés et collecte de données, ont, à ce jour, été produits. Le rapport définitif devrait l'être sous peu.

- Collaborations externes

- * Université de Douala (Faculté des sciences économiques) ;
- * Consultants Associés, B.P. 7459 Yaoundé ;
- * Groupe Mebou J.R. Consultants, B.P. 12 876 Yaoundé ;
- * Centre d'Études, de Recherches et de Formation à l'Auto-Promotion, B.P. 225 Mbalmayo.

3.5.7.7. Développement dirigé et/ou développement spontané dans le bassin camerounais de la Bénoué (S. Ndembou)

- Finalité scientifique

* Au plan global, il s'agit de :

- . connaître les systèmes ruraux en vigueur dans le bassin camerounais de la Bénoué en pleine mutation ;
- . montrer que les foubé sont au centre de tout le processus de développement dans la région. A cet égard, nous avons parlé du pouvoir foubé ;
- . mesurer les conséquences de la divergence de vue entre développeurs et développés sur le façonnement de nouveaux rapports socio-économiques et du paysage dans la région étudiée.
- . déterminer la nouvelle orientation du développement en situation de crise.

* Dans le détail :

- . connaître le milieu naturel dans la région de la Bénoué ;
- . décrire et expliquer la pratique rurale telle qu'elle s'exprime sur le terrain aujourd'hui ;
- . analyser et déterminer le type d'articulation prévalant entre les différentes activités rurales en vigueur et surtout entre les pratiques peu évoluées et les pratiques améliorées proposées ;
- . vérifier si les options adoptées et les stratégies mises en place ont changé et si les structures d'organisation permettent le changement pour le développement ;
- . examiner comment le paysan relève le nouveau défi de concilier des systèmes de production à philosophies divergentes (culture de rente et culture vivrière) dans son effort de satisfaction de ses besoins primordiaux ;
- . déterminer à qui a profité toutes les actions de développement entreprises jusqu'à ce jour.

- Principales opérations en cours

Préparation pour la collecte des données complémentaires. Ces données vont permettre d'étoffer les données disponibles ayant connu un traitement préliminaire.

Travail en profondeur sur le rapport produit en vue du doctorat.

Poursuite du traitement des données pour des analyses fines.

Réécriture du rapport pour l'améliorer en vue de la présentation d'une thèse.

Rédaction d'articles.

- Résultats acquis

Le rapport de recherche pour cette étude a été produit au début du mois de novembre 1995. Comme résultats nous avons obtenu ceci :

. à la question de savoir lequel du développement dirigé ou spontané contribue le plus à l'enrichissement des populations, ce travail est arrivé à la conclusion que c'est le développement spontané représenté par plusieurs activités rémunératrices que conduit simultanément chaque chef de concession.

. le coton, contrairement à l'hypothèse de départ, n'est pas la principale source de rentrée d'argent mais reste la base de l'enrichissement. Ainsi la "SODECOTON" (Société de Développement de la Culture du Coton) reste le garant du développement régional.

. les périmètres de développement créés dans la région et perçus comme des espaces non appropriés font partie intégrante du territoire des foubé. Ce territoire a été gagné sur les autres groupes de population à la suite des guerres de religion orchestrées au 19ème siècle. La poursuite du développement avec l'afflux des populations de l'extrême-nord se heurte à la résistance de la féodalité foubé. Le problème foncier reste donc de taille et il ne semble pas y avoir de solution viable jusqu'à présent, d'où le blocage actuel.

. ce sont les foubé, groupe minoritaire mais détenteur du pouvoir politique et économique, qui ont engrangé l'essentiel des bénéfices générés par les actions de développement menées dans la région jusqu'ici.

. la crise économique et le retrait de l'État des projets de développement rural constituent un virage dans l'évolution socio-économique de la région. Les autres groupes de population se battent sur le terrain politique dans le cadre de l'ouverture démocratique récente pour limiter l'emprise régionale excessive des foubé. Cette nouvelle confrontation permettra aux foubé, soit de renforcer leur pouvoir, soit de céder un pan de ce pouvoir face à la pression des autres. Tout dépendra comment les uns et les autres sauront mener cette nouvelle bataille pour une redistribution équitable des richesses produites.

- Collaborations externes

* Direction des études et projets, MINAGRI (Informelle)

* Direction du projet Nord-Est-Bénoué (Informelle)

* Ministère du Développement Industriel et Commercial (Informelle)

* Université de Ngaoundéré (scientifique)

* Université de Yaoundé (scientifique)

* IEDES-Paris I (scientifique ; inscription pour la préparation de la thèse en sciences sociales).

3.5.7.8. Crédit agricole et gestion financière en zone rurale face à la crise : une étude des stratégies paysannes dans les zones Bafou et Yemessoa (Th. Fouda-Moulende)

- Finalité scientifique

Le thème général ci-dessus a été subdivisé en sous-thèmes. Pour la première étape allant de 1/1/94 au 31/12/95, le sous-thème de recherche était "*La place du crédit agricole dans les réponses paysannes face à la crise : une analyse des stratégies financières dans les villages Bafou et Yemessoa*".

Le but de cette première étape était d'identifier les stratégies générales face à la crise et de déterminer les stratégies financières en ce qui concerne les priorités définies et les mécanismes de financement déployés. L'analyse devant elle-même déboucher sur un recentrage du rôle réel du crédit et son impact sur le développement des stratégies performantes.

- Principales opérations en cours

Sur la base des analyses préliminaires, le rapport scientifique de la première étape a été soumis. En ce moment des analyses plus approfondies sont en cours, notamment en ce qui concerne les analyses croisées et la deuxième enquête qui a porté sur un échantillon plus réduit de ménages.

En outre, le deuxième sous-thème est en préparation. Il porte sur la modélisation de la prise des décisions de gestion financière en milieu rural camerounais.

- Résultats acquis

Un rapport scientifique de 90 pages environ a été produit en octobre 1995.

L'analyse qui a été faite montre que :

* Les stratégies générales de survie en période de crise se caractérisent par un maintien des principales activités productrices anciennes (café et cacao) ; il s'agit donc essentiellement de stratégies défensives, avec limitation des risques. Il y a tout de même apparition de quelques cultures nouvelles dans le cadre de la diversification des sources de revenus. On remarque aussi et surtout des changements dans la conduite des cultures avec réduction du temps et des intrants (engrais et produits phytosanitaires) consacrés aux cultures traditionnelles. Les mécanismes de survie des producteurs paraissent surtout conditionnés par les possibilités de financement, donc par les stratégies financières déployées. A ce titre, on remarque un recours très prononcé au crédit pour couvrir le déficit budgétaire.

* Les sources de crédit sont marquées par la prédominance des sources informelles telles les parents et amis. Ce fait n'est pas une nouveauté de la crise, mais le recours à ces sources s'est plus accentué dans le contexte actuel. Les sources informelles principales, étant tributaires de l'épargne rurale en nette régression suite à l'érosion des revenus, elles se sentent moins confortables dans leur rôle, car elles offrent moins de numéraires. D'où la recrudescence des formes de crédit en nature et la fragilisation accrue des différents besoins au niveau des ménages.

* Dans les ménages, priorité est accordée aux besoins sociaux (cérémonies familiales et autres) et à la survie de la famille (santé, éducation, logement, alimentation). Les activités productrices, surtout agricoles, bien que centrales dans le processus de survie, ne constituent pas une priorité financière. Ceci est d'ailleurs confirmé par la faible place qu'occupe en ce moment le crédit agricole par rapport aux autres types de crédit. La demande est plus accentuée du côté social. L'impact de l'assistance financière limitée aux producteurs est donc la non réalisation des objectifs prioritaires et un découragement pour la production, car il a été montré que la capacité de remboursement existe, mais la motivation est dans la réalisation du social.

- Collaboration externe

Contacts avec Monsieur François Régis Mahieu de l'Université de St Quentin-en-Yvelines pour une thèse.

3.5.7.9. Le système de mobilisation de l'épargne en milieu rural camerounais : les perspectives d'amélioration de ses performances (E. Foko)

- Finalité scientifique

L'étude envisage d'analyser les structures et les mécanismes de la collecte de l'épargne en milieu rural camerounais en s'appuyant sur le cas de la province de l'Ouest. Il est question de procéder à l'identification et l'évaluation des différentes contraintes intervenant dans le processus de collecte et de mobilisation de l'épargne rurale par les structures formelles et informelles, d'évaluer les performances du système tel qu'il fonctionne actuellement et de déterminer les conditions d'amélioration dans la perspective de la mise en place d'un système financier rural durable basé sur la mobilisation de l'épargne locale.

- Principales opérations en cours

Le projet s'articule sur trois étapes :

1. La description du système de collecte
2. L'évaluation des performances
3. L'analyse des perspectives d'amélioration

Les travaux au cours de cette année ont porté uniquement sur la collecte des données pour la description du système. Cette collecte doit s'articuler sur deux enquêtes, l'une auprès des ménages et l'autre auprès des institutions financières impliquées dans la collecte de l'épargne en milieu rural. La première enquête auprès des ménages s'est déroulée aux mois d'octobre et novembre dans deux localités de la province de l'Ouest Cameroun. La codification et la saisie des données collectées est en cours. L'enquête auprès des institutions est prévue pour juillet-août 1996.

- Résultats acquis

A ce niveau on ne peut pas encore parlé de résultats acquis à proprement dit, la recherche étant encore à une phase d'investigation.

- Collaborations externes

Je suis en contact avec le Professeur Jean-Michel Servet de l'Université Lumière de Lyon 2. Le Professeur Servet est un spécialiste de la finance informelle. J'envisage d'ailleurs de préparer sous sa direction une thèse.

3.5.7.10. L'impact de l'introduction du marché sur la filière nationale de café arabica de la région des hauts plateaux de l'Ouest du Cameroun (Moungam A Mbassa)

- Finalité scientifique

Évaluer l'impact de l'introduction du marché sur la filière nationale du café arabica dans la région des hauts plateaux de l'Ouest du Cameroun (provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest).

- Principales opérations en cours

Pour l'instant, un accent particulier a été mis sur la recherche documentaire et la revue de la littérature la plus vaste possible. Cette documentation est susceptible de fournir l'appui théorique nécessaire à notre étude. Des rencontres formelles ont été organisées avec des responsables de certaines structures, plus ou moins directement affectées par les mesures de libéralisation de l'activité économique ou alors ceux ayant la charge de les appliquer dans la zone de notre étude et ailleurs (Douala). Ainsi, des responsables et personnes-ressources de l'Union Centrale des Coopératives de planteurs de Café Arabica de la Province de l'Ouest (UCCAO) et de ceux de la North Western Cooperative Association (NWCA) dans la province du Nord-Ouest ont-ils été consultés en vue de recueillir leurs points de vue sur le sujet. D'autres responsables, situés en amont des mesures de libéralisation, c'est-à-dire ceux relevant des services publics (délégations provinciales des ministères du développement industriel et commercial et de l'agriculture, entre autres) de la région d'étude nous ont aussi entretenu sur la libéralisation et les fruits qu'on est en voie d'en attendre. Nous avons aussi fait une sortie à l'Office National du Café et du Cacao (ONCC) basé à Douala pour discuter des problèmes ayant trait au même sujet. La sortie étant justifiée par le fait que la NWCA opère dans le Nord-Ouest comme une succursale de l'ONCC, contrairement à l'UCCAO dans l'Ouest qui jouit d'une plus grande autonomie dans la commercialisation du café arabica.

- Résultats acquis

Aucun résultat quantifiable à proprement parler n'est obtenu. Plutôt on assiste encore à un recueil d'avis controversés entre les responsables des services publics et ceux des structures privées de commercialisation du café arabica rencontrés. Pour la majorité des responsables des services publics rencontrés, la libéralisation est la bienvenue car, théoriquement, elle favorise la concurrence et stimule l'efficacité entre les différents agents économiques. Les structures "privées" telles que les coopératives de commercialisation de café arabica ne perçoivent pas toujours la libéralisation d'un bon oeil, celle-ci venant empiéter sur la part de marché dont ils détenaient dans le passé le monopole de la commercialisation. Mais comme les autres agents de la filière que sont, entre autres, les producteurs, les usiniers, les transformateurs et les acheteurs indépendants n'ont pas encore été consultés pour juger globalement de l'impact de l'introduction du marché sur la filière nationale de café arabica, on ne saurait encore parler de résultats au sens réel du terme.

- Collaborations externes (scientifiques)

Des contacts sont en train d'être pris avec MM. les professeurs Michel Labonne et Philippe Hugon tous deux rompus dans les études de filières. Ces contacts visent à solliciter d'eux l'encadrement scientifique de notre travail.

3.5.7.11. Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun (OCISCA) (J.-L. Dubois avec M. Piron pro parte) (AB 52E016) (Proginfo n°191)

- Finalité scientifique

Étude de l'impact de la crise et de l'ajustement sur les conditions de vie et les comportements des ménages. Il s'agit donc de rechercher les innovations sociales faites par les différents groupes sociaux pour réduire la pauvreté et sortir de la crise. On fait alors appel à des méthodes d'observation, systèmes d'enquête spécifiques et observatoires, et d'analyse des données susceptibles de satisfaire à ces objectifs (avec Marie Piron). Cela demande de prendre en compte les aspects qualitatifs et quantitatifs de la réalité socio-économique et les approches spécifiques des diverses disciplines. Les résultats de ces recherches débouchent sur des recommandations de politique sectorielle ou macro-économique et sociale et des propositions pour l'élaboration des stratégies de lutte contre la pauvreté, le chômage et toute forme d'exclusion.

Réflexion méthodologique sur la mise en place, le mode de fonctionnement et l'exploitation de données d'observatoires socio-économiques : constats, formalisation des différentes problématiques (points communs et particularités d'observatoires différents), proposition de guides méthodologiques de base, analyses longitudinales, analyses à différentes échelles d'observation, fusions et greffes d'enquêtes (M. Piron).

- Principales opération en cours

Poursuite du développement du Programme OCISCA réseau d'observatoires et de laboratoires autonomes, issus d'institutions d'enseignement et de recherche, dont les équipes multidisciplinaires étudient les divers groupes sociaux.

- Résultats acquis

. *La direction technique et la stratégie d'ensemble.* Approfondissement des concepts d'observatoire et de laboratoire, adaptation des objectifs au nouveau contexte économique, documentation et diffusion des informations, accords de collaboration avec d'autres institutions.

. *Poursuite du fonctionnement des observatoires.* A Bafou, pour les planteurs de café, à Yemessoa, pour les planteurs de cacao, nouveau passage avec adaptation des questionnaires. A Douala, pour les groupes vulnérables, travail en liaison avec la Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DSCN) sur l'Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM). L'observatoire de Muyuka sur les femmes et groupes à risque, sous la responsabilité de l'Université de Buea, a produit son premier questionnaire.

. *Poursuite du fonctionnement des laboratoires.* Le laboratoire sur l'habitat a produit un indice du coût de la construction à Yaoundé. Le laboratoire sur la pauvreté et la politique sociale a produit une synthèse de ses thèmes de recherche. Le laboratoire sur la statistique répertorie les méthodes statistiques utiles aux sciences sociales et participe au dépouillement d'une enquête sur les groupements villageois. Le laboratoire sur les produits vivriers analyse la filière manioc. Deux nouvelles équipes travaillent sur "les milieux urbains" et "l'environnement-écologie".

. *Animation scientifique.* Des réunions hebdomadaires (20 à 30 personnes) d'animation, de formation scientifique et de débats techniques font le point sur l'évolution du programme. Elles permettent de renforcer l'esprit d'équipe et la dynamique d'ensemble, de générer des projets et de rencontrer les membres correspondants de passage. Les débats sont dorénavant enregistrés et constituent une médiathèque.

. *Session de formation.* Avec G. Courade pour l'élaboration des thèses, les méthodes de la recherche, la rédaction d'articles. Avec M. Piron sensibilisation au traitement de l'information allant de la définition du programme, aux montages d'enquêtes, aux problèmes techniques et à l'exploitation des données par les méthodes traditionnelles et multidimensionnelles (analyse factorielle des données). Avec M. Bobbio pour l'utilisation du logiciel Excel, avec J. Ndiffou et J.-P. Timnou pour l'utilisation du logiciel SPSS.

. *Les publications.* Poursuite de la Lettre (trois numéros parus) et des Cahiers d'OCISCA (14 numéros parus). Les manuscrits reçus sont plus nombreux et de meilleure qualité. Un comité scientifique d'évaluation est en cours de constitution. Une nouvelle série "Travaux en Cours" informe sur l'état des recherches (cinq numéros).

. *Travail en partenariat.* Conférence de présentation de l'ouvrage «Le village camerounais à l'heure de l'ajustement». Réunion du Comité de pilotage le 29 juin 1995. D'autres réunions ont eu lieu dans le cadre du programme MOST de l'UNESCO, de la création d'une Fondation pour la recherche, de l'impact de la dévaluation, etc.

- Collaborations externes

Il ne s'agit pas des partenaires institutionnels d'OCISCA mais des collaborations techniques ponctuelles : l'Université Catholique de Yaoundé, l'Hôpital Central de Yaoundé, le Centre d'Excellence pour la Production, l'Innovation et le Développement (CEPID), le Ministère de l'Agriculture Camerounais, le GIS DIAL.

3.5.7.12. La situation de l'emploi des jeunes à Douala en période de récession économique : stratégies des acteurs et modèle de comportements (J.-F. Trani) (AB 52E016) (Proginfo n°385)

- Finalité scientifique

Il est désormais trivial de constater que la situation de l'emploi est au centre des préoccupations des différents intervenants de la sphère économique dans tous les pays. Confrontés au problème du chômage, chercheurs et décideurs se consacrent à la découverte et la mise en place de nouvelles interventions susceptibles de stimuler l'emploi. La situation des jeunes les préoccupe tout particulièrement dans la mesure où ils constituent les ferments potentiels de la remise en cause de systèmes sociaux particulièrement défavorables à leur endroit, notamment en Afrique. Les jeunes représentent également les « générations de demain », ceux qui produiront, par leur travail, les ressources nécessaires au pays. Par conséquent, la littérature sur l'emploi et le chômage est devenue abondante, notamment en ce qui concerne l'impact des politiques d'intervention en faveur des jeunes dans les pays développés (BONNAL et alii, PÉNARD et SLOLOGOUB, SAUCIER et SÓFER, 1995). Mais cette réflexion n'a pas été menée aussi systématiquement dans le Tiers Monde. Cette littérature s'est polarisée en Afrique sur les aspects de l'économie dite « informelle » (CHARMES, 1990). Comme le note BOCQUIER « elle est relativement pauvre sur le fonctionnement des marchés de l'emploi urbain » et sur la situation des jeunes d'âge actif.

« Il manque souvent dans cette littérature une réflexion théorique sur la ville en tant que marché de l'emploi. » (BOCQUIER, 1992). La théorie économique n'offre que peu d'indications pertinentes pour définir la ville en tant que marché de l'emploi. L'insertion des jeunes sur ce marché ne correspond plus aux modèles traditionnels néoclassiques. Le marché du travail suppose la référence « au rapport salarial, à la confrontation entre une offre et une demande, à une offre de travail devenue intégralement marchandise. » (COING et alii, 1982). Or la main d'oeuvre jeune ne se caractérise pas par la manifestation dominante du rapport salarial. L'allocation de la force de travail ne se fait que rarement selon un schéma de rencontre entre offre et demande de travail. D'autres stratégies d'embauche sont à l'oeuvre qui permettent à l'employeur de s'assurer une main d'oeuvre bon marché et docile. Il est très fréquent qu'un jeune obtienne un emploi -salarie ou pas- ou une place d'apprenti grâce à des relations familiales ou villageoises.

Il n'existe pas davantage une littérature abondante ni sur les jeunes, ni sur les formes d'emploi qu'ils occupent en Afrique en dépit de leur poids démographique et de leur rôle central dans l'obtention de revenus pour le ménage. « La jeunesse rebute les chercheurs en sciences sociales » (OSMOND, 1992). Certains auteurs abordent indirectement la question par d'autres biais tels que les petits métiers (FODOUOP, 1991). Ainsi à Yaoundé, les jeunes de moins de 29 ans représentent en 1989 46,8% du total des effectifs des petits métiers de la rue. Ce chiffre révèle le rapport étroit établi de facto entre les jeunes et les activités dites « informelles ». En période de crise, l'absence de recrutement dans le secteur dit « moderne » frappe en priorité les jeunes qui entrent sur le « marché » de l'emploi « informel ». De quel type d'activités s'agit-il ? En général, les jeunes occupent des positions bien précises : « tacklers », petits métiers de la rue à faible apport en capital, apprentis dans l'artisanat, aidés familiaux chez les micro-entrepreneurs, élèves ou étudiants exerçant une activité d'appoint. Cet état de fait perdure et se renforce et provoque l'existence d'un « fort excédent relatif de force de travail » (COING, 1982). Les jeunes sont les premières victimes de la surexploitation de la main d'oeuvre rendue possible par les mécanismes particuliers du marché du travail.

- Principales opérations en cours

- . Rédaction d'une thèse
- . deux articles (méthodologie et conditions d'activité des jeunes à Douala) en cours.

- Résultats acquis

- . Dépouillement et analyse des données

- Collaborations externes

- . Laboratoire des Sciences Sociales (LSS) de l'ORSTOM à Bondy
- . Participation aux travaux de démographie économique à l'IEP de Paris

3.5.7.13. Anthropologie et sociologie de la quotidienneté à Douala (G. Séraphin) (AB 52E016) (Proginfo n°386)

- Finalité scientifique

La population de Douala est confrontée depuis une dizaine d'années à une crise économique dont l'ampleur remet profondément en cause les structures politiques, sociales, religieuses et culturelles qui permettaient jadis aux habitants de trouver une place dans la société et se construire une identité. Chacun "se cherche" mais a de plus en plus de mal à "se trouver" (expressions très répandues à Douala).

L'étude vise à définir en premier lieu ce que chacun, selon son âge, son sexe, sa religion, son ethnie, son activité professionnelle, etc... veut devenir, c'est-à-dire définir l'identité idéale souhaitée. Ensuite, nous essaierons de déterminer ce qui paraît être les moyens -ou "ressources"- pour se fabriquer cette identité. Par exemple, ce peut être aussi bien la nourriture, la santé, l'argent, le diplôme et la profession que le réseau de solidarité, l'association ou la protection religieuse ou traditionnelle. Enfin, l'étude vise à identifier les "blocages" -c'est-à-dire les facteurs qui empêchent la population d'accéder à ces "ressources"- et les manières de s'adapter pour les contourner.

Il s'agit dès lors d'étudier la population dans sa vie quotidienne, afin de dévoiler ses conditions de vie, l'interprétation qu'il en est donné (l'imaginaire), les désirs, les stratégies... Des typologies sont établies selon les critères déterminants selon le sujet considéré : par exemple, les désirs familiaux et les stratégies adoptées sont-ils les mêmes selon les sexes ? Mais, au-delà de cette hétérogénéité, nous découvrons les traits (comportements, références culturelles...) qui semblent unir la population de Douala.

- Principales opérations en cours

- . Récits de vie enregistrés et dactylographiés de personnes représentatives.
- . Enquête statistique, avec une majorité de questions ouvertes, auprès de 200 personnes, tirées par choix aléatoire sur une liste de personnes obtenues par un dénombrement dans 18 quartiers de Douala. Saisie des questionnaires.
- . Participation à des manifestations collectives : associations, tontines, manifestations sportives et culturelles, cérémonies religieuses, cérémonies traditionnelles (ex : cérémonie de guérison)...

- Résultats acquis

- . Enregistrement et retranscription de 40 heures de récits de vie.
- . Participation continue à des manifestations collectives.
- . Constitution d'un questionnaire, formation des enquêteurs, élaboration d'un masque de saisie.
- . Recherches statistiques sur Douala couvrant une période de dix ans.

- Collaborations externes

- * Membre d'OCISCA,
- * Rencontres et prises de contact avec les personnes connaissant bien le champ d'étude : Éric de Rosny, Jean-François Bayart, Jean-Pierre Warnier...
- * Contact permanent avec Marie Piron, statisticienne de l'ORSTOM.
- * Membre du GRAEEP (Groupe de Recherche en Anthropologie, Économie et Épistémologie de la Pauvreté).
- * Participation à plusieurs associations de la ville et collaboration à leurs projets.

3.5.7.14. Territoire et quotidienneté des habitants de l'"élobi" de Messa-Azegue, Yaoundé (X. Durang) (AB 52E016) (Proginfo n°589)

- Finalité scientifique

La période de crise que traverse le Cameroun depuis près de 10 ans n'a fait que renforcer la pauvreté qui caractérise les "élobi" (vallées marécageuses en ewondo) de Yaoundé ; les conditions de vie s'y sont détériorées, les structures sociales et spatiales des pratiques et des représentations que ces citadins ont de la maison, du quartier et de la ville ont été transformées. Il nous appartiendra dans cette recherche d'évaluer les dégradations et les changements qui affectent le citadin de l'"élobi" au quotidien.

Cette approche de la quotidienneté à travers le thème du territoire que nous envisageons comme la somme de l'espace de vie et de l'espace représenté sera illustré par les données de terrain recueillies dans le quartier de Messa-Azegue, vieux quartier péricentral de Yaoundé. Après avoir été un des villages africains de la ville coloniale il s'est progressivement transformé en une zone urbanisée dense et irrégulière et a même été sujet dans les années 80 à des pressions de la municipalité qui envisageait de le raser.

Notre recherche consiste à lire la ville et ses différents espaces à travers ses charges symboliques et affectives, ses significations culturelles et sociales, tout en étudiant la quotidienneté des citadins à travers leurs espaces de vie et leurs espaces représentés. Nous distinguons quatre échelles géographiques de travail : la ville, le quartier, le voisinage et la maison. Au cours de notre recherche nous nous arrêtons successivement à ses différentes échelles en identifiant les liens existant entre elles.

Le premier objectif est de retrouver l'échelle de la vie réelle dans l'observation de la société yaoundéenne, ce que de nombreuses recherches occultent, par pur préjugé sur l'échelle locale et quotidienne synonyme de banalités.

Le deuxième objectif est de comprendre l'espace de "bidonville" dans toute sa complexité en dépassant la dimension factuelle et physique de l'espace et en élargissant l'investigation à ses dimensions sensible et phénoménale.

Le troisième objectif est de jouer sur les échelles géographiques en pensant la localité pour mieux comprendre la globalité. Il implique d'isoler le local, de bien cerner ses structures et dynamiques spatiales et humaines tout en identifiant les différents liens existant avec la ville afin de mieux comprendre le fonctionnement global de l'"être urbain".

- Principales opérations en cours

- . Enquête exploratoire par récits de vie-interviews de 40 ménages de Messa-Azegue.
- . Recueil de témoignages de responsables d'association, de chefs de quartier, de sorciers.
- . Constitution d'un corpus de photos noir et blanc sur le thème de la vie quotidienne dans les quartiers.

- Résultats acquis

- . Base de sondage de la zone d'étude contenant environ 2000 ménages après recueil des données et localisation de chaque ménage.
- . Carte au 1/1000 de la distribution des ethnies des chefs de ménage de la zone d'étude.
- . Échantillon de 40 ménages pour l'enquête par récits de vie-interviews croisés.
- . Interviews et récits de vie enregistrés et transcrits pour l'équivalent de 20 h de cassettes.
- . Deux articles, introduction et supervision du "travaux en cours" n° 5 résumant le travail réalisé de juillet à décembre 1995 par l'équipe du laboratoire de recherches urbaines d'OCISCA.

- Collaborations externes

- * Préparation d'un DEA de géographie urbaine sous la direction de J. Bonnemaïson et G. Courade à Paris IV.
- * Membre d'OCISCA depuis janvier 1995.
- * participation à l'enquête sur les jeunes et l'emploi à Douala de J.-F. Trani en janvier et février 1995.
- * Animation du laboratoire de recherches urbaines d'OCISCA.
- * Membre du congrès national de géographie du Cameroun.
- * Contacts réguliers avec le département de géographie de Yaoundé I, notamment avec le professeur Jean-Claude Bruneau.

4. Actions en aval de la recherche (synthèse)

4.1. Diffusion dans le monde scientifique, participation aux manifestations scientifiques et initiatives en la matière (cf. détail en Annexe 6.4.)

Les membres de l'unité de recherche ont participé en 1995 à 61 réunions scientifiques qui se sont tenues dans 22 pays. Il y a eu ainsi 102 participations à ce type de réunions et elles ont concerné 40 membres de l'UR (sur 64) ; en moyenne chaque membre de l'UR a participé à 1,6 réunion scientifique et à chacune de ces réunions participait 1,8 membre de l'UR. Ces participations ont permis à 30 personnes de présenter 52 communications (cf. en 6.8. les publications et documents avec le code (3)) soit en moyenne 0,8 par membre de l'UR. Par ailleurs deux chercheurs ont été discutants de communications. Dans neuf cas il y a eu (co-) organisation ou animation de ces réunions scientifiques par neuf membres de l'unité de recherche. Ces réunions ont concerné des sciences, des domaines ou des pays aussi divers que les sciences sociales, la sociologie, l'économie, la statistique, la télédétection, l'entreprise et l'entrepreneur, l'emploi, le marché, les femmes, les jeunes, le religieux, le temps, la ville et la recherche urbaine, l'État, l'intégration nationale, le territoire, l'énergie, l'agriculture (son financement, la terre et l'espace rural, la fertilité, la riziculture, l'innovation), les ressources renouvelables, l'environnement et la durabilité, la pêche et l'aquaculture, la sécurité alimentaire, la dévaluation, le développement, les transformations sociales, la transition démographique, les ménages, les échanges transfrontaliers, la recherche scientifique, la Chine et le Vietnam.

Quatre chercheurs de l'UR participent (et/ou dirigent) neuf comités de rédaction de revues ou de collections. Trois chercheurs participent par ailleurs à sept comités de lecture. Quatre chercheurs ont réalisés cinq (co-) éditions scientifiques (cf. en 6.8.1. les publications avec le code (4)). Quatre chercheurs sont membres de cinq comités ou conseils scientifiques. Enfin un membre de l'UR dirige une association scientifique.

4.2. Formations assurées, opérations de formation (cf. détail en annexe 6.5.)

Vingt-six membres de l'unité de recherche ont participé à divers opérations de formation. Les bénéficiaires sont des chercheurs, des allocataires de recherche, des CSN, des étudiants, des doctorants, des stagiaires, des partenaires, des travailleurs sociaux et des cadres. Les formations données se situent à différents niveaux : thèse, DEA, DESS, DESUP, école d'ingénieur, maîtrise, licence, IUT et formation continue. Les institutions partenaires de l'UR dans le cadre de ces formations sont les universités (Paris 1 et 4, Versailles-St Quentin en Yvelines, Bordeaux 2, 3 et 4, Montpellier 1, P. Valéry et USTL, Grenoble P. Mendès-France, Ouagadougou FASEG, Bouaké, Yaoundé université catholique d'Afrique centrale, Guatemala université nationale San Carlos, Récife UFRPe et Hanoï Faculté de Médecine) ainsi que l'IEDES-CECOD, l'IEP-FNSP, l'IIAP, le CRA et l'ENSAE à Paris, l'ORSTOM-LSS à Bondy, l'ORSTOM-Nutrition, le CNEARC et l'ENSAM à Montpellier, l'EHESS à Marseille, l'IEP et IUT B à Bordeaux, MADIO à Madagascar, l'AIT à Bangkok et l'INCAP à Guatemala.

Dix-neuf chercheurs ont fourni environ 480 heures d'enseignement sous forme de cours, de conférences, d'interventions diverses régulières ou ponctuelles, de séminaires (de recherche ou de formation), d'école doctorale, de séances ou de groupes de travail, de travaux dirigés ou pratiques et de sessions de formation. Parmi ses chercheurs six ont à ce niveau de lourdes charges de responsabilités ou de mises en place de nouveaux enseignements et/ou d'interventions régulières. Tous ces enseignements s'intègrent dans des formations qui concernent les sciences sociales, l'économie, la géographie, la télédétection, la sociologie, l'anthropologie, l'histoire, l'alimentation et la nutrition, la statistique et l'analyse des données. Dans ce cadre général les domaines d'intervention des chercheurs ont concerné plus particulièrement : le développement, la macro-économie, l'industrialisation, l'emploi, le milieu rural, l'anthropologie économique, les dynamiques et les pratiques sociales, la sécurité alimentaire, l'évaluation, la modélisation, les méthodes, l'informatique, le monde tropical et l'Afrique.

Dans le cadre de la formation à la recherche par la recherche 61 personnes ont bénéficié de l'encadrement scientifique (sans compter l'accueil et l'organisation) de chercheurs de l'UR : direction (ou codirection) scientifique de thèses (25), de mémoires (DEA, licence ; 17), de stages (18) ainsi que tutorat (1). Vingt-cinq thèses ont été réalisées (3 ; cf. code (7) en 6.8.2) ou sont en cours (22) dans le cadre de l'UR, avec dans un certain nombre de cas son financement et grâce au soutien scientifique de ses membres. Enfin ces derniers ont participé à 25 jurys de thèses (14) et de mémoires de DEA (11).

4.3. Expertises (cf. détail en Annexe 6.6.)

Dix sept chercheurs de l'UR ont participé à 30 expertises. Dix-sept rapports d'expertises ont été produits dans le cadre de l'UR en 1995 (cf. en particulier en 6.8.2. certains des documents précédés du code (8)). Ces expertises ont consisté à faire partie d'un groupe de réflexion, d'experts, à être membre d'un comité de pilotage, à réaliser des enquêtes, des études, à élaborer des plans, à réaliser des évaluations, des analyses, à assurer la direction et le conseil scientifique et à apporter un appui méthodologique.

Les domaines très variés d'intervention de ces expertises ont concerné les entreprises, les sociétés publiques, le secteur informel, la pauvreté et l'exclusion, le salaire minimum, les bas-fonds, l'intensification, l'innovation, le foncier, la pêche et l'aquaculture, l'environnement, les énergies renouvelables, les ONG et la démocratie, les exportations et les échanges transfrontaliers, le taux de change, le développement, l'ajustement structurel, la macro-économie, l'indice des prix et l'inflation, l'aide, la télédétection, la formation et la recherche, le CIDEP-NU.

Les organismes qui ont financé ces expertises sont les Ministères de la Recherche (MENESR), de la Coopération et des Affaires Étrangères, la MCAC d'Abidjan, le FFEM, la CE (DG 8, 12 et EUROSTAT), le FED, la FAO, le PNUD, la Banque Mondiale, le CIDEP-NU, le Ministère ivoirien des Finances et le gouvernement argentin. Les institutions suivantes ont bénéficié des expertises réalisées : les Ministères de la Recherche et de la Coopération, la MCAC d'Abidjan, le FFEM, l'Union Européenne, la FAO, le CILSS, la DSCN au Cameroun, l'INSTAT à Madagascar, le LARES au Bénin, deux universités thaïes, les gouvernements ivoirien, des Comores, du Guatemala, du Salvador et d'Argentine. Les pays et les régions concernés sont les pays en développement, l'Afrique (tout ou parties), le Sahel, la Tunisie, le Mali, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Cameroun, Madagascar, les Comores, la Thaïlande, le Guatemala, le Salvador et l'Argentine.

4.4. Valorisation

4.4.1. Information des utilisateurs de la recherche (cf. détail en Annexe 6.7.1.)

Quinze chercheurs de l'UR ont participé à plus de 26 opérations d'information orientées vers les utilisateurs de la recherche. Ces interventions ont été réalisées dans les cadres suivants : forum, conférence, séminaire, table-ronde, atelier, réunion, comité, politique, consultation, rapport, édition-diffusion, revue, lettre d'information, réseau, internet, fichier et base de données. Les domaines concernés ont été l'(macro-)économie, le secteur privé, la petite entreprise, l'investissement, l'emploi et la formation, le salaire minimum, le développement rural, la pêche, l'alimentation, la pauvreté, le racisme, la prospective, la communication, la statistique, la bibliographie, la recherche et les chercheurs.

Les bénéficiaires de ces actions d'information ont été le Ministère des Affaires Étrangères, le Ministère de l'Éducation Nationale et l'Interréseaux en France, le réseau CIDEP (Louvain La Neuve), le PNUD, la FAO, le Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique, les industriels et les investisseurs en Côte d'Ivoire, les pêcheurs artisanaux au Sénégal, la CFD à Ouagadougou, le réseau OCISCA (Cameroun), l'administration et les bailleurs de fonds à

Madagascar, le patronat des Comores, le Ministère de la Santé du Laos et des responsables politiques et administratifs d'Amérique centrale. Les pays concernés sont les suivants : France, Belgique, Afrique, Sénégal, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Cameroun, Madagascar, Comores, Laos et Amérique centrale.

4.4.2. Ouvertures sur le public (cf. détail en Annexe 6.7.2.)

L'ouverture vers le public a été réalisée plus de 18 fois par 11 membres de l'UR. Ce type de valorisation s'est fait sous forme de présentation, de conférence, de table ronde, de convention, de contact avec les médias, de réponse à une interview (journal) et de journées portes ouvertes. Cela a concerné l'entreprise, le salaire minimum, l'agriculture paysanne, l'histoire, la coopération, les essais nucléaires, un livre, des résultats de recherche et un programme de recherche.

Le cadre dans lequel cette valorisation s'est réalisée a été selon les cas un journal, une ONG, une rencontre, une Chambre de Commerce, une université, un Centre Culturel Français et un village. Les zones géographiques concernées par les thèmes abordés sont la France, l'Afrique, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, Madagascar, le Pacifique insulaire, l'Amérique centrale et l'Amérique latine.

5. Conclusion

5.1. Principaux résultats acquis²

Les résultats des recherches entreprises depuis plusieurs années dans le cadre des différents grands programmes sont les suivants :

5.1.1. Entreprises, politiques publiques, marchés (GP 52A et 52B)

Les recherches conduites sur l'industrialisation en Afrique de l'Ouest ont d'abord montré les conditions dans lesquelles ont été élaborées les "nouvelles politiques industrielles" inscrites dans les PAS, les enjeux entre bailleurs de fonds et pouvoirs nationaux, publics et privés, auxquels elles ont donné lieu, les fréquentes inflexions voire les retours en arrière dont elles ont été l'objet, avec pour conséquence importante une déstabilisation des milieux entrepreneuriaux, à l'opposé du but recherché. Au Sénégal, la brutalité de quelques décisions, les vagues-hésitations entre des objectifs incompatibles, le caractère inadapté de certaines mesures n'ont pas véritablement aidé les entreprises à franchir ce cap d'une réforme libérale qui réussit le paradoxe d'avoir été réellement perturbatrice tout en restant plus formelle que réelle. Durant cette conjoncture de contraction des revenus réels du secteur moderne, le secteur informel n'a pu jouer, au plan macro-économique, aucun rôle anti-cyclique, les micro-entreprises urbaines enregistrant au contraire des difficultés croissantes.

En Côte d'Ivoire, les modifications de l'environnement réglementaire ont donné également des résultats très mitigés: la manipulation du code douanier pas plus que la dévaluation du franc CFA n'ont permis l'obtention durable de gains de productivité hors-prix (qualité, adaptabilité à la demande). L'accélération récente du programme de privatisation, à la différence du Sénégal, semble produire une mobilisation non négligeable de l'épargne nationale dont la stabilité reste à étudier. Les capacités de réponse des entreprises ont pu être analysées de l'intérieur même des firmes sur les thèmes de la distribution des ressources (salaires et accessoires : primes, prêts, aides, protection) et de la réforme du code du travail. Même après plusieurs années d'ajustement structurel, les obstacles structurels à la création et au développement d'un véritable tissu de PMI performantes demeurent. Toutefois, sur cet objet de la petite entreprise ivoirienne, une étude fondée sur un ensemble d'enquêtes fines et rigoureuses conduit à quelques enseignements qui remettent en cause bien des idées reçues sur les valeurs et les pratiques entrepreneuriales. Associant souvent rigueur de gestion, assiduité, pratique de l'auto-financement, morale et parcimonie, ces petits entrepreneurs sont des calvinistes à leur manière, tout à fait capables de faire face aux pressions familiales, d'arbitrer entre des intérêts contradictoires pour, au bout du compte, faire prévaloir la rationalité du calcul économique.

Parmi l'ensemble des travaux sur le secteur informel africain - qui ont indéniablement contribué à la visibilité extérieure de l'ORSTOM - trois points méritent particulièrement d'être mis en exergue : premièrement, ces recherches ont été l'objet d'une reconnaissance et d'une valorisation internationales lors de la XV^{ème} Conférence Internationale des Statisticiens du Travail à Genève en 1993 puisque la définition du secteur informel adoptée à cette occasion est très largement inspirée de leurs résultats. Ensuite, dans toute une série de pays (Bénin, Guinée, Kenya, Mauritanie, Tchad), un état des informations disponibles associé à des enquêtes spécifiques - parfois pérennisées sous la forme d'"Observatoires du changement social" - a permis de mieux mesurer les contributions du secteur informel à l'emploi et au produit national, de cerner les processus d'insertion professionnelle et le rôle du secteur informel en matière de formation. Enfin, les stratégies de lutte contre la pauvreté ont été évaluées et parfois modifiées au vu des résultats de la recherche. Ceci concerne plus spécialement les conséquences économiques de l'afflux de réfugiés, les populations vulnérables (licenciés, jeunes, "familles précaires"), la place des jeunes et des femmes sur le marché de l'emploi en ville.

² La présentation des résultats est extraite du document sur les "Bilans-résumés des grands programmes" (ORSTOM-SUD-UR 52, Bondy, 1996, 48 p.)

L'extension des recherches sur ce thème de l'informel à la Thaïlande à partir de 1990 a donné lieu à deux séries principales de résultats. D'une part, une analyse globale sur la nature et la place de l'économie informelle dans la croissance accélérée de ce pays. Des enquêtes sur la formation, les parcours professionnels, les comportements des entrepreneurs face à la réglementation ont mis en évidence la forte intégration économique et sociale des petites entreprises, conduisant à réfuter l'hypothèse de segmentation du marché du travail et même à mettre en cause la notion d'"informalité" pour la majorité d'entre elles. Ont alors été approfondis les thèmes du marché du travail, de la sous-traitance avec les grandes firmes et de l'impact du cadre institutionnel. D'autre part, des travaux ont été conduits sur l'entrepreneuriat halieutique selon une approche filière, apte à rendre compte des stratégies des différents opérateurs dans un champ où se mêlent facteurs techniques, rapports offre/demande, mobilisation du capital. L'étude de la formation et de l'évolution de la filière halieutique a permis de préciser les origines et les trajectoires des entrepreneurs, d'analyser les rôles respectifs du dynamisme entrepreneurial, de l'État et de la demande externe dans la croissance du secteur, de montrer l'hétérogénéité et l'imbrication des systèmes de production halieutiques, avec tantôt des stratégies de domination des grands groupes (contrats, sous-traitance), tantôt un renforcement de la petite production marchande.

Dans une perspective plus macro-économique, l'expansion industrielle thaïlandaise a été reconstituée sur longue période, la dynamique de construction du secteur manufacturier moderne faisant appel à une combinaison de facteurs internes (eux-mêmes relevant à la fois d'aspects conjoncturels et de l'effet des politiques économiques) et extérieurs (gestion habile de l'insertion internationale, dans la zone ASEAN et au delà). Des recueils de monographies d'entrepreneurs et de sociétés du secteur manufacturier mettent en évidence les conditions économiques et sociales d'émergence des entreprises locales.

Faisant suite à des études anthropologiques du même ordre en Inde et au Bangladesh, le programme d'étude sur les salariés de l'industrie pharmaceutique au Laos a montré les transformations des rapports sociaux induites par les réformes libérales du régime laotien. Révélant la part du mythe et du vécu dans ces réformes, les résultats majeurs de cette recherche ont été de montrer comment l'autonomie de gestion accordée à ces entreprises conduit à des logiques sociales contradictoires, logiques cependant dominées par un processus d'individualisation poussant les salariés à acquérir, grâce aux gains de revenus réels, une autonomie économique individuelle et familiale extérieure à l'entreprise. L'absence d'identification des salariés à l'avenir de leur usine, la distance maintenue à l'égard des réformes en cours, la permanence de leur enracinement villageois sont autant d'indices d'un évitement des pôles du pouvoir.

5.1.2. Institutions et pratiques de développement (GP 52C)

- Méthodologie, épistémologie

En général, on peut constater une attention spécifique aux questions de méthodologie voire d'épistémologie. Ainsi de questions de méthodologie générale en économie du développement d'une part : on peut citer la réflexion de A. Mounier sur les questions que pose la croissance thaïlandaise aux différentes "écoles" de l'économie du développement, la réflexion de Ph. Couty sur la causalité en économie.

Voir d'autre part en anthropologie et sociologie les articles "Acculturation" et "Anthropologie économique" du Dictionnaire de l'ethnologie et de l'Anthropologie édité par M. Izard et P. Bonte (Baré ; Chauveau). Ainsi encore d'une attention spécifique au problème de l'application en anthropologie et en sociologie, et à son inscription institutionnelle : des membres de l'équipe ont contribué pour l'un à fonder la première association internationale française d'anthropologie appliquée aux questions de développement, l'A.P.A.D., publiant un bulletin largement diffusé notamment en Afrique, pour l'autre le premier réseau inter-

organismes sur les applications de l'anthropologie en France dont la réflexion a fait l'objet d'un séminaire de l'Université de Paris X puis d'un livre collectif.

Cette réflexion méthodologique s'est encore portée sur l'intervention en milieu rural sur le plan des instruments statistiques et sur celui des problèmes de description sociologique de l'intervention elle-même.

- Perspective historique, analyses sectorielles, évaluation

Ces préoccupations de méthode se sont généralement inscrites dans une perspective historique parce que l'intervention économique publique s'inscrit toujours dans des processus historiques particuliers. Citons les reconstitutions sur la "longue durée" de politiques d'aide sectorielle en ce qui concerne la pêche industrielle au Sénégal, de la politique vivrière de Côte d'Ivoire, de "l'innovation" de la cacaoculture en Afrique de l'Ouest, de l'action de l'État en ce qui concerne les communautés de pêcheurs des lagunes ivoiriennes et du delta central du Niger ou la "filère-bois" en Côte d'Ivoire, de l'analyse sur les transformations du contexte politico-économique de l'Afrique de l'Ouest dû à l'imposition progressive des politiques d'ajustement structurel, de celle sur l'industrialisation de la Thaïlande et l'appel à ce que l'économie du développement retrouve la préoccupation de l'"histoire longue". Dans le domaine du "développement rural", dans la même optique, voir les premiers résultats publiés d'une enquête sur la réforme foncière dans un D.O.M. français, La Réunion.

- Intervention publique, évaluation

Dans le domaine de l'évaluation des dispositifs d'aide à la création de petites entreprises, l'équipe a produit l'un des premiers exemples d'observation anthropologique (par l'approche directe et orale des acteurs) du fonctionnement dans la durée d'une "ligne budgétaire". Toujours dans le domaine de l'évaluation, l'équipe a accueilli la première réflexion cadrant ce que peut bien être l'évaluation économique de l'action des ONG.

- Autres travaux spécifiques sur la description de l'intervention publique : modes de pensée et problème de la traduction

Ces travaux ont notamment porté sur les aspects idéologiques ou culturels de la pensée "développementaliste", notamment dans le cas de l'idéologie du "populisme bureaucratique" en matière de développement rural ou des schèmes de pensée à l'oeuvre dans les institutions financières.

Différents travaux ont également porté sur ce que l'on peut appeler l'interface linguistique propre à l'intervention économique publique. Ainsi des problèmes de traduction des concepts de base de l'économie politique ou de la vie démocratique, dans une langue autre que les grandes langues véhiculaires de la pensée économique et politique mondiale.

5.1.3. Développement et ajustement (GP 52D)

Les travaux menés au Cameroun et à Madagascar sont des travaux collectifs menés sur une période de 3 à 4 ans, consistant à explorer les éléments qui apparaissent les plus déterminants pour l'avenir à long terme de l'économie de ces pays ; ils débouchent sur l'élaboration de *scenarii* prospectifs produisant des simulations de politique économique. Ils impliquent à la fois la réalisation d'enquêtes statistiques de grande envergure sur les ménages urbains, les entreprises industrielles, la formation des prix et des taux de change, et la construction de modèles macro-économiques intégrant les différentes informations récoltées et permettant l'analyse des politiques. Ces opérations sont réalisées à chaque fois en étroite collaboration avec les Directions de la Statistique et les Ministères du Plan et de l'Économie des pays concernés, qui en sont les destinataires, au même titre que les bailleurs de fonds qui les financent. Le GP assure de cette manière une grande partie de sa mission de coopération et

de formation, et contribue à améliorer les systèmes statistiques, les capacités d'analyse et de gestion économique des pays.

Le contenu, la durée et les modalités de ces travaux constituent un compromis entre les objectifs de recherche, d'expertise, et de coopération qu'ils se sont assignés. Ils produisent des résultats empiriques originaux et robustes. Ce sont aussi des outils et des méthodes qui ont été transférées aux équipes locales et qui sont généralisables à d'autres pays, enquêtes, relevés de prix, modèles macro-économiques, que les membres du GP diffusent de différentes manières.

- Les perspectives de la croissance économique au Cameroun

Dans une première phase (1991-1992), il a été dressé un bilan macro-économique rétrospectif et dégagé des perspectives macro-économiques à l'horizon 1995. Ces travaux ont permis de mettre en évidence les caractéristiques de la croissance et les sources de blocages de l'économie camerounaise. De par les insuffisances des données statistiques, des points d'ombre importants subsistaient qu'une seconde phase d'opérations de terrain a cherché à éclaircir. Un nouveau système d'enquête (enquête 1-2-3) a été développé, permettant d'analyser en profondeur la situation de l'emploi à Yaoundé et de mesurer le secteur informel selon des critères compatibles avec la comptabilité nationale. La réédition d'une enquête sur l'emploi en 1994, après la dévaluation du F CFA, sous la supervision des seuls statisticiens camerounais, a permis d'étudier les stratégies d'ajustement des ménages face à la diminution des revenus. Des questions inédites, telle que la discrimination ethnique sur le marché du travail, ont été abordées.

En complément de l'enquête sur le secteur informel urbain, les conditions d'activité et la situation concurrentielle de l'industrie moderne ont été enquêtées grâce à la réalisation d'un recensement industriel national en 1992, comprenant des questions sur la concurrence et la compétitivité. Un patient travail de récupération des données du Recensement Industriel de 1983/84 a permis de constituer un large panel d'entreprises, chose très rare en Afrique où dans la plupart des pays il n'existe pas de Centrales des Bilans. Ce lourd travail statistique a débouché sur une connaissance approfondie des dynamiques industrielles pendant la crise. La concurrence des importations informelles en provenance du Nigeria ainsi que la compétitivité extérieure des produits camerounais ont pu être suivies à un niveau plus fin grâce à la mise sur pied d'observatoires transfrontaliers. L'étude du marché parallèle des changes a mis en évidence le caractère exogène du taux parallèle dont la dépréciation est davantage liée aux déséquilibres macro-économiques au Nigeria qu'aux échanges commerciaux bilatéraux entre les deux pays.

Deux modèles d'équilibre général calculable ont été élaborés. Le premier de ces modèles a servi à cerner le rôle du secteur informel urbain dans l'économie camerounaise. Le second a été destiné à l'étude de la dévaluation du franc CFA (il a été utilisé avant et après la décision). Le calage des deux modèles a grandement bénéficié des travaux d'enquête. Ainsi, l'ensemble de ces opérations fonde une nouvelle approche macro-économique alliant enquêtes de terrain et modélisation. Pour le Cameroun, elle a débouché sur des diagnostics de politique économique et des *scenarii* concernant les perspectives macro-économiques à l'horizon 1998. Depuis fin 1994, cette nouvelle approche connaît une seconde application à Madagascar, sur la base d'un programme de travail élargi aux questions agricoles.

- Une première phase d'enquêtes approfondies à Madagascar

Cinq opérations principales ont d'ores et déjà été réalisées :

. L'enquête 1-2-3 sur l'emploi et le secteur informel dans l'agglomération d'Antananarivo. Les trois phases de l'enquête sont terminées et les premiers résultats de chacune des phases sont publiés.

. Un recensement industriel national qui se penche notamment sur les perspectives de relance de l'offre productive, en particulier dans la zone franche, sur laquelle de nombreux espoirs sont portés. Un effort a été consenti pour assurer l'exhaustivité et la cohérence des données collectées. Actuellement, 750 entreprises ont répondu à ce recensement, les questionnaires sont saisis et l'analyse est en cours.

. Mise en place d'observatoires en zone rurale qui doivent permettre d'apprécier la capacité des différents types d'agriculture à Madagascar à réagir positivement à la politique de libéralisation en cours. Quatre problèmes-clefs seront ainsi explorés : réaction de l'agriculture de rente (vanille-café), intégration au marché de l'agriculture rizicole familiale des Hauts-Plateaux, évolution et diversification des grands périmètres irrigués, contraintes de l'enclavement. Une première série d'enquêtes dans quatre zones typiques de ces problèmes est terminée et les données sont en cours d'exploitation.

. Amélioration de la méthodologie de l'indice national des prix à la consommation : extension de la couverture aux six capitales provinciales et rénovation de la publication actuelle de l'indice tananarivien.

. Confection d'un modèle macro-économique agrégé de court-moyen terme, selon la maquette des modèles "PRESTO" mis en place depuis 1994 par la Caisse Française de Développement dans les pays de la Zone Franc.

- Travaux sur d'autres pays et travaux de synthèse

Une étude approfondie a été menée à propos des conséquences macro-économiques et en matière de migrations vers l'Europe de la signature des accords du GATT (Uruguay Round) et d'un accord de libre-échange avec l'Union Européenne par le Maroc et la Tunisie. Elle a impliqué la construction d'un modèle macro-économique pour le Maroc permettant d'étudier cette question. Elle se poursuit avec l'implication d'un chercheur dans un programme de séminaires techniques organisés par l'OCDE autour des questions du libre-échange et des migrations internationales.

On peut également citer, au titre de l'analyse comparative, un travail de bilan macro-économique sur le Ghana, pays présenté par la Banque Mondiale comme une réussite exemplaire en matière d'ajustement structurel. Dans le même ordre d'idées, citons également une série d'études sur les pays d'Afrique Australe et l'intégration régionale autour de l'Afrique du Sud. En préparation d'un programme collectif d'analyse de la compétitivité dans la zone franc qui démarre en 1996, une première étude a été réalisée concernant la compétitivité du facteur travail et le changement structurel dans les industries en développement sur la période 1980-1990.

Enfin, la rédaction de la lettre semestrielle de DIAL, "Dialogue" (4 numéros parus), la participation à la contribution de l'ORSTOM au Sommet Social de Copenhague et une évaluation approfondie d'un rapport de la Banque Mondiale sur l'Afrique ont été autant d'occasions d'effectuer des synthèses collectives sur des thèmes généraux et d'actualité, comme le bilan de l'ajustement structurel en Afrique, la dévaluation du F CFA, la pauvreté, la modélisation dans les pays en développement, les marchés du travail urbain.

5.1.4. Maîtrise de la sécurité alimentaire (GP 52E)

Dans les pays du Sud, la question de la pauvreté est indissociable de celle de l'alimentation. Elle a essentiellement été abordée en Amérique du Sud où J. Peltre-Wurtz et A. Franqueville ont identifié et analysé les réalités sociales qui se cachent derrière les normes nutritionnelles et budgétaires définies par les institutions internationales. Ils ont ainsi mis en lumière une réalité autrement préoccupante, mal connue des statistiques, celle de la précarité qui rend impossible tout projet, si limité soit-il. Cette approche qualitative et analytique montre, au delà de la vision réductrice des normes internationales, des réalités sociales et

humaines qui font qu'aucune dynamique de développement ne peut être espérée dans de telles conditions. Toujours dans ce souci de dépasser le caractère réducteur des normes, J. Laure a pour sa part élaboré et calculé pour plusieurs pays d'Amérique centrale un indice simple et pertinent : le pouvoir d'achat en termes réels du salaire minimum garanti. Cet indicateur qui exprime le temps de travail nécessaire pour l'obtention de différents types de calories, facilite les comparaisons internationales en éliminant l'impact des facteurs monétaires. Cette approche a permis de constater que, dans de nombreux cas, le SMIG ne pouvait permettre la survie des individus dans des conditions acceptables de santé. Ces travaux ont été utilisés par plusieurs gouvernements d'Amérique Centrale pour la revalorisation du SMIG. Dans le *Projet de déclaration de principe et plan d'action*, document de travail de sa 21^{ème} session (29 janvier- 2 février 1996), le Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale met l'accent sur cette nécessité de "fixer une norme salariale minimum qui garantisse... des revenus suffisants pour acheter des produits de première nécessité" (point 41).

Au delà de l'approche historique des famines, telle qu'elle a pu être menée par M. Chastanet en Afrique sahélienne, ces études de la pauvreté bousculent le schéma qui attribuerait à la seule augmentation des productions vivrières la solution des problèmes alimentaires. Ainsi que le souligne D. Kermel-Torres dans ses travaux sur l'Asie, en témoigne la situation des pays exportateurs de produits alimentaires (Thaïlande) ou autosuffisants (Inde, Indonésie, Philippines) dans lesquels sous-alimentation et malnutrition touchent toujours une partie de la population. Que la "révolution verte" des agronomes n'ait pas réussi à éradiquer la sous-alimentation montre bien que la question alimentaire dépasse la seule question de la production. On ne peut ici que reprendre le diagnostic de J. Roch lorsqu'il rappelle que l'attention trop exclusive portée aux situations exceptionnelles de famine tend à faire oublier les situations ordinaires de malnutrition qui demeurent les plus meurtrières. La faim, en ces années 90, est bien un "fléau social".

Cette vulnérabilité ordinaire, permanente, de certaines populations s'explique par la conjonction de facteurs multiples que l'on ne relie pas toujours de manière explicite à la question alimentaire. Dans un contexte d'ajustement structurel et de libéralisation mondiale, les États peuvent de moins en moins intervenir de manière directe pour garantir la sécurité alimentaire. Ainsi que l'ont montré F. Akindès et J.-L. Chaléard en Côte d'Ivoire, face à un Marché de plus en plus prégnant, les individus et les groupes mettent en place des processus de régulation adaptés et souvent originaux. L'observation systématique de ces processus d'adaptation à la crise a été mise en oeuvre au Cameroun par G. Courade et J.-L. Dubois dans le cadre du réseau d'Observatoires du Changement et de l'Innovation sociale au Cameroun (programme OCISCA). Ce sont ainsi toutes les micro-adaptations sociales, économiques et culturelles qui sont suivies au jour le jour, micro-adaptations dont la sommation génère des dynamiques socio-économiques puissantes que les approches classiques ne peuvent laisser supposer. Dans ce cadre libéral d'ajustement par le marché, les études des coûts de production des produits vivriers et des filières de commercialisation, telles qu'elles ont été menées par J.-P. Minvielle au Togo et dans les pays du Sahel, permettent de cerner les dynamiques économiques et de fournir certaines informations utiles pour la prise de décision et la gestion des politiques alimentaires.

Cette question est au coeur de la problématique du GP MSA, orientée vers la connaissance pour l'action, ce qui est clairement manifesté par le terme de "maîtrise" que l'on trouve dans son intitulé. Les recherches sur la transcription des connaissances acquises en informations utilisables par des décideurs pour les besoins du développement, ainsi que sur les modalités de leur communication dans les conditions locales réelles, ont été effectuées par J.-P. Minvielle sur la question des "systèmes d'informations" et par G. Courade et J.-L. Dubois sur celle des "observatoires". Depuis 1986, ces recherches ont fait l'objet de plusieurs réalisations en Afrique, menées en coopération avec des institutions nationales des pays hôtes, des coopérations bilatérales et des organisations internationales. Ces travaux ont permis la conception et la réalisation du système informatisé EMA (Études des Marchés Agricoles), commercialisé sous licence ORSTOM par la société IXEL de 1988 à 1993 et qui devrait être édité et distribué par la FAO à partir de 1996 dans sa version Windows.

5.2. Perspectives d'évolution

5.2.1. Entreprises, politiques publiques, marchés

Les convergences thématiques et méthodologiques des recherches réalisées au sein des GP 52A (Industrialisation) et 52B (Secteur informel, emploi, formation, revenu) avaient conduit les chercheurs et responsables de ces deux GP à envisager un rapprochement permettant de renforcer les complémentarités. Ce projet, conforme aux recommandations de la Commission d'audit du Département, est devenu réalité le 01/01/96 avec la création du GP "*Entreprises, politiques publiques, marchés*", fusionnant les deux anciens GP dans un nouveau groupe de recherche bénéficiant ainsi d'une assise plus forte et d'une meilleure cohérence scientifique. Cette fusion s'inscrit dans la continuité en ce sens que les thèmes de l'entreprise et de l'entrepreneuriat en demeurent le fil conducteur, mais elle marque également un changement par l'attention portée à l'environnement institutionnel et dans la prise en compte plus forte des contextes de transition à l'économie de marché qui façonnent les transformations étudiées.

Il s'agit en effet d'étudier les milieux entrepreneuriaux et les entreprises - qu'elles relèvent du secteur moderne ou de l'économie dite informelle - dans l'ensemble de leurs fonctions économiques et sociales, c'est à dire, selon l'angle d'attaque, à la fois comme des unités de base constitutives des systèmes productifs, comme des entités combinant des facteurs de production et créatrices d'emplois et de revenus et comme des vecteurs essentiels de la transformation sociale. Les recherches menées dans ce GP vont s'organiser ainsi selon trois axes problématiques :

- *Entreprises et politiques publiques.* L'action publique a changé de nature dans la plupart des pays du Sud sous l'impact de la vague libérale et de l'insertion croissante dans l'économie mondiale. Ceci se traduit notamment par des conceptions renouvelées de la gestion macro-économique - passage d'un l'Etat-entrepreneur à des actions indirectes d'ordre environnemental qui se veulent plus incitatives pour l'entrepreneuriat privé - et par une prise en compte plus forte des enjeux internationaux. Il s'agit alors de faire la part des attentes et des réalités de ces nouvelles politiques en explicitant les modèles de référence, en analysant les dispositifs et procédures, en évaluant avec précision les effets et en étudiant les comportements en retour des agents économiques objets de ces programmes.

- *Entreprises, marchés et Marché.* Le couplage dorénavant généralisé entre processus de développement et transition à l'économie de Marché se traduit par des déréglementations et une restauration des mécanismes du libre échange censés imprimer de nouveaux modes de régulation des systèmes productifs nationaux. Quelles en sont les conséquences sur les comportements entrepreneuriaux, sur le fonctionnement des entreprises modernes, sur la dynamique du secteur informel, sur l'emploi et les revenus ? Quelle place reste-t-il aux modes de régulations, ni étatiques, ni concurrentiels, mais basés sur la relation sociale, sur les solidarités et les communautés d'appartenance ? La réponse à ces questions d'une grande actualité sur la prégnance effective de l'économie marchande passe par l'approfondissement des connaissances sur des marchés particuliers, notamment les marchés des produits dans diverses filières d'activités (opérateurs, concurrence, compétitivité interne et externe, ouverture, etc.) et les marchés des facteurs de production: travail (types d'emplois, mécanismes d'accès, fluidité et segmentation, modes de création et d'affectation des revenus), capital (offre/demande, réseaux de mobilisation, rémunération).

- *Entreprises, entrepreneurs, rapports sociaux.* L'entreprise, agent économique, est également une réalité sociale, lieu et amplificateur de la "modernité". Faisant l'hypothèse de différences nationales significatives (l'entreprise comme produit d'une société), l'objectif est d'étudier les déterminants sociaux du fonctionnement des entreprises, révélateurs de combinaisons spécifiques entre des impératifs universels d'efficacité et des systèmes de normes, règles, relations propres à chaque situation locale. Selon la même optique, qui vise à faire la part de ce qui serait loi et de ce qui serait adaptation, il s'agit d'analyser la formation des identités collectives en rapport avec les cultures professionnelles (rapports sociaux dans et hors

l'entreprise) et de développer une sociologie des entrepreneurs nationaux : origines, réseaux, relations à l'appareil politico-administratif, etc.

Compte tenu des transformations internes actuelles de l'ORSTOM ce groupe de recherche va intégrer à partir du 01/01/97 le "nouveau grand programme" Privé, public : opérateurs et interactions.

Ce GP s'est adjoint depuis le 01/01/96 Pascal Labazée, socio-économiste membre auparavant de l'UR 55. Affecté à Abidjan dans le cadre de l'ENSEA il s'est inséré dans l'équipe qui travaille sur les entreprises (3.1.2.) et étudie "Les entreprises et les entrepreneurs en Côte d'Ivoire face aux marchés du travail et du capital : accès et emploi des facteurs de production en période de crise et d'ajustement structurel". L'équipe ivoirienne devrait prochainement s'agrandir : une demande d'AR auprès du MENESR a été déposée et il est envisagé d'accueillir deux ou trois CSN dont le choix est en cours. Inversement B. Contamin va nous quitter et réintégrer l'université à compter du 01/09/96 après six années de direction et de recherche à Petit-Bassam.

En Asie du Sud-Est il convient de noter d'une part le séjour d'un an (janvier 96 - janvier 97) de J.-Y. Weigel au Vietnam, d'autre part le retour en France en avril 1996 d'I. Vagneron pour rédiger sa thèse sur la Thaïlande.

Un allocataire de recherche ORSTOM de l'université de Dakar, Alain Akanni économiste, va être quant à lui accueilli dans le cadre de ce GP quelques mois (du 01/09 au 31/12/96) au LSS à Bondy pour terminer sa thèse sur le thème "Culture d'entreprise et performances : le cas du Sénégal". A l'opposé un étudiant sénégalais (Bonko Sagna, économiste) va bénéficier à partir du 1er septembre d'une AR ORSTOM d'un an dans son pays afin de commencer sa thèse qui concerne "L'impact des investissements directs étrangers sur l'emploi : les cas de la France et du Sénégal".

5.2.2. Intervention économique et changement social

Le grand programme "institutions et pratiques de développement" a changé de nom depuis le 1er janvier. Il s'intitule désormais "*Intervention économique et changement social*". Il va lui aussi faire partie à compter du 01/01/97 du "nouveau GP" Privé, public : opérateurs et interactions. D'ici là il aura élaboré un livre collectif concernant la description de l'intervention économique.

Ce GP a intégré depuis le 01/01/96 Emmanuel Fauroux, sociologue ancien membre de l'UR 51. Affecté à Bordeaux à l'UMR Regards il y étudie par missions "Les politiques de protection de l'environnement et leur impact sur les dynamiques sociales dans l'ouest de Madagascar".

Un AR ORSTOM Burkinabè (Kassoum Saouadogo) est accueilli au LEA à Montpellier pour une période de 6 mois afin d'y rédiger sa thèse sur "Le projet de développement comme arène de luttes et de stratégies : le cas du périmètre irrigué de la vallée du Kou". M.-S. Sanda (AR ORSTOM) a quitté le Niger pour rédiger également sa thèse à Montpellier de janvier à juin. Un troisième doctorant (Atiyihwé Awesso, anthropologue) va également bénéficier à partir du 1er juillet de 6 mois d'allocation ORSTOM pour rédaction de thèse dans le cadre de l'EHESS Marseille sur le thème "Paysannerie, politiques et modèles coopératifs à Atchangdada au Togo. Réactions paysannes, changement social local". J.-Cl. Nguingui à Pointe-Noire vient d'obtenir quant à lui à partir du 1er juillet une troisième et dernière année de contrat d'association pour mettre en oeuvre son programme de recherche sur la "socio-anthropologie des interventions publiques dans le secteur de la protection et de la conservation des ressources naturelles dans la région du Kouilou (Congo)". Enfin toute cette équipe animée par J.-P. Chauveau va aussi accueillir pendant trois mois à partir du 1er septembre au LEA à Montpellier pour un séjour scientifique de haut niveau Mr Abdou Daïm

Dia, anthropologue, afin qu'il valorise ses enquêtes de terrain sur la pêche artisanale céphalopodière en Mauritanie.

Y. Fauré quittera le Burkina en octobre et sera alors affecté à l'UMR Regards à Bordeaux pour y poursuivre ses travaux sur ce pays. De plus c'est lui qui est le coordonnateur du nouveau GP "Privé, public : opérateurs et interactions". Il assure également la coresponsabilité (en particulier avec A. Piveteau) de l'organisation du colloque international ONG et développement : du Nord aux Suds" (UMR Regards, Bordeaux, 28-30 novembre 1996).

Enfin l'équipe qui est en Thaïlande (3.3.6.) poursuit comme prévu son travail sur le terrain jusqu'au troisième trimestre 1997, Ph. Schar ayant obtenu une troisième année d'accueil expatriation. Deux partenaires thaïs d'A. Mounier (Mmes S. Siwarom, historienne, et S. Chaytawee, sociologue) ont pu bénéficier en avril et mai d'un accueil courte durée en France. P. Guiguet a demandé à bénéficier d'une troisième année d'AR du MENESR afin d'avoir la possibilité de poursuivre son travail de thèse dans ce pays.

5.2.3. Développement et ajustement

Le grand programme "Développement et ajustement" poursuit ses activités avec essentiellement deux pôles : le GIS DIAL à Paris et le programme MADIO à Madagascar. Après deux années d'existence ce dernier est prolongé actuellement pour une troisième année, soit jusqu'en juillet 1997 ; il est envisagé ensuite une dernière prolongation, celle-ci de 18 mois, le programme devant se terminer fin 1998. MADIO a accueilli depuis janvier 1996 une AR ORSTOM Mlle Hanitrinala qui démarre une thèse sur le thème "Environnement économique, politique, social et crise agricole dans les hauts plateaux à Madagascar" et concernant surtout le riz. Une autre allocataire ORSTOM, Mlle Fitiavana Andriamiarisoa, économiste, doit rejoindre également cette équipe début septembre afin d'étudier "La restructuration de la filière café à Madagascar et les stratégies des producteurs paysans". Il est envisagé également de prendre un ou deux autres allocataires économistes malgaches en fin d'année. Enfin une demande d'AR du MENESR fléchée ORSTOM a également été déposée avec comme laboratoire d'accueil le programme MADIO.

Ce GP devrait s'intégrer dans le nouveau grand programme "Les politiques économiques et leurs dimensions sociales" dont le coordonnateur est Denis Cogneau.

5.2.4. Maîtrise de la sécurité alimentaire

Le GP Maîtrise de la sécurité alimentaire va lancer en juillet un nouveau programme sur "Les stratégies de sécurisation alimentaire en milieu rural et urbain dans le centre de la Côte d'Ivoire" ; P. Janin va être affecté à Bouaké pour le mettre en oeuvre avec J.-L. Chaléard (Paris I), F. Akindès (université de Bouaké), Y. Affou économiste (GIDIS-CI), P.S. Ndaw agro-économiste (CIRES) et l'appui technique et méthodologique de M. Piron (ORSTOM Petit Bassam) et T. Robert (Petit Bassam). Ce dernier est depuis janvier en Côte d'Ivoire comme CSN à mi-temps au titre de la MTI (développement d'un serveur Web), l'autre mi-temps étant consacré à un appui statistique et informatique à différents programmes, en particulier à celui que va coordonner P. Janin en partenariat avec l'université de Bouaké.

Le programme OCISCA va évoluer en 1996 compte tenu du départ de J.-L. Dubois qui rentre en France en août. Les partenaires camerounais vont s'organiser en conséquence avec l'appui scientifique par missions de G. Courade et J.-L. Dubois et un certain appui matériel de l'ORSTOM. La mise en place de cette nouvelle étape pourra s'inspirer des recommandations émises par la Commission des sciences sociales dans son rapport d'évaluation concernant OCISCA. Th. Weiss, ancien AR MENESR du projet OCISCA, a soutenu en juin sa thèse de géographie sur "Les migrations nigérianes dans le Sud-Ouest du Cameroun". Un partenaire camerounais, J. Tamché, statisticien, va être accueilli en France

(contrat formation-insertion) à partir du 15 octobre pour un an afin de préparer un DEA ou un DESS. Enfin deux anciens CSN (puis AR ORSTOM pour le 1er) d'OCISCA (G. Séraphin et X. Durang) ont déposé des demandes d'AR du MENESR fléchées ORSTOM pour poursuivre sous la forme d'une thèse le travail qu'ils ont entrepris au Cameroun.

En Indonésie I. Antunes a demandé pour continuer sa thèse à bénéficier d'une troisième année d'AR MENESR. L. Vuichard quant à lui a déposé un dossier pour une AR du MENESR fléchée ORSTOM afin de continuer en vue d'une thèse le travail commencé en tant que CSN puis allocataire ORSTOM.

6. Annexes

6.1. Ressources humaines

6.1.1. Personnes bénéficiant soit d'un statut ORSTOM, soit de crédits en provenance de l'UR

Nom, Prénom	Grade/Statut	Discipline	Affectation	Arrivée/Dép.
Valette Alain	DR 2	économie	Bordeaux (UMR)	
Contamin Bernard	Ac. Plein	économie	Abidjan (ORSTOM P-B)	
Bazin Laurent	associé	anthropologie	Bondy (ORSTOM-LSS)	
Chevassu Jean-Marie	CR 1	économie	Abidjan (ORSTOM P-B)	
Labazée Pascal	CR 1	économie	Abidjan (ENSEA)	A.01/01/96
Cosnard Maïté	AR MESR	économie	Rennes (CERETIM)	D.31/08/95
Simon Jean-Christophe	CR 1	économie	Grenoble (IREPD)	
Selim Monique	CR 1	anthropologie	Paris (EHESS-ERAUI)	
Oudin Xavier	CR 1	économie	Hanoi (CEPRH)	
Henaff Nolwen	CR 2	économie	Hanoi (CEPRH)	
Vagneron Isabelle	AR MESR	économie	Bangkok (CUSRI)	D.31/03/96
Thieu Nguyen Van (+)	ACD	économie	Bondy (ORSTOM-LSS)	20/02-19/04/95
Dai Nguyen Van	ACD	économie	Bondy (ORSTOM-LSS)	20/02-19/04/95
Weigel Jean-Yves	CR 1	économie	Cantho (université)	
Phuong Nguyen Thanh	ACD	économie	Bondy (ORSTOM-LSS)	04/04-03/07/95
Jomni Sofia	AR MESR	économie	Tunis (CREDIF)	A.15/05/95
Baré Jean-François	DR 2	anthropologie	Bordeaux (UMR)	
Fauroux Emmanuel	DR 2	sociologie	Bordeaux (UMR)	A.01/01/96
Chauveau Jean-Pierre	DR 2	sociologie	Montpellier (ORSTOM-LEA)	
Nguingui Jean-Claude	AR ORSTOM	sociologie	Montpellier (ORSTOM-LEA)	D.31/07/95
Sanda Maman-Sani	AR ORSTOM	anthropologie	Montpellier (ORSTOM-LEA)	D.30/06/96
Saouadogo Kassoum	AR ORSTOM	anthropologie	Montpellier (ORSTOM-LEA)	01/11/95-30/04/96
Chastanet Monique	CR 1	histoire	Paris (C.R.A.)	
Fauré Yves-André	DR 2	socio-économie	Ouagadougou (ORSTOM)	
Bationo Begnadehi Cl.	AR ORSTOM	économie	Ouagadougou (ORSTOM)	
Piveteau Alain	associé	économie	Bordeaux (UMR)	
Diallo Asséta	AR ORSTOM	économie	Ouagadougou (ORSTOM)	D.31/08/95
Verdeaux François	CR 1	anthropologie	Paris (ORSTOM-MNHN)	
Kermel-Torrès Doryane	CR 1	géographie	Bangkok (université)	
Mounier Alain	Ac. Plein	économie	Bangkok (université)	
Schar Philippe	Ac. Expatria.	géographie	Bangkok (université)	
Andrianasolo Haja	INE 2	télé-détection	Bangkok (AIT)	
Guiguet Patricia	AR MESR	économie	Bangkok (université)	A.02/09/95
Bonnefond Philippe	DR 2	économie	Bondy (ORSTOM-LSS)	
Phélinas Pascale	CR 1	économie	Bondy (ORSTOM-LSS)	
Richard Jacques	CR 1	géographie	Paris (CIRAD)	
Herrera Javier	CR 2	économie	Paris (DIAL)	
Moisseron Jean-Yves	CR 2	économie	Paris (DIAL)	A.01/09/95
Cogneau Denis	CR 1	économie	Paris (DIAL)	
Roubaud François	CR 1	économie	Tananarive (INSTAT)	
Droy Isabelle	CR 1	géographie	Tananarive (INSTAT)	
Pesneaud François	Ac. Expatria.	géographie	Tananarive (INSTAT)	A.12/10/95
Razafindrakoto Mireille	AR ORSTOM	économie	Tananarive (INSTAT)	
Hanitrinala (+)	AR ORSTOM	économie	Tananarive (INSTAT)	15/01/96-18/08/96

Nom, Prénom	Grade/Statut	Discipline	Affectation	Arrivée/Dép.
Minvielle Jean-Paul	CR 1	économie	Paris (SOLAGRAL)	
Roch Jean	CR 1	économie	Jakarta (PELFISH)	
Vuichard Luc	CSN	économie	Jakarta (PELFISH)	A.01/05/95
Antunes Isabelle	AR MESR	géographie	Jakarta (PELFISH)	
Franqueville André	DR 2	géographie	Paris (ORSTOM-SUD)	
Laure Joseph	INR 1	économie-nutrition	Bondy (ORSTOM-LSS)	
Peltre-Wurtz Jacqueline	DR 2	géographie	Bondy (ORSTOM-LSS)	
Janin Pierre	CR 2	géographie	Bondy (ORSTOM-LSS)	A.01/09/95
Chaléard Jean-Louis	Associé	géographie	Paris I (université)	
Akindès Francis	Contrat d'assoc.	socio-économie	Bouaké (université)	
Robert Timothée	CSN	économie	Abidjan (ORSTOM P-B)	A.16/01/96
Sanfo Mamadou	AR ORSTOM	géographie	Bondy (ORSTOM-LSS)	D.31/12/95
Courade Georges	DR 2	géographie	Paris (IEDES-CECOD)	
Grangeret-Owona I.	Associée	agronomie	Yaoundé (OCISCA)	
Alary Véronique	AR MESR	agro-économie	Bondy (ORSTOM-LSS)	
Weiss Thomas	Associé	géographie	Bondy (ORSTOM-LSS)	D.30/06/96
Simeu Kamdem Michel	Contrat d'assoc.	géographie	Yaoundé (INC/OCISCA)	D.30/06/95
Ndembou Samuel	Contrat d'assoc.	géographie	Yaoundé (INC/OCISCA)	
Fouda-Moulende Thérèse	Contrat d'assoc.	économie	Dschang (Université/OCISCA)	
Foko Emmanuel	Contrat d'assoc.	économie	Dschang (Université/OCISCA)	A.01/07/95
Moungam A Mbassa	Contrat d'assoc.	économie	Dschang (Université/OCISCA)	A.01/07/95
Bopda Athanase	ACD	géographie	Bondy (ORSTOM-LSS)	08/09/95-09/03/96
Hatcheu Emil	CFI	géographie	Paris (IEDES)	08/10/95-31/07/96
Dubois Jean-Luc	CR 1	économie	Yaoundé (ORSTOM/OCISCA)	
Piron Marie	INE 2	statistique	Abidjan (ORSTOM P-B)	
Trani Jean-François	AR ORSTOM	économie	Bondy (ORSTOM-LSS)	D.31/12/95
Séraphin Gilles	CSN	sociologie	Douala (ORSTOM/OCISCA)	
Durang Xavier	CSN	géographie	Yaoundé (ORSTOM/OCISCA)	D.30/04/96

6.1.2. Autres partenaires et associés

- GP 52A

Kanvally Diomandé, économiste, CIRES, Abidjan

- GP 52B

Charmes Jacques, économiste, ORSTOM, Paris

- GP 52C

Awesso Atiyihwé, anthropologue, EHESS, Marseille

Couty Philippe, économiste, Paris

Geslin Philippe, ethnologue, Bordeaux

Koné Mariatou, sociologue, EHESS, Marseille

Robineau Claude, anthro-économiste, Bordeaux

- GP 52D

Rakotomanana Faly, statisticien-économiste, INSTAT, Antananarivo

Ramarohetra José, statisticien-économiste, INSTAT, Antananarivo

Ramilison Eric, statisticien-économiste, Antananarivo

Randrianarison Jean-Gabriel, statisticien-économiste, INSTAT, Antananarivo

Rasolo Patrick, économiste, Antananarivo

Ratovoarinony Raphaël, économiste, Antananarivo

Ravelosoa Rachel, statisticien-économiste, Antananarivo

Razanamavo Voahirana, historienne, Antananarivo

- GP 52E

Bopda Athanase, géographe, INC, Yaoundé

Fotsing Jean-Marie, géographe, université de Yaoundé

Guimapi Chantal, sociologue, CEPED, Paris

Lairez Thierry, math-statisticien, Ministère de la Coopération, Ndjamena

Mbarga Bernadette, statisticienne, Yaoundé

Moby Etia Paul, géographe, Ministère de la Recherche, Yaoundé

6.2. Moyens financiers 1995

6.2.1. Financements en provenance de l'UR

- Chapitre 690 : 961 KF
soit 19 220 F/personne
- Chapitre 644 : 220 KF
- Ventilation du budget (en KF) :

GP	690	644	TOTAL
52A	118	24	142 (12,0%)
52B	107	24	131 (11,1%)
52C	258	72	330 (27,9%)
52D	114	25	139 (11,8%)
52E	267	55	322 (27,3%)
Réserve UR	97	20	117 (9,9%)
TOTAL	961 (81,4%)	220 (18,6%)	1181 (100%)

Finalement cela représente au total 23 620 F par personne financée.

6.2.2. Autres financements

- ORSTOM
 - . CS6 : 1 500 F (participation à un colloque)
 - . SUD : 54 000 F (Thaïlande)
50 000 F (OCISCA)
 - . SUD + DISC : 60 000 F (organisation d'un séminaire à Hanoi)
 - . SRE : 14 400 F (divers)
8 500 F (OCISCA/stagiaires)
5 000 F (formation)
 - . ACP ORSTOM-CNRS : 55 000 F (les courtiers de développement)
 - . ORSTOM : 25 000 F (aide au réseau APAD)
 - . Contrats d'association : 172 500 F dont OCISCA (137 500 F) et côte d'Ivoire (35 000 F)
- Non ORSTOM
 - . France :
 - Ministère de la Coopération : 193 000 F (MADIO)
 - FAC (crédits décentralisés) : 65 000 F (OCISCA)
 - FAC (convention 350) : 240 000 F (OCISCA)
 - CFD (convention 2062) : 115 000 F (OCISCA/filière manioc)
 - MAE (convention 685) : 52 800 F (Vietnam sud)
 - MAE : 50 000 F (Thaïlande/téledétection)
 - MENESR (convention 119) : 44 000 F (OCISCA/ADOC)

MENESR (convention 354) : 6 000 F (Burkina Faso)
ACP ORSTOM-CNRS (convention 704) : 51 000 F (Thaïlande)
IEP : 3 400 F (participation à un séminaire)

. Autres :

AUPELF-UREF (convention 715) : 7 000 F (réseau transition démographique en Asie du Sud-Est)

UE-DG8 : 1 000 000 F (MADIO)

UE-DG12 : énergies renouvelables et développement au sahel

FED (convention 554) : 60 000 F (OCISCA/Stabex)

FAO : 40 000 F (Appropriation d'innovation et exclusion de groupes vulnérables dans les projets participatifs de développement rural en Afrique de l'Ouest : atelier et rapport).

Certains chercheurs bénéficient d'autres financements dont nous n'avons pas connaissance ou qu'il n'a pas été possible de chiffrer. En particulier les financements de DIAL dont certains chercheurs bénéficient (GP 52D) ne sont pas ici mentionnés.

6.3. Moyens matériels ORSTOM disponibles en 1995

- Micro-ordinateurs : 36
- Imprimantes : 23
- Logiciels
- Onduleur : 1
- Modem : 1
- Magnétophones : 4
- Fax : 1
- Photocopieur : 1

6.4. Diffusion dans le monde scientifique, participation aux manifestations scientifiques et initiatives en la matière (cf. synthèse en 4.1.)

- Co-responsable de l'action concertée CNRS-ORSTOM "Sciences sociales et développement" (A. Valette).
- Participation à des comités de lecture pour le comité des éditions de l'ORSTOM et pour les revues Cahiers des Sciences Humaines, Politique Africaine et Bulletin de l'IFEA (A. Valette).
- Communications au séminaire de recherche "État, acteur du développement" de l'UMR REGARDS (A. Valette, J.-F. Baré, J.-P. Chauveau).
- Colloque international CNRS-CIRAD "Quel avenir pour les rizicultures de l'Afrique de l'Ouest ?", Bordeaux, UMR REGARDS, 4-7/04/95. Allocation d'ouverture par A. Valette. Communications (A. Piveteau, P. Phélinas, J.-L. Chaléard). Rapporteur d'une séance (J.-L. Chaléard).
- Animation scientifique du centre ORSTOM de Petit Bassam et du GIDIS-CI (B. Contamin et J. Chevassu directeurs successifs de centre et membres du comité de pilotage).
- Communications au séminaire mensuel du CIRES (B. Contamin, J. Chevassu).
- Participation au séminaire national sur "l'observatoire ivoirien de l'emploi, des métiers et de la formation", BIT, AGEPE (Ministère de l'emploi et de la fonction publique), Abidjan, septembre 1995 (J. Chevassu, M. Piron).

- Participation au séminaire sur "le rôle du patronat dans le processus de développement du secteur privé dans la sous-région" organisé par la fondation F. Naumann, Abidjan, déc. 1995 (J. Chevassu).
- Communication aux 4^es journées scientifiques "Entreprises et dynamique de croissance" du réseau entrepreneuriat de l'AUPELF-UREF, Orléans, 26-28/04/95 (M. Cosnard).
- Président de session et rapporteur au séminaire international "Asian entrepreneurs in comparative perspectives. Comparative experiences of Asian and European entrepreneurs : some lessons from recent history", CASA, Université d'Amsterdam, octobre 1995 (J.-C. Simon).
- Communication au colloque international sur l'économie chinoise, IDREC, CERDI, Clermont Ferrand, novembre 1995 (J.-C. Simon).
- Membre du comité de rédaction du Bulletin Asies Recherches (Centre Asie, IREPD-CNRS) (J.-C. Simon).
- Membre actif de l'AFRASE (J.-C. Simon).
- Communication au séminaire Jeudisby, ORSTOM, Bondy, 1995 (M. Selim).
- Communication au séminaire animé par G. Althabe, EHESS, Paris (M. Selim).
- Animation d'une demi-journée de l'association française d'anthropologie en hommage à N. Echard, consacrée aux "Enjeux du religieux" (M. Selim).
- Communication au colloque "Contrats and contradictions in organization", Istanbul, 1995 (M. Selim).
- Communication au colloque international de sociologie, Rome, 1995 (M. Selim).
- Organisation du séminaire international sur "L'impact des transformations économiques sur le développement des ressources humaines, l'emploi et le secteur informel au Viet Nam et en Asie du Sud-Est", ORSTOM-MOLISA, Hanoï, 15-17/11/95 (X. Oudin, N. Henaff ainsi que J.-Y. Martin), communications de X. Oudin, N. Henaff, I. Vagneron, A. Mounier, J. Charmes.
- Participation au séminaire Euroviet "Sources et approches du Vietnam", Aix en Provence, 1995 (N. Henaff).
- Responsable du réseau AUPELF-UREF "Transition démographique et participation des ressources humaines au développement en Asie du Sud-Est" (X. Oudin).
- Organisation de la journée des économistes de l'ORSTOM sur "L'économie des ressources renouvelables : enjeux, limites et perspectives", Paris, 28/09/95 (J.-Y. Weigel). Participation d'économistes de l'UR.
- Communication et animation d'une session au colloque sur "le plan directeur de l'aquaculture de Tunisie", Ministère du développement rural, Département des pêches de la FAO, Hammamet, 6-8/01/95 (J.-Y. Weigel).
- Communication invitée au séminaire du réseau SELAM (Socio-Economic and Legal aspects for Aquaculture in the Mediterranean), Montpellier, 17-19 mai 1995 (J.-Y. Weigel).
- Communication à la V^e conférence de l'IASCP, Bodö (Norvège), 24-28 mai 1995 (J.-Y. Weigel).

- Communications au séminaire SOSEKIMA, projet PELFISH, ORSTOM-UE, Sémarang, 4-7/12/95 (J.-Y. Weigel, J. Roch, L. Vuichard, F. Akindès).
- Rapporteur de l'atelier de travail "Temps mesuré, temps vécu" lors du 2è forum des femmes de la Méditerranée, réunion préparatoire à la conférence de Pékin, Tunis, 2-4/06/95 (S. Jomni).
- Participation à la 5è rencontre "Jeunes et entreprises", Tunis, 6-7/07/95 (S. Jomni).
- Participation au séminaire sur "Les orientations d'un plan d'action pour la promotion des activités féminines dans les quartiers pauvres", Tunis, 11-12/07/95 (S. Jomni).
- Participation au colloque "Petites entreprises agroalimentaires. Organisations, caractéristiques et diversités", CIRAD-SAR, Montpellier, 19-20/10/95 (S. Jomni). Communication (F. Akindès).
- Participation au colloque "Le potentiel économique des femmes", CREDIF-MDE, Tunis, 14/11/95 (S. Jomni).
- Commentaire d'un livre au séminaire "Bouquins", UMR REGARDS-CEAN/IEP, Bordeaux, mai 1995 (J.-F. Baré).
- Membre des comités de rédaction des Cahiers d'Études Africaines et de la collection ORSTOM "A travers champs" (J.-P. Chauveau).
- Secrétaire général de l'APAD (J.-P. Chauveau).
- Coresponsable de l'ACP ORSTOM-CNRS "Les courtiers de développement". Organisation de l'atelier final, Marseille, mai 1995 (J.-P. Chauveau).
- Correspondant de l'équipe "Études du foncier au Mali" pour Aire-Développement (J.-P. Chauveau).
- Organisation de l'atelier FAO-APAD "Appropriation d'innovations et exclusion de groupes vulnérables dans les projets participatifs de développement rural en Afrique de l'Ouest", Marseille, mai 1995 (J.-P. Chauveau).
- Organisation et communications aux journées du LEA (ORSTOM) "Innovation et stratégies des producteurs", Montpellier, octobre 1995 (J.-P. Chauveau).
- Communication au séminaire "Dynamique des systèmes agraires : cadrages, objets, démarches, terrains : quoi de neuf ?", CEA-ORSTOM, Paris (J.-P. Chauveau, J.-L. Chaléard). Participation (J. Peltre).
- Communication au séminaire du CIRAD "Fertilité du milieu et stratégies paysannes", Montpellier, 1995 (J.-P. Chauveau).
- Participation au groupe de travail sur "la durabilité", ORSTOM-MAA, Montpellier, 21-22/12/95 (J.-Cl. Nguinguiri).
- Coordination du groupe de recherche sur "Mondes ruraux et environnement", Laboratoire CNRS ERS 91, équipe Paris I, 1995 (M. Chastanet).
- Membre du comité de lecture du Journal d'agriculture traditionnelle et de botanique appliquée (M. Chastanet).
- Participation au colloque national du "plan stratégique de la recherche scientifique" et co-rédacteur d'un document préparatoire, Ouagadougou, 13-18/02/95 (Y. Fauré).

- Exposé introductif aux journées de l'UMR REGARDS sur l'entrepreneuriat, Bordeaux, 21-22/09/95 (Y. Fauré).
- Participation au séminaire du programme "Land in the thai society : rural land operations", Kasetsart university-CUSRI-Ford Foundation, Bangkok, 18-20/01/95 (D. Kermel).
- Participation au DORAS Day, Kasetsart university-ORSTOM-CIRAD, Bangkok, 4 avril 1995 (D. Kermel, Ph. Schar).
- Communications au séminaire de Royaumont, 9-11/01/1995, "Le développement peut-il être social ? Pauvreté, chômage, exclusion dans les pays du Sud", ORSTOM-MAE (préparation du sommet mondial sur le développement social, Copenhague, 6-12/03/1995) et participation à la table ronde de Paris, 12/01/95 (J. Charmes, A. Mounier, G. Courade, J.-L. Dubois, J.-P. Chauveau, X. Oudin, F. Roubaud).
- Communication à la conférence "Management of social transformation in Asia", UNESCO, Bangkok, 21-24 novembre 1994 (A. Mounier).
- Participation au séminaire mensuel de recherche du LSS, ORSTOM, Bondy (Ph. Bonnefond, P. Phélinas, J.-Y. Weigel, N. Henaff, J. Peltre, V. Alary). Communication de J. Laure.
- Participation à la journée d'étude FORUM (CAESAR, CERED) "Marché et développement", 03/02/1995, Université Paris X-Nanterre, Institut International de Paris-La Défense (Ph. Bonnefond, D. Cogneau, F. Pesneaud).
- Membre du comité de rédaction des Cahiers des Sciences Humaines (P. Phélinas).
- Communication au séminaire international sur "Les effets de la dévaluation du Franc CFA", CEE (Eurostat)-ENSEA, Abidjan, 21-22/06/1995 (J. Herrera).
- Communication à l'atelier du "suivi des échanges entre le Nigéria et ses voisins", LARES-IRAM-INRA, Cotonou, 29/05-01/06/1995 (J. Herrera).
- Communications aux deuxièmes journées scientifiques "Comportements micro-économiques et réformes macro-économiques dans les PED" du Réseau "Analyse économique et développement" de l'AUPELF-UREF, Rabat, 13-14/01/1995 (J. Herrera, D. Cogneau, M. Razafindrakoto, F. Roubaud, J.-C. Simon).
- Communication au séminaire de recherche du CERED, Paris X-Nanterre, mars 1995 (D. Cogneau).
- Participation au séminaire Med-campus "Transition démographique et transformations économiques au Maghreb", réseau PEM, Rabat, 04-06/10/1995 (D. Cogneau).
- Discutant au séminaire-atelier sur "Le développement humain durable, les politiques nationales et les axes du programme du PNUD", PNUD, Antananarivo, 12-14/04/1995 (F. Roubaud).
- Organisation d'une conférence-débat sur "La dévaluation du F CFA : quelles leçons en tirer ?", CITE, Antananarivo, 09/05/1995 (F. Roubaud, D. Cogneau).
- Communications à la 50^e session de l'Institut International de Statistique, Beijing, 20-30/08/1995 (F. Roubaud, J. Charmes).
- Préparation et organisation d'un séminaire international à Praia (Cap-Vert) en coopération avec l'Université Nouvelle de Lisbonne et la CEE (DG 8 et 12) sur "Les systèmes énergétiques dans un environnement sahélien en mutation", 6-8 juin 1995 (J.-P. Minvielle).

- Communications au 4^e Asian Fisheries Forum, Beijing, 16-20 octobre 1995 (J. Roch).
- Participation au séminaire sur la sécurité alimentaire à l'Ecole de Nutrition de l'Université Nationale de Médellin en Colombie, mai 1995 (J. Laure).
- Participation aux journées scientifiques de l'INCAP à Guatemala en septembre 1995 (J. Laure).
- Participation aux assises de la recherche urbaine française sur les pays en développement en septembre 1995 à Paris (J. Laure).
- Participation au colloque international "Le territoire, lien ou frontière ? Identités, conflits ethniques, enjeux et recompositions territoriales", ORSTOM-Université de Paris IV, Paris, 2-4 octobre 1995 (J. Peltre). Communications de J.-Cl. Nguingui et Th. Weiss.
- Participation à des comités de lecture : collection à travers champs, Cahiers des Sciences Humaines, actes du colloque "Le territoire, lien ou frontière ?" (J. Peltre).
- Participation au séminaire régional du Prisas, Institut du Sahel sur "L'impact de la dévaluation du F CFA sur les revenus et la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest", Bamako, 26-30 juin 1995 (F. Akindès).
- Co-organisateur du séminaire GEMDEV-IEDES "Mutations sociales et articulation des espaces ruraux et urbains", Paris, mars 1995 (G. Courade). Communication (J.-C. Simon).
- Discutant au séminaire Cameroun - Pays-Bas sur "National integration and regional balance", Yaoundé, octobre 1995 (G. Courade).
- Directeur de la collection "Économie et développement" chez Karthala (G. Courade).
- Membre du conseil scientifique de la collection "Hommes et sociétés" chez Karthala (G. Courade).
- Directeur de la revue Politique Africaine (G. Courade).
- Participation aux comités de rédaction des Cahiers Agriculture (AUPELF-UREF) et de la Revue Tiers-Monde (G. Courade).
- Participation aux sixièmes journées de télédétection "Télédétection des milieux urbains et péri-urbains", Liège, 2-5 octobre 1995 (M. Simeu Kamdem).
- Communication au séminaire sur "La politique de financement du secteur rural", Yaoundé, 6-9 novembre 1995 (Th. Fouda-Moulende).
- Organisation, communications et participation aux "Mardis d'OCISCA" (J.-L. Dubois, G. Courade et les chercheurs du programme).
- Communication au séminaire "Ménage et famille en Afrique : bilan , enjeux et perspectives de recherche", Lomé, 4-9 décembre 1995 (J.-L. Dubois).
- Organisation et participation au séminaire sur le développement social, Yaoundé, 25-26 octobre 1994 (J.-L. Dubois et les équipes du programme OCISCA).

6.5. Formations assurées, opérations de formation (cf. synthèse en 4.2.)

- Interventions dans trois DEA "Études africaines" (IEP Bordeaux), "Géographie tropicale" (Bordeaux 3) et "Économie du développement" (Bordeaux 4) (A. Valette).
- Rapporteurs, présidences et participations à 14 jurys de thèses (A. Valette, J.-P. Chauveau, A. Franqueville, G. Courade).
- Encadrement de plus de 18 stagiaires (B. Contamin, J.-Y. Weigel, J.-P. Chauveau, Y. Fauré, J. Herrera, D. Cogneau, F. Akindès, G. Courade).
- Responsable du module "Industrialisation" du DESS Gestion et dynamisation du développement (Université P. Mendès-France de Grenoble, UFR DGES), séminaire de 40 heures ; sélection et encadrement des étudiants ; deux séances de travail (J.-C. Simon).
- Rapporteurs et participations à 11 jurys de mémoires de DEA (J.-C. Simon, J.-P. Chauveau, G. Courade).
- Cours d'anthropologie à la faculté de médecine d'Hanoï, Vietnam, 5 jours (M. Selim).
- Formation de travailleurs sociaux à l'approche anthropologique, 4h/mois (M. Selim).
- Direction (ou codirection) scientifique de plus de 25 doctorants (X. Oudin, J.-F. Baré, J.-P. Chauveau, Y. Fauré, A. Mounier, H. Andrianasolo, J. Peltre, G. Courade).
- Formation de jeunes chercheurs vietnamiens (X. Oudin, N. Henaff).
- Directions de 5 mémoires de DEA (J.-F. Baré, J.-P. Chauveau, H. Andrianasolo).
- Enseignements de DEA à l'Université de Bordeaux II (J.-F. Baré).
- Cours de DEA à l'Université Paul Valéry de Montpellier, interventions régulières, 24 heures (J.-P. Chauveau).
- Responsable de deux séminaires de DEA : Anthropologie des dynamiques sociales et sociologie à l'Université Paul Valéry de Montpellier et Économie du développement rural et agro-alimentaire de ENSAM-Montpellier I ; intervention régulières au second (J.-P. Chauveau).
- Chargé de conférence au DEA de sciences sociales de l'EHESS à Marseille, interventions régulières (J.-P. Chauveau).
- Co-organisateur du module "Anthropologie du développement" au CNEARC Montpellier (J.-P. Chauveau).
- Tutorat d'un étudiant de DEA à l'EHESS Marseille (J.-P. Chauveau).
- Interventions ponctuelles au CNEARC-Montpellier (anthropologie économique) et au DEA Sciences et technologies de l'eau à l'USTL-Montpellier (J.-P. Chauveau).
- Participation au DEA Histoire de l'Afrique, CRA-Université Paris I, et à l'encadrement d'étudiants en maîtrise (M. Chastanet).
- Moniteur de TD en statistiques descriptives à la FASEG de Ouagadougou, 1h30/semaine (Cl. Bationo).
- Cours sur l'évaluation des petites opérations de développement à l'IUT B de Bordeaux 3, 12 heures (A. Piveteau).

- Séminaire de formation théorique de partenaires thaïs sur les théories économiques de l'emploi (A. Mounier).
- Mise en place de deux cours de télédétection au niveau DEA et doctorat à l'AIT-Bangkok, 80 heures de cours et 48 heures de travaux pratiques en laboratoire (H. Andrianasolo).
- Intervention dans le cycle de formation de la FNSP "Coopération et développement" (J. Herrera).
- Cours dans le DEA de démographie économique, IEP Paris, 15 heures (D. Cogneau).
- Direction d'un groupe de travail d'économie appliquée, 2è année de l'ENSAE, Paris, 20 heures (D. Cogneau).
- Animation d'une partie d'un cycle de formation "Démographie et sociétés" à la FNSP, Paris, 2 jours plus une intervention de 2 heures (D. Cogneau).
- Intervention au DEA "Economie internationale et économie du développement", Paris I, 2 heures (D. Cogneau).
- Enseignement dans un cycle de formation à la modélisation macro-économique, IIAP, Paris, 3 jours (D. Cogneau).
- Formation économique, méthodologique et informatique des partenaires malgaches du programme MADIO (F. Roubaud).
- Enseignement dans le cadre du diplôme de nutrition du laboratoire de nutrition tropicale de l'ORSTOM à Montpellier (J.-P. Minvielle).
- Participation à la mise en place de la nouvelle maîtrise en alimentation et nutrition de l'INCAP-Université nationale San Carlos du Guatemala. Participation à l'enseignement théorique et pratique (J. Laure).
- Intervention à un séminaire de géographie du niveau licence, Paris IV (J. Peltre).
- Formation à la recherche (rédaction de mémoires) de 12 étudiants en licence de sociologie à l'université de Bouaké (F. Akindès).
- Enseignement annuel au DESS/DESUP "Sciences sociales et alimentation" et au DEA "Pratiques sociales" de l'IEDES, Paris I, 40 heures (G. Courade).
- École doctorale, formation de thésards à la méthodologie de la recherche, CECOD-IEDES-ORSTOM-OCISCA, Paris, 12 heures (G. Courade).
- Enseignements au mestrado d'économie et de sociologie rurale à l'UFRPe de Récife (Brésil) au titre des accords CAPES-COFECUB, 12 heures (G. Courade).
- Cours dans le cadre du DEA de développement de l'université de Versailles-St Quentin en Yvelines (J.-L. Dubois).
- Conférence à l'université catholique d'Afrique Centrale, Yaoundé (J.-L. Dubois).
- Session de formation aux méthodes d'analyse des données, LSS, ORSTOM, Bondy (M. Piron).

6.6. Expertises (cf. synthèse en 4.3.)

- Collaboration à une étude sur le développement des entreprises en Côte d'Ivoire (Banque Mondiale-CERDI-CIRES) (B. Contamin).
- Collaboration à une étude sur la modification de la législation sur les sociétés publiques en vue de la libéralisation de leur gestion (Cabinet Klein-Goddard pour le compte du Ministère ivoirien des Finances) (B. Contamin).
- Réflexions et propositions relatives au développement des exportations de Côte d'Ivoire (Rapport pour la MCAC) (J.-M. Chevassu).
- Coordinateur FAO de l'évaluation du programme sectoriel pêche de Madagascar (1992-95) (02-23/05/1995 ; financement PNUD) (J.-Y. Weigel).
- Coordinateur FAO de l'élaboration du Plan Directeur des Pêches du Mali (1ère phase) (30/05-12/06 et 22/08-19/09/1995) (J.-Y. Weigel).
- Élaboration du plan directeur des pêches et de l'aquaculture de Tunisie (J.-Y. Weigel).
- Coordinateur d'un groupe de réflexion et rédacteur principal du rapport "Appropriation d'innovations et exclusion de groupes vulnérables dans les projets participatifs de développement rural en Afrique de l'Ouest" (FAO-Division des Ressources Humaines, des Institutions et de la Réforme Agraire) (J.-P. Chauveau).
- Membre d'un groupe de réflexion et collaboration à la rédaction du rapport "Stratégies et comportements des agriculteurs les plus pauvres vis-à-vis de l'intensification et de la préservation des ressources naturelles dans les pays de l'Afrique soudano-sahélienne" (FAO) (J.-P. Chauveau).
- Membre du comité de pilotage du groupe de réflexion sur "Le foncier rural en Afrique" (Ministère de la Coopération) (J.-P. Chauveau).
- Membre du comité de pilotage de l'étude sur "Stratégies foncières et aménagements de bas-fonds" (GRET-Ministère de la Coopération) (J.-P. Chauveau).
- Membre du groupe de réflexion sur "Les voies du développement" (MENESR-CNC) (J.-P. Chauveau).
- Direction de l'étude sur "ONG et démocratie associative au Burkina Faso" (Financement du MENESR ; convention n°354) (Y. Fauré ; participation d'A. Piveteau).
- Participation à une évaluation sur l'efficacité de l'aide française au Burkina Faso ; étude des nouveaux projets de développement rural intégré (ORSTOM/ COBEA/ CNRS/ EHESS/ODC ; financement du Ministère de la Coopération) (Y. Fauré, A. Piveteau).
- Participation à l'étude sur "Coût incrémental et protection de la biodiversité" (financement du FFEM) (F. Verdeaux).
- Conseil scientifique sur les cursus et les programmes de recherche dans le cadre de la création d'une nouvelle université publique à Buenos Aires (septembre 1995) (A. Mounier).
- Expertise quant aux orientations à donner au partenariat franco-thaï en télédétection dans le cadre de la création d'un centre régional de télédétection pour la région Nord-Est de la Thaïlande (Université de Khon Kaen et MAE-Services culturels Bangkok) (H. Andrianasolo).

- Expertise quant aux orientations à donner au partenariat franco-thaï en télédétection dans le cadre de la création d'un centre régional de télédétection pour la région Nord de la Thaïlande (MAE-Services culturels Bangkok) (H. Andrianasolo).
- Participation à une étude sur les perspectives macro-économiques du Cameroun après la dévaluation (Ministère de la Coopération) (J. Herrera, D. Cogneau).
- Démarrage puis rapport de conjoncture des observatoires frontaliers Cameroun-Nigéria (13-28/05 ; 15-27/10/95) (Ministère de la Coopération ; convention d'études DIAL-DSCN) (J. Herrera).
- Évaluation de l'indice des prix, analyse du flottement du taux de change et inflation à Madagascar (13-27/03/95) (Mission d'appui au programme MADIO) (J. Herrera).
- Appui méthodologique à l'atelier régional sur le suivi des échanges transfrontaliers (28/05-04/06/95) (IRAM, INRA, LARES) (J. Herrera).
- Analyse critique du rapport de la Banque Mondiale "Afrique : un continent en transition" (CE-DG 8) (D. Cogneau, J. Herrera).
- Participation à l'évaluation de la mise en place d'une enquête 1-2-3 au Salvador (27/06-11/07/95) (EUROSTAT) (F. Roubaud).
- Codirection scientifique avec l'université nouvelle de Lisbonne du programme "Les énergies renouvelables et le développement au Sahel" (CE-DG 12) (J.-P. Minvielle).
- Participation et animation du groupe d'experts chargé de proposer une méthodologie pour la fixation du salaire minimum au Guatemala (INCAP-ORSTOM/Ministère du Travail/Secrétariat au Plan) (J. Laure).
- Étude socio-économique de l'appui à la mise en oeuvre d'un processus de gestion stratégique de l'environnement dans les 16 communes de la zone côtière en Côte d'Ivoire (projet PDCC ; UE-7è FED ; septembre 1995) (F. Akindès).
- Étude d'impact environnemental des politiques d'aménagement des forêts classées du Plan Sectoriel Forestier II ivoirien (PSF II ; Banque Mondiale ; octobre-novembre 1995) (F. Akindès).
- Participation au comité d'évaluation du CIDEP-NU (mai 1995) (G. Courade).
- Le développement humain et la mise en place d'une stratégie de lutte contre la pauvreté aux Comores (BIT/PNUD) (J.-L. Dubois).
- Évaluation de l'impact du programme d'ajustement structurel au Cameroun (UE) (J.-L. Dubois).

6.7. Valorisation

6.7.1. Information des utilisateurs de la recherche (cf. synthèse en 4.4.1.)

- Participation aux tables rondes organisées par la Fédération Nationale de l'Industrie de Côte d'Ivoire sur la normalisation et la qualité, la sous-traitance, les orientations du programme de promotion du secteur privé (juin 1995) (J.-M. Chevassu).
- Participation au forum des investissements (CEPICI ; octobre 1995) (J.-M. Chevassu).

- Participation au séminaire sur la constitution du "Réseau des structures africaines d'appui à la petite entreprise" (FIDI, décembre 1995) (J.-M. Chevassu).
- Séminaire du groupe STRATASTPAC (MAE) : présentation d'une communication (novembre 1995) (J.-C. Simon).
- Conférence dans le cadre des semaines nationales d'éducation contre le racisme (MENESR) (J.-C. Simon).
- Réseau d'information Internet : diverses associations et clubs de débat d'économistes (J.-C. Simon).
- Atelier de restitution des résultats de la recherche au Ministère laotien de la Santé à Vientiane (M. Selim).
- Projet d'accord de pêche UE-Syndicat des pêcheurs artisanaux sénégalais (J.-P. Chauveau).
- Membre du comité de pilotage de "l'interréseaux" pour le développement rural (J.-P. Chauveau).
- Participation à une série de réunions de la CFD à Ouagadougou sur les dispositifs d'appui au secteur privé (novembre 1995) : restitution de résultats de recherches (Y. Fauré).
- Participation à la rédaction de DIALOGUE, lettre d'information de DIAL (J. Herrera, F. Roubaud, M. Razafindrakoto).
- Participation au comité macro-économique des bailleurs de fonds (mai, juin et septembre 1995) de Madagascar (F. Roubaud).
- Modérateur au séminaire du PNUD NLTPS horizon 2030 "Quel Madagascar en l'an 2030 ?" (20/06/95) (F. Roubaud).
- Intervention au séminaire d'Entreprendre à Madagascar, Fianarantsoa, (10/10/95) (F. Roubaud, M. Razafindrakoto).
- Conférence à la journée africaine de la statistique, Antananarivo, (17-18/11/95) (F. Roubaud).
- Présentation d'une étude du programme MADIO au séminaire organisé par le Secrétariat Technique à l'Ajustement (STA) sur la politique de communication pour l'ajustement, Mantsoa, (27-30/11/95) (F. Roubaud).
- Coopération avec la FAO pour l'édition et la diffusion du logiciel Markets Observer (J.-P. Minvielle).
- Rédaction d'un rapport demandé par la FAO concernant les cadres conceptuels de l'approvisionnement alimentaire des villes en Afrique francophone (A. Franqueville).
- Responsables de la revue "Chroniques du Sud" (A. Franqueville, J. Peltre).
- Réunions avec des responsables d'Amérique Centrale sur le thème des salaires minimums et d'une méthodologie pour en fixer la valeur (J. Laure).
- Participation à la mise en place en Amérique Centrale de politiques alimentaires et salariales prenant en compte les besoins élémentaires de la population (J. Laure).
- Élaboration et responsabilité de la base de données bibliographiques du Département SUD (J. Peltre).

- Responsabilité du fichier des chercheurs et étudiants affiliés au Département SUD (J. Peltre).
- Participation à des réseaux : OCISCA, CIDEP (G. Courade).
- Conférence à l'Organisation du Patronat des Comores (OPACO) sur "Croissance et pauvreté : un défi pour le secteur privé" (J.-L. Dubois).
- Participation à la consultation technique sur "Les observatoires de l'emploi et de la formation en Afrique", Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique, septembre 1995 (M. Piron).

6.7.2. Ouvertures sur le public (cf. synthèse en 4.4.2.)

- Discutant à la table ronde sur "La place de l'entreprise dans la politique de coopération française", Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux (15/11/1995) (A. Valette).
- Membre du comité de préparation de la "Convention Euro-Africaine", Université de Bordeaux 4 - Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux (A. Valette).
- Organisation de conférences publiques (B. Contamin).
- Conférence sur l'histoire du Pacifique insulaire à l'Université du Temps Libre d'Aquitaine, novembre 1995 (J.-F. Baré).
- Interview au quotidien Libération du 07/09/95 sur les manifestations consécutives à la reprise des essais nucléaires (J.-F. Baré).
- Organisation de quatre "INSTAT-point information" sur les résultats du projet MADIO (F. Roubaud).
- Contacts et entrevues avec des journalistes d'Amérique Centrale (J. Laure).
- Conférences à divers groupes sur les salaires minimums en Amérique Centrale et sur une méthodologie pour les calculer (J. Laure).
- Présentation au CCF de Yaoundé du livre "Le village camerounais à l'heure de l'ajustement" et conférence sur les résultats des observatoires de la crise au Cameroun et le devenir du programme OCISCA (avril 1995) (G. Courade, J.-L. Dubois, A. Bopda, I. Grangeret Owona, E. Foko).
- Conférence sur la recherche agronomique française et la promotion de l'agriculture familiale, EMBRAPA-Petrolina (Brésil) (septembre 1995) (G. Courade).
- Conférence à l'association Savigny-Tiers Monde sur les fluctuations des prix des matières premières et leurs conséquences sur les paysanneries d'Afrique et d'Amérique Latine (octobre 1995) (G. Courade).
- Observatoire caféier OCISCA de Bafou : journées portes ouvertes (mai 1995) (Moungam à Mbassa).

6.8. Bibliographie exhaustive

6.8.1. Publications

- (0) ouvrage
- (1) partie d'ouvrage
- (2) article
- (3) communication, conférence, texte court publié isolément
- (4) édition scientifique
- (5) compte-rendu (lecture, colloque, soutenance de thèse)
- (6) film
- (A) revue "de rang A"

GP 52A : Industrialisation

(1) **Contamin Bernard, Fauré Yves-André**, 1995 - State intervention in economy. in Kirk-Greene A. (éd.), Bach D. (éd.). State and society in francophone Africa since independence. Macmillan, St Martin's Press, Londres, New York, pp. 142-159.

(1) **Bazin Laurent**, 1995 - Une aventure industrielle en Côte d'Ivoire. Trajectoire sociale et création d'entreprise. in Ellis Stephen (éd.), Fauré Yves-André (éd.). Entreprises et entrepreneurs africains. Karthala / ORSTOM, (hommes et sociétés), Paris, pp. 339-346, biblio.

(2) **Bazin Laurent, Gnabéli Roch Yao**, 1995 - Endettements, prévoyance, protection sociale dans les entreprises ivoiriennes. Résultats de quelques enquêtes. Bulletin du GIDIS-CI, Abidjan, n° 11, août 1995, pp. 9-27.

(1) **Ellis Stephen, Fauré Yves-André**, 1995 - Introduction. in Ellis Stephen (éd.), Fauré Yves-André (éd.). Entreprises et entrepreneurs africains. Karthala / ORSTOM, (hommes et sociétés), Paris, pp. 5-33.

(1) **Fauré Yves-André, Médard Jean-François**, 1995 - L'Etat-business et les politiciens entrepreneurs. Néo-patrimonialisme et Big-men : économie et politique. in Ellis Stephen (éd.), Fauré Yves-André (éd.). Entreprises et entrepreneurs africains. Karthala / ORSTOM, (hommes et sociétés), Paris, pp. 289-309.

(1) **Ellis Stephen, Fauré Yves-André**, 1995 - Conclusion. in Ellis Stephen (éd.), Fauré Yves-André (éd.). Entreprises et entrepreneurs africains. Karthala / ORSTOM, (hommes et sociétés), Paris, pp. 563-570.

(4) **Ellis Stephen (éd.), Fauré Yves-André (éd.)**, 1995 - Entreprises et entrepreneurs africains. Karthala / ORSTOM, (hommes et sociétés), Paris, 632 p.

(1) **Simon Jean-Christophe**, 1995 - The new pattern of expansion of the manufacturing sector in Thailand. in M. Parnwell (éd.). Uneven development in Thailand. Avebury Publishing, Londres.

(2A) **Mogenet Luc, Simon Jean-Christophe**, 1995 - Côte d'Ivoire et Thaïlande. Afrique Contemporaine, Paris, n° 176, 4ème trimestre 1995, pp. 18-28.

(0) **Selim Monique**, 1995 - The experience of a multinational company in Bangladesh. International Center for Bengal Studies, Dhaka, (édition anglaise de "L'aventure d'une multinationale au Bangladesh).

(1) **Cabanes Robert, Copans Jean, Selim Monique**, 1995 - Introduction. in Cabanes Robert (dir.), Copans Jean (dir.), Selim Monique (dir.). Salariés et entreprises dans les pays du Sud. Contribution à une anthropologie politique des travailleurs. Karthala / ORSTOM, (Hommes et Sociétés), Paris, pp. 5-17.

(1) **Selim Monique**, 1995 - Représentations politiques et légitimité au Bangladesh : 1971-1991. in Cabanes Robert (dir.), Copans Jean (dir.), Selim Monique (dir.). Salariés et entreprises dans les pays du Sud : contribution à une anthropologie politique des travailleurs. Karthala/ ORSTOM, (Hommes et Sociétés), Paris, pp. 121-132.

(1) **Selim Monique**, 1995 - Salariat, entreprises, pratiques et représentations de l'islam au Bangladesh. in Cabanes Robert (dir.), Copans Jean (dir.), Selim Monique (dir.). Salariés et entreprises dans les pays du Sud : contribution à une anthropologie politique des travailleurs. Karthala/ ORSTOM, (Hommes et Sociétés), Paris, pp. 267-287.

(1) **Selim Monique**, 1995 - Pouvoir et/ou statut : une ascension maîtrisée. in Cabanes Robert (dir.), Copans Jean (dir.), Selim Monique (dir.). Salariés et entreprises dans les pays du Sud : contribution à une anthropologie politique des travailleurs. Karthala/ ORSTOM, (Hommes et Sociétés), Paris, pp. 291-302.

(1) **Selim Monique**, 1995 - Le Bangladesh. in L'état du monde 1996. La Découverte, Paris, pp. 468-469.

(2A) **Lantz Pierre, Selim Monique**, 1995 - Émotions, investissements et fictions. in Lantz Pierre (éd.), Selim Monique (éd.). Les passions de la recherche (I). L'Homme et la Société. Revue internationale de recherches et de synthèses en sciences sociales, Paris, n°115,1995/1, pp. 3-11.

(2A) **Selim Monique**, 1995 - Ethnologie sous contrainte. in Lantz Pierre (éd.), Selim Monique (éd.). Les passions de la recherche (I). L'Homme et la Société. Revue internationale de recherches et de synthèses en sciences sociales, Paris, n°115,1995/1, pp. 47-60.

(2A) **Lantz Pierre, Selim Monique**, 1995 - Émotions de recherche. in Lantz Pierre (éd.), Selim Monique (éd.). Les passions de la recherche (II). L'Homme et la Société. Revue internationale de recherches et de synthèses en sciences sociales, Paris, n°116, 1995/2, pp. 3-5.

(2) **Selim Monique**, 1995 - Empresas, imaginarios políticos y eticos de la caridad en Bangladesh. Generacio, revisio d'opinio i analisi, Barcelone, n° 7, pp. 69-79.

(2) **Selim Monique**, 1995 - Les nouvelles légitimités de l'islamisme politique au Bangladesh. Journal des Anthropologues, Montrouge, n°59, hiver 1995, pp. 105-114.

(2) **Selim Monique**, 1995 - La ville, miroir de l'État : Bucarest. Entretien avec G. Althase. Journal des Anthropologues, Montrouge, n° 61-62, pp. 185-198.

(4A) **Lantz Pierre (éd.), Selim Monique (éd.)**, 1995 - Les passions de la recherche (I et II). L'Homme et la Société. Revue internationale de recherches et de synthèses en sciences sociales, Paris, n° 115 et n°116.

(4) **Cabanes Robert (dir.), Copans Jean (dir.), Selim Monique (dir.)**, 1995 - Salariés et entreprises dans les pays du Sud : contribution à une anthropologie politique des travailleurs. Karthala/ ORSTOM, (Hommes et Sociétés), Paris, 458 p.

GP 52B : Secteur informel, emploi, formation, revenu

(2) **Charmes Jacques**, 1995 - Vers une informalisation du travail dans les pays industrialisés ? in Regards sur le travail. Histoires de développement, Lyon, n° 29, avril 1995, pp. 19-23, Fondation pour le Progrès de l'Homme, CIEDEL.

(2) **Charmes Jacques**, 1995 - Can informal sector be a viable alternative toward an equitable growth ? Role of the informal sector, public interventions and social protection in a changing labour market. Forum, newsletter of the Economic Research Forum for the Arab Countries, Iran and Turkey, vol. 2, n° 3, septembre 1995, 5 p., guest editorial.

(3) **Antoine Philippe, Charmes Jacques, Courade Georges, Dubois Jean-Luc, Marie Alain, Loriaux Michel**, 1995 - Pauvreté, chômage et exclusion dans les pays du Sud. Réflexions du Séminaire de Royaumont en vue de contribuer aux travaux du Sommet Mondial sur le Développement Social (Copenhague, 6 au 12 mars 1995). ORSTOM, Paris, janvier 1995, 21 p.

(3) **Renaudineau Pascal (réd.), Charmes Jacques (réd.), Cogneau Denis (réd.), Frézil Jean-Louis (réd.), Le Bris Emile (réd.), Waast Roland (réd.)**, 1995 - Les conférences-débats de l'ORSTOM : 1989-1994. ORSTOM, (Les Dossiers de l'ORSTOM), Paris, n° 7, 54 p.

(3) **Charmes Jacques**, 1995 - Recent developments in some European data collection systems pertaining the informal sector. in Herman B. (éd.). Pakistan/Netherlands project on human resources. Papers, proceedings and recommendations of the international seminar on informal sector employment statistics. Ministry of manpower and overseas pakistanis government of Pakistan / Growth dynamics university institute erasmus university Rotterdam, Islamabad, 3-5 septembre 1995, octobre 1995, pp. 179-190.

(5) **Charmes Jacques, Dubois Jean-Luc, Courade Georges, Antoine Philippe, Marie Alain**, 1995 - Compte rendu de : Le développement peut-il être social ? Pauvreté, chômage, exclusion dans les pays du Sud. Royaumont, du 9 au 11 janvier 1995. Synthèse des ateliers du séminaire et commentaire sur le projet de déclaration de Copenhague. ORSTOM-SUD, Chroniques du SUD, Paris, n°14, février 1995, pp. 46-61.

(0) **Roubaud François**, 1995 - La economía informal en México. De la esfera doméstica a la dinámica macroeconómica. ORSTOM / INEGI / FCE, Mexico, 484 p.

(1) **Deliry-Antheaume Elisabeth**, 1995 - Les licenciés du secteur public deviennent-ils de nouveaux entrepreneurs ? Difficiles reconversions au Togo. in Ellis Stephen (éd.), Fauré Yves-André (éd.). Entreprises et entrepreneurs africains. Karthala/ ORSTOM, (hommes et sociétés), Paris, pp. 355-365.

(1) **Lootvoet Benoît, Oudin Xavier**, 1995 - L'accumulation dans les petites entreprises : mécanismes, échelle et nature. in Ellis Stephen (éd.), Fauré Yves-André (éd.). Entreprises et entrepreneurs africains. Karthala/ ORSTOM, (hommes et sociétés), Paris, pp. 545-561.

(1) **Oudin Xavier**, 1995 - Les banques islamiques en Asie du sud-est. in Traimond Pierre (éd.). Finance et développement en pays d'Islam. EDICEF / AUPELF-UREF, (Universités Francophones), Vanves, pp. 167-180.

(5A) **Oudin Xavier**, 1995 - Compte rendu de Lap Vu tu et Taillard Christian : Atlas du Vietnam. ORSTOM, Cahier des Sciences Humaines, Paris, vol. 31, n° 4, pp. 1023-1025.

(2) **Henaff Nolwen**, 1995 - Toujours plus à l'est. ORSTOM-SUD, Chroniques du SUD, Paris, n°14, février 1995, pp. 140-141.

GP 52C : Institutions et pratiques de développement

(1) **Baré Jean-François**, 1995 - La question des applications de l'anthropologie en France. in Baré Jean-François (dir.). Les applications de l'anthropologie. Un essai de réflexion collective depuis la France. Karthala, (hommes et sociétés), Paris, pp. 9-23.

(1) **Baré Jean-François**, 1995 - Le champ de l'anthropologie. De quelques indécisions pesant sur le projet de son application. in Baré Jean-François (dir.). Les applications de l'anthropologie. Un essai de réflexion collective depuis la France. Karthala, (hommes et sociétés), Paris, pp. 27-47.

(1) **Baré Jean-François**, 1995 - L'anthropologie et l'entreprise. Quelques remarques. in Baré Jean-François (dir.). Les applications de l'anthropologie. Un essai de réflexion collective depuis la France. Karthala, (hommes et sociétés), Paris, pp. 119-139.

(1) **Baré Jean-François**, 1995 - En quoi peut bien consister une anthropologie appliquée au développement ? in Baré Jean-François (dir.). Les applications de l'anthropologie. Un essai de réflexion collective depuis la France. Karthala, (hommes et sociétés), Paris, pp. 141-177.

(1) **Baré Jean-François**, 1995 - Quelques cadres juridiques et déontologiques du point de vue français. in Baré Jean-François (dir.). Les applications de l'anthropologie. Un essai de réflexion collective depuis la France. Karthala, (hommes et sociétés), Paris, pp. 243-247.

(1) **Baré Jean-François**, 1995 - L'application dans la formation et l'emploi. in Baré Jean-François (dir.). Les applications de l'anthropologie. Un essai de réflexion collective depuis la France. Karthala, (hommes et sociétés), Paris, pp. 249-256.

(1) **Baré Jean-François**, 1995 - La vie démocratique en Tahitien. Quelques commentaires. in d'Ans A.-M. (éd.). Les mots de la démocratie. Langue et politique dans les pays du sud de l'espace francophone. ACCT / Didier Erudition.

(1) **Baré Jean-François**, 1995 - Deux ou trois choses que je sais de Paul. in L'étranger intime. Mélanges offerts à Paul Ottino. Université de la Réunion.

(3) **Baré Jean-François**, 1995 - La réforme foncière à la Réunion. Remarques sur un cas d'innovation institutionnelle. in Byé Pascal (éd.), Muchnik J. (éd.). Innovations et sociétés. Quelles agricultures ? Quelles innovations ? CIRAD, Montpellier, XIVème séminaire d'économie rurale, CIRAD / INRA / ORSTOM, Montpellier, 13-16 sept. 1993.

(4) **Baré Jean-François (dir.)**, 1995 - Les applications de l'anthropologie. Un essai de réflexion collective depuis la France. Karthala, (hommes et sociétés), Paris, 282 p.

(1) **Chauveau Jean-Pierre**, 1995 - Pression foncière, cycle domestique et crise économique : étude de cas en Côte d'Ivoire forestière. in Blanc-Pamard Chantal (éd.), Cambrézy Luc (éd.). Dynamique des systèmes agraires. Terre, Terroir, Territoire : les tensions foncières. ORSTOM, (Colloques et séminaires), Paris, pp. 107-129.

(1) **Chauveau Jean-Pierre, Yung J.-M.**, 1995 - Débat introductif. in Chauveau Jean-Pierre (éd.), Yung J.-M. (éd.). Innovations et sociétés, vol. II : Les diversités de l'innovation. CIRAD, Montpellier, pp. 17-32.

(2) **Chauveau Jean-Pierre**, 1995 - Pression foncière, cycle domestique et crise économique. Étude de cas en Côte d'Ivoire forestière. Bulletin du GIDIS-CI, Abidjan, n°10, avril 1995, pp. 12-32 (Version française de la communication présentée à la Conférence internationale sur l'Économie du cacao à Bali (Indonésie) en 1993).

(2) **Chauveau Jean-Pierre, Léonard Éric**, 1995 - Les déterminants historiques de la diffusion de la cacaoculture et des fronts pionniers en Côte d'Ivoire. Bulletin du GIDIS-CI, Abidjan, n°11, août 1995, pp. 66-94.

(2) **Chauveau Jean-Pierre**, 1995 - Les agricultures africaines : évaluer la performance ou privilégier les processus ? Marchés Tropicaux, Paris, N° hors série, spécial 50 ans "Un continent en transition", décembre 1995, pp. 205-212.

(2) **Chauveau Jean-Pierre**, 1995 - Farmer strategies : the history and utility of a multi-disciplinary concept in francophone development studies. University of Reading, Rural Extension Bulletin, Londres, n° 7, pp. 24-28.

(3) **Chauveau Jean-Pierre**, 1995 - L'innovation cacaoyère. Histoire comparée de la cacaoculture en Afrique de l'Ouest. in Byé Pascal (éd.), Muchnik J. (éd.). Innovations et sociétés. Quelles agricultures ? Quelles innovations ? CIRAD, Montpellier, XIVè séminaire d'économie rurale, CIRAD / INRA / ORSTOM, Montpellier, 13-16 septembre 1993, pp. 43-58.

(3) **Chauveau Jean-Pierre**, 1995 - Land pressure, farm household life cycle and economic crisis in a cocoa-farming village (Côte d'Ivoire). in Ruf François (éd.), Siswoputranto P.S. (éd.). Cocoa cycles. The economics of cocoa supply. Woodhead Publishing Limited, Cambridge, CIRAD-ASKINDO International conference, Bali, octobre 1993, pp. 107-124.

(4) **Chauveau Jean-Pierre (éd.), Yung J.-M. (éd.)**, 1995 - Innovations et sociétés, vol. II : Les diversités de l'innovation. CIRAD, Montpellier.

(5) **Chauveau Jean-Pierre**, 1995 - Anthropologie des encadreurs agricoles. Compte rendu de Koné Mariatou : Être encadreur agricole en Côte d'Ivoire : principes et pratiques (le cas de Sakassou). ORSTOM-SUD, Chroniques du SUD, Paris, n°14, février 1995, pp. 153-154.

(5) **Chauveau Jean-Pierre, Verdeaux François**, 1995 - Une histoire des pêcheurs ghanéens en Côte d'Ivoire. Résumé-compte rendu de Delaunay Karine : Les pêcheurs ghanéens (fante et ewe) sur le littoral ivoirien : histoire de la pêche piroguière maritime en Côte d'Ivoire au XXe siècle. ORSTOM-SUD, Chroniques du SUD, Paris, n° 16, septembre 1995, pp. 129-133.

(2) **Koné Mariatou**, 1995 - Être encadreur agricole en Côte d'Ivoire : principes et pratiques. (Le cas de Sakassou). Bulletin du GIDIS-CI, Abidjan, n°10, avril 1995, pp. 38-40.

(3) **Piveteau Alain**, 1995 - Aménagements rizicoles d'une ONG au Burkina Faso : un impact économique inattendu. in Cheneau-Loquay Annie (éd.), Leplaideur Alain (éd.). Quel avenir pour les rizicultures de l'Afrique de l'Ouest ? CIRAD, Montpellier, 4-7 avril 1995, 15 p.

(2A) **Verdeaux François**, 1995 - Classes de séniorité chez les lagunaires de Côte d'Ivoire. Une redistribution de l'identité et de la différence. L'Homme, Paris, n° 134, avril-juin 1995, pp. 81-109.

(5A) **Verdeaux François**, 1995 - Compte rendu de Grégoire Emmanuel (dir.), Labazée Pascal (dir.) : Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest. Logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporain. ORSTOM, Cahiers des Sciences Humaines, Paris, vol. 31, n° 2, pp. 534-536.

(2A) **Byé Pascal, Mounier Alain**, 1995 - Introduction. in Byé Pascal (coord.). La différenciation des régimes de croissance. Une analyse de la longue période. Économies et Sociétés - Cahiers de l'ISMÉA, Grenoble, Tome XXIX, n°6, juin 1995, Série "Développement, croissance et progrès", F, n°34, pp. 7-17 (publié également en anglais et en espagnol).

(2A) **Mounier Alain, Kaewthep Kanoksak, Charoenloet Varavidh**, 1995 - Forms and phases of thai industrialization in a historical perspective. in Byé Pascal (coord.) La différenciation des régimes de croissance. Une analyse de la longue période. Économies et Sociétés - Cahiers de l'ISMÉA, Grenoble, Tome XXIX, n°6, juin 1995, Série "Développement, croissance et progrès", F, n°34, pp. 80-126 (publié également en anglais et en espagnol).

GP 52D : Développement et ajustement

(2A) **Phélinas Pascale**, 1995 - La fin de la frontière agricole en Thaïlande. in Espace rural. Économie Rurale, Paris, n°229, septembre-octobre 1995, pp. 38-42.

(3) **Phélinas Pascale**, 1995 - Croissance et compétitivité de la riziculture thaïlandaise. in Cheneau-Loquay Annie (éd.), Leplaideur Alain (éd.). Quel avenir pour les rizicultures de l'Afrique de l'Ouest ? CIRAD, Montpellier, 4-7 avril 1995, 21 p.

(2A) **Cogneau Denis, Tapinos Georges**, 1995 - Libre-échange, répartition du revenu et migrations au Maroc. Revue d'Économie du Développement, Paris, n° 1, pp. 27-52.

(5A) **Cogneau Denis**, 1995 - Compte rendu de Gay François (éd.) : L'économie de marché et le tiers monde. ORSTOM, Cahiers des Sciences Humaines, Paris, vol. 31, n° 2, pp. 523-525.

(2) **Roubaud François**, 1995 - Le projet MADIO : pour un appui à la réflexion macro-économique. ORSTOM-Madagascar, Bulletin, Antananarivo, n° 2, mars 1995, 5 p. (MADIO n° 9503/E).

(2) **Roubaud François**, 1995 - Les enjeux de l'évolution de l'inflation pour Madagascar. La lettre de la Grande Île, Antananarivo, n° 9, mars 1995, 1 p. (MADIO n° 9504/E).

(2) **Roubaud François**, 1995 - Le travail urbain en Afrique sub-saharienne. L'informalisation de l'économie, le chômage et l'emploi. Dialogue, la lettre d'information de DIAL, Paris, n° 4, décembre 1995, pp. 5-8 (MADIO n° 9519/E).

GP 52E : Maîtrise de la sécurité alimentaire

(2) **Minvielle Jean-Paul**, 1995 - Énergies renouvelables, environnement et développement au Sahel. ORSTOM, ORSTOM Actualités, Paris, n° 48, p. 35.

(2) **Minvielle Jean-Paul**, 1995 - La connaissance des marchés et des situations de crise : des informations essentielles pour la sécurité alimentaire. Options Méditerranéennes, Montpellier, n° A26, pp. 129-132.

(5) **Minvielle Jean-Paul**, 1995 - Sécurité alimentaire en Afrique. L'exemple de la Côte d'Ivoire. Compte rendu de la conférence débat : Sécurité alimentaire, croissance urbaine et évolutions démo-économiques en Afrique : l'exemple de la Côte d'Ivoire (Paris, 21/10/1994). ORSTOM-SUD, Chroniques du SUD, Paris, n°14, février 1995, pp. 159-162.

(1) **Kermel-Torrès Doryane**, 1995 - La faim dans le monde. in Encyclopédie de géographie. Economica, Paris, 2ème édition, septembre 1995, pp. 761-777 (mise à jour des données statistiques).

(2A) **Kermel-Torrès Doryane, Roca Pierre-Jean**, 1995 - Vulnérabilité alimentaire dans l'espace et dans le temps. Les stratégies des acteurs ruraux et les politiques nationales : exemples pris en Haïti, en Inde (état du Karnataka) et en Thaïlande (Nord-Est). in Padilla M. (éd.), Doco-Lesur H. (éd.). La sécurité alimentaire à court et à long terme. Économies et Sociétés, Série Développement agro-alimentaire, Grenoble, A.G., n° 22, mars-avril 1995, pp. 187-200.

(0) **Prudencio B. Julio (éd.), Franqueville André**, 1995 - La incidencia de la ayuda alimentaria en Bolivia. Unitas, La Paz, 210 p.

(1) **Franqueville André**, 1995 - L'espace andin préhispanique. in Claval P. (dir.), Singaravelou (dir.). Ethnographes. L'Harmattan, (Géographie et Cultures), Paris.

(1) **Franqueville André**, 1995 - La mortalité infantile en Bolivie : les raisons d'un retard à la baisse. in Commission scientifique de démographie (éd.). Populations du Sud et santé. Parcours et horizons. Hommage à Pierre Cantrelle. ORSTOM, Paris, pp. 169-182.

(5A) **Franqueville André**, 1995 - Compte rendu de Azoulay Gérard, Dillon Jean-Claude : La sécurité alimentaire en Afrique. Manuel d'analyse et d'élaboration des stratégies. ORSTOM, Cahiers des Sciences Humaines, Paris, vol. 31, n°3, pp. 744-745.

(5) **Franqueville André**, 1995 - Compte rendu de l'assemblée annuelle du département SUD (Bondy, le 08/09/1994). ORSTOM-SUD, Chroniques du SUD, Paris, n°14, février 1995, pp. 10-19.

(2) **Laure Joseph**, 1995 - Evolución histórica de los salarios mínimos y su poder de compra en Centroamérica. Nutrición al Día, Guatemala, vol. IX, n° 1, janvier-juin 1995, pp. 3-24.

(3) **Laure Joseph, Batres de Bonilla Martha del Rosario (coll.)**, 1995 - Panama : baisse progressive du pouvoir d'achat des salaires minimums. Analyse comparative des salaires minimums, des prix des aliments et des indices de prix (1939-1994). INCAP / ORSTOM, Guatemala, 58 p. (existe également en version espagnole "Panamá : pérdida progresiva del poder de compra de los salarios mínimos. Análisis comparativo de los salarios mínimos, los precios de los alimentos y los índices de precios al consumidor (1939-1994)", Colección Documentos Técnicos del INCAP, n° 26, 49 p.).

(2) **Peltre-Wurtz Jacqueline**, 1995 - Programmes de recherche du Département : année 1994. ORSTOM-SUD, Chroniques du SUD, Paris, n°16, septembre 1995, pp. 17-36.

(2) **Chaléard Jean-Louis**, 1995 - Temps des villes, temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire. Bulletin du GIDIS-CI, Abidjan, n°10, avril 1995, pp. 33-37.

(3) **Chaléard Jean-Louis**, 1995 - Le riz d'abord : l'agriculture mahou et ses transformations récentes (Côte d'Ivoire). in Cheneau-Loquay Annie (éd.), Leplaideur Alain (éd.). Quel avenir pour les rizicultures de l'Afrique de l'Ouest ? CIRAD, Montpellier, 4-7 avril 1995, 12 p.

(5) **Chaléard Jean-Louis**, 1995 - Résumé de thèse : Temps des villes, temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire. Intergéo-Bulletin, Paris, n°117, pp. 19-21.

(5) **Chaléard Jean-Louis**, 1995 - Résumé de thèse : Temps des villes, temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire. Information Géographique, Paris.

(6) **Chaléard Jean-Louis**, 1995 - Côte d'Ivoire. L'argent du cacao. CNDP (diffusion La 5 - Universités américaines), Paris.

(2A) Akindès Francis, 1995 - Impact de la dévaluation du franc CFA sur la consommation alimentaire à Abidjan. in Padilla M. (éd.), Doco-Lesur H. (éd.). La sécurité alimentaire à court et à long terme. Économies et Sociétés, Série Développement agro-alimentaire, Grenoble, A.G., n° 22, mars-avril 1995, pp. 91-110.

(2) Akindès Francis, 1995 - Côte d'Ivoire : alimentation dévaluée ? Courrier de la Planète, Paris, n° 29, juillet-août 1995, pp. 38-39.

(5) Akindès Francis, 1995 - Compte rendu de Lahouari Addi : L'Algérie et la modernité. Pouvoir et crise du politique dans l'Algérie contemporaine. Bulletin du GIDIS-CI, Abidjan, n°10, avril 1995, pp. 69-74.

(2A) Courade Georges, Grangeret-Owona Isabelle, Janin Pierre, 1994 - L'intensification agricole à l'épreuve de l'ajustement structurel : le devenir d'une agriculture familiale intensive en Afrique subsaharienne. in Recherche pour une agriculture tropicale viable à long terme. Comptes-rendus de l'Académie d'Agriculture de France, Paris, vol. 80, n° 8, pp. 163-174.

(2) Courade Georges, 1995 - Le projet OCISCA (l'étude de la crise et des effets de l'ajustement structurel) : des géographes impliqués dans une géographie conjoncturelle (1990-1996). Bulletin de liaison du comité national de géographie du Cameroun, Yaoundé, 9 p.

(2) Alary Véronique, Courade Georges, 1995 - Une expérience inédite : l'opération chèque planteur au Cameroun. Le Courrier ACP-UE, Bruxelles, n° 151, mai-juin 1995, pp. 73-74.

(5A) Courade Georges, 1995 - Compte rendu de Aymard Maurice, Grignon Claude, Sabban Françoise (dir) : Le temps de manger. Alimentation, emploi du temps et rythmes sociaux. ORSTOM, Cahiers des Sciences Humaines, Paris, vol. 31, n°3, pp. 746-749.

(2A) Grangeret-Owona Isabelle, 1995 - De la crise à la dévaluation du franc CFA : les évolutions technologiques et sociales de l'agriculture intensive familiale bamiléké. Cahiers Agricultures, Montrouge, n°4, pp. 45-51.

(2A) Delorme Hélène, Kroll Jean-Christophe, Mehier Claude, Valceschini Egizio, Alary Véronique (coll.), 1995 - Multilatéralisme et organisation économique régionale en Afrique francophone. Économie Rurale, Paris, n°226, mars-avril 1995, pp. 35-41.

(2A) Delorme Hélène, Kroll Jean-Christophe, Mehier Claude, Valceschini Egizio, Alary Véronique (coll.), 1995 - Multilatéralisme et organisation économique régionale en Afrique francophone. Problèmes économiques, Paris, n°2446, 15 novembre 1995, pp. 14-20.

(1) Simeu Kamdem Michel, 1994 - Informal urban economy in the lake Chad basin. in Braun Gerhard O. (éd.). Managing and marketing of urban development and urban life. Berlin, pp. 357-365.

(2) Dubois Jean-Luc, 1995 - OCISCA : présentation du programme. Équinoxe, Bulletin d'information de la Mission Française de Coopération et d'Action Culturelle au Cameroun, Yaoundé, n° 05, février-mars 1995, Les dossiers d'Équinoxe (spécial recherche), p. II.

(2) Dubois Jean-Luc, 1995 - Peut-on lever les obstacles à une collaboration entre l'ORSTOM et la Banque Mondiale ? ORSTOM-SUD, Chroniques du SUD, Paris, n°16, septembre 1995, pp. 98-109.

(2) Dubois Jean-Luc, 1995 - Organisations internationales et société civile. Miroir, mon beau miroir. Courrier de la Planète, Paris, n° 31, novembre-décembre 1995, pp. 23-25.

(0) Lebart Ludovic, Morineau Alain, Piron Marie, 1995 - Statistique exploratoire multidimensionnelle. Dunod, Paris, 439 p.

(2) **Piron Marie**, 1995 - Statistique en sciences sociales. Une démarche plus qu'un outil. ORSTOM-SUD, Chroniques du SUD, Paris, n°14, février 1995, pp. 132-139.

6.8.2. Autres documents

- (3) communication, conférence, texte court diffusé isolément
- (5) compte-rendu
- (7) thèse, mémoire (DEA, maîtrise)
- (8) rapport scientifique, de convention, d'expertise
- (9) "littérature grise"
- (10) rapport de mission

GP 52A : Industrialisation

(3) **Contamin Bernard**, 1995 - La politique de privatisation en Côte d'Ivoire. Éléments d'une évaluation. ORSTOM, Abidjan, Séminaire mensuel du CIRES, université de Côte d'Ivoire, 7 juillet 1995, 21 p. + annexes.

(3) **Contamin Bernard, Kouadjo Koffi, Ouattara Ibrahima**, 1995 - La gestion du temps dans les entreprises ivoiriennes. in Bazin Laurent (éd.). Le changement social dans l'entreprise africaine : compétitivité et systèmes de gestion. ORSTOM, (Notes et Travaux du GIDIS-CI), Abidjan, Rapport des séminaires, n°6, juin 1995, pp. 56-58.

(8) **Bohoun Bouabré, Kouassy Oussou**, 1994 - Interventions directes et performances des entreprises industrielles en Côte d'Ivoire. Le cas de la filière des corps gras et dérivés. DIAL, (documents de travail), Paris, octobre 1994, 20 p.

(3) **Bazin Laurent (éd.)**, 1995 - Le changement social dans l'entreprise africaine, compétitivité et systèmes de gestion. Rapport de séminaires. ORSTOM, (Notes et Travaux du GIDIS-CI), Abidjan, n°6, juin 1995, 92 p.

(3) **Bazin Laurent, Contamin Bernard, Hourgoué Anne-Marie**, 1995 - La décentralisation de la gestion et des pouvoirs dans les entreprises. in Bazin Laurent (éd.). Le changement social dans l'entreprise africaine : compétitivité et systèmes de gestion. ORSTOM, (Notes et Travaux du GIDIS-CI), Abidjan, Rapport des séminaires, n°6, juin 1995, pp. 71-75.

(3) **Chevassu Jean-Marie**, 1995 - La problématique du choix entre la grande industrie, la petite et moyenne industrie (PMI) et le secteur informel en Côte d'Ivoire. ORSTOM, Abidjan, Séminaire du CIRES, 24 février 1995, 48 p.

(10) **Chevassu Jean-Marie, Philippe J.**, 1995 - Rapport de mission du 26 octobre au 4 novembre 1995. Réflexions et propositions relatives au développement des exportations de Côte d'Ivoire. ORSTOM, Abidjan, novembre 1995, 7 p.

(9) **Piron Marie**, 1995 - Proposition d'un pôle "méthodologie" dans le cadre du GIDIS-CI. ORSTOM, Abidjan, 6 p.

(3) **Cosnard Maïté**, 1995 - Entreprises de la filière cuirs et peaux au Burkina Faso : des interdépendances fortes entre le secteur moderne et le secteur informel. AUPELF/UREF, Orléans, IVèmes journées scientifiques "Entreprises et dynamique de croissance", réseau Entrepreneuriat, 26-28 avril 1995, 24 p.

(3) **Simon Jean-Christophe**, 1995 - Les acteurs économiques et la gestion de l'ouverture internationale : stratégies industrielles et promotion publique en Thaïlande. ORSTOM, Grenoble, Journées scientifiques AUPELF-UREF, réseau analyse économique et développement, Rabat, 13-14 janvier 1995.

(3) **Simon Jean-Christophe**, 1995 - Nouvelles dynamiques industrielles et transformations sociales en Thaïlande. ORSTOM, Grenoble, Communication au colloque international "Mutations sociales et articulation des espaces ruraux et urbains". GEMDEV, IEDES, Paris, mars 1995.

(3) **He Y., Simon Jean-Christophe**, 1995 - La distribution des revenus dans la transition économique de la Chine. ORSTOM, Grenoble, Communication au colloque international sur l'économie chinoise, IDREC, CERDI, Clermont Ferrand, novembre 1995.

(3) **Selim Monique**, 1995 - Market state and business in Laos. Istanbul, Communication au colloque Contrats and contradictions in organization.

(3) **Selim Monique**, 1995 - L'entreprise, l'État et l'ethnologie au Laos. Rome, Communication au colloque international de sociologie.

(10) **Hours Bernard, Selim Monique**, 1995 - Rapport de mission au Vietnam du 6 au 21 février 1995. ORSTOM, Paris, 9 p. + annexes.

(10) **Hours Bernard, Selim Monique**, 1995 - Rapport de mission au Vietnam. 26 octobre - 22 novembre 1995. ORSTOM, Paris, 29 p.

GP 52B : Secteur informel, emploi, formation, revenu

(3) **Charmes Jacques**, 1995 - Le développement social en questions. ORSTOM, Paris, Séminaire sur "Les nouvelles relations internationales : quel développement ?", CIEDEL - CLERDI - ISARA, Lyon, 16-17 mai 1995, pp. 58-64.

(3) **Charmes Jacques**, 1995 - Emploi, informalisation, marginalisation : l'Afrique dans la crise et sous l'ajustement, 1975-1995. ORSTOM, Paris, Séminaire de Royaumont "Crise économique africaine et dynamique démographique", 22-24 mai 1995, 20 p.

(3) **Charmes Jacques**, 1995 - Le secteur informel, un concept pertinent pour l'analyse des marchés du travail et pour la définition de politiques appropriées de création d'emplois : l'exemple du Viet Nam en transition. ORSTOM, Paris, Séminaire international ORSTOM-MOLISA "L'impact des transformations économiques sur le développement des ressources humaines, l'emploi et le secteur informel au Viet Nam et en Asie du Sud-Est", Hanoi, 15-17 novembre 1995, 11 p.

(3) **Charmes Jacques**, 1995 - Methodological issues for surveying and quantifying employment, production and incomes in the informal sector workshop on the dynamics of the informal and small-scale enterprise sector. ORSTOM, Paris, The Economic Research Forum for the Arab Countries, Iran and Turkey, Aswan, Égypte, 1-3 décembre 1995, 13 p.

(9) **Charmes Jacques**, 1995 - Progress in measurement of employment in the informal sector. ORSTOM, Paris, 16 p.

(9) **Charmes Jacques**, 1995 - La capacité d'adaptation des ménages béninois sous ajustement aux effets de la dévaluation du Franc CFA. Une analyse du comportement des ménages urbains d'après les résultats de l'enquête légère auprès des ménages (ELAM 4 et 4 bis). INSAE - PNUD, Cotonou, 36 p.

(9) **Charmes Jacques, Thieu Nguyen Van, Oudin Xavier, Dung Nguyen Huu, Dai Nguyen Van, Henaff Nolwen (coll.)**, 1995 - La transition économique, la constitution et le développement des petites entreprises (du secteur informel) au Vietnam. Résultat de l'enquête qualitative 1992-1994. MOLISA / ORSTOM, Paris, mars-avril 1995, 47 p. (Partie II, chapitre I : Situation des petites entreprises au moment de leur création).

(9) **Charmes Jacques**, 1995 - Comment mobiliser la recherche scientifique pour la mettre au service du développement ? Le rôle de l'expertise collective. ORSTOM, Paris, 10 p.

(3) **Oudin Xavier**, 1995 - La protection sociale des travailleurs non-salariés dans les pays en développement. ORSTOM / Ministère des Affaires Étrangères, Paris, Contribution pour le Séminaire préparatoire au Sommet Mondial pour le Développement Social (Copenhague, mars 1995). Le développement peut-il être social ? Pauvreté, chômage, exclusion dans les pays du Sud. Royaumont, 9-11 janvier 1995. 10 p.

(3) **Oudin Xavier**, 1995 - Comment les petites entreprises ont-elles réémergé au Viet Nam ? ORSTOM / CEPRH, Hanoï, Séminaire international ORSTOM-MOLISA "L'impact des transformations économiques sur le développement des ressources humaines, l'emploi et le secteur informel au Viet Nam et en Asie du Sud-Est", Hanoï, 15-17 novembre 1995.

(5) **Henaff Nolwen, Oudin Xavier**, 1995 - Rapport de la réunion du réseau Démographie et développement, AUPELF-UREF, Jakarta, 14-15 juin 1995. ORSTOM, Jakarta, 3 p.

(5) **Henaff Nolwen, Martin Jean-Yves, Oudin Xavier**, 1995 - L'impact des transformations économiques sur le développement des ressources humaines, l'emploi et le secteur informel au Viet Nam et en Asie du Sud-Est. Conclusions du Séminaire. ORSTOM, Hanoï, Séminaire international de Hanoï organisé avec le Ministère du Travail, des Invalides et des Affaires Sociales, 15-17 novembre 1995, 7 p.

(9) **Oudin Xavier**, 1995 - Le lent développement du salariat en Asie du sud-est. ORSTOM, Hanoï, 16 p.

(10) **Oudin Xavier**, 1995 - Rapport de mission à Bangkok (24 au 30 septembre 1995). ORSTOM, Bangkok, 5 p.

(3) **Henaff Nolwen**, 1995 - La segmentation sur le marché du travail. Situation et perspectives pour le Vietnam. ORSTOM / CEPRH, Hanoï, Séminaire international ORSTOM-MOLISA "L'impact des transformations économiques sur le développement des ressources humaines, l'emploi et le secteur informel au Viet Nam et en Asie du Sud-Est", Hanoï, 15-17 novembre 1995, 17 p.

(5) **Henaff Nolwen**, 1995 - Compte rendu de lectures. ORSTOM, Bondy, 4 p.

(10) **Henaff Nolwen, Martin Jean-Yves**, 1995 - Rapport de mission au Vietnam (12 juin-7 juillet 1995). ORSTOM, Bondy, 17 juillet 1995, 28 p.

(9) 1995 - L'impact des transformations économiques sur le développement des ressources humaines, l'emploi et le secteur informel au Viet Nam et en Asie du Sud-Est. Séminaire international de Hanoï du 15-17 novembre 1995. Résumés des communications. MOLISA / ORSTOM, Hanoï, 86 p.

(3) **Vagneron Isabelle**, 1995 - Sous-traitance et marché du travail en Thaïlande. ORSTOM, Bangkok, Séminaire international ORSTOM-MOLISA "L'impact des transformations économiques sur le développement des ressources humaines, l'emploi et le secteur informel au Viet Nam et en Asie du Sud-Est", Hanoï, 15-17 novembre 1995.

(3) **Weigel Jean-Yves**, 1995 - Macro-économie de l'aquaculture tunisienne. ORSTOM, Bondy, Communication invitée au séminaire relatif au Plan Directeur de l'Aquaculture de Tunisie, Ministère du Développement rural, Département des pêches de la FAO, Hammamet, 6-8 janvier 1995, 23 p.

(3) **Weigel Jean-Yves**, 1995 - Impact macro-économique de l'aquaculture au niveau national. ORSTOM, Bondy, Communication invitée au séminaire du réseau SELAM (Socio-Economic and Legal aspects for Aquaculture in the Mediterranean), Montpellier 17-19 mai 1995, 10 p.

(3) **Weigel Jean-Yves**, 1995 - Traditional fishery management : some West African lessons. ORSTOM, Bondy, Communication à la Vème Conférence de l'IASCP, Bodö (Norvège), 24-28 mai 1995, 13 p.

(3) **Weigel Jean-Yves, Tuan N.A., Phuong N.T., Hung H.P.**, 1995 - Marine fishing industry in the mekong delta, Vietnam : present status and recommendations for future development. CEE - ORSTOM, Sémarang, Communication au SOSEKIMA (Socio-Economics, Innovation and Management Seminar), organisé par le projet PELFISH du 4 au 7 décembre 1995 à Sémarang (Indonésie), 21 p.

(8) **Weigel Jean-Yves**, 1995 - Analyse macro-économique du Plan Directeur de l'aquaculture de Tunisie. Direction des Pêches et de l'Aquaculture - FAO (Département des Pêches), Rome, Tunis, janvier 1995, 58 p.

(8) **Weigel Jean-Yves, Lheureux R.**, 1995 - Évaluation du Plan Sectoriel Pêche de Madagascar. PNUD-FAO (Département des Pêches), Rome, juin 1995, 61 p.

(8) **Weigel Jean-Yves, Lae Raymond**, 1995 - Diagnostic halieutique et propositions d'aménagement des pêches lacustres au Mali (Manantali). Plan Directeur des Pêches du Mali, 1ère phase. Direction des Eaux et Forêts - FAO (Département des Pêches), Rome, novembre 1995, 73 p.

GP 52C : Institutions et pratiques de développement

(3) **Chauveau Jean-Pierre**, 1995 - Le concept de stratégie des agriculteurs : intérêts et limites. ORSTOM, Montpellier, Journées du LEA, Montpellier, octobre 1995.

(3) **Chauveau Jean-Pierre**, 1995 - Les sociétés paysannes et l'innovation : les principaux paradigmes et leur évolution. ORSTOM, Montpellier, Journées du LEA, Montpellier, octobre 1995.

(8) **Chauveau Jean-Pierre (dir.), Lebas Pierre et alii**, 1995 - Appropriation d'innovations et exclusion de groupes vulnérables dans les projets participatifs de développement rural en Afrique de l'Ouest. FAO - Division des Ressources Humaines, des Institutions et de la Réforme Agraire, Rome, décembre 1995, 136 p., biblio., annexes.

(8) **Milleville Pierre, Chauveau Jean-Pierre (coll.) et alii**, 1995 - Stratégies et comportements des agriculteurs les plus pauvres vis-à-vis de l'intensification et de la préservation des ressources naturelles dans les pays de l'Afrique soudano-sahélienne. FAO, Rome, Document provisoire, 141 p.

(3) **Nguingiri Jean-Claude, Katz E.**, 1995 - Clans, ethnies et État. Partage et conflits d'appropriation de l'espace au Kouilou (Congo). ORSTOM / Université de Paris IV, Paris, Colloque international "Le territoire, lien ou frontière ? Identités, conflits ethniques, enjeux et recompositions territoriales", Paris, 2-4 octobre 1995.

(7) **Nguingiri Jean-Claude**, 1995 - Des pêcheurs face au développement : acteurs, stratégies et trajectoires des pêcheries vili du Congo. Analyse socio-anthropologique. EHESS, Marseille, 273 p.

(8) **Nguingiri Jean-Claude**, 1995 - L'arène des "populations cibles". Les acteurs à l'interface (projet de pêche de Matombi, Congo). in Chauveau Jean-Pierre (dir.). Appropriation d'innovations et exclusion de groupes vulnérables dans les projets participatifs de développement rural en Afrique de l'Ouest. FAO - Division des Ressources Humaines, des Institutions et de la Réforme Agraire, Rome, Annexes 4 : Contributions spécifiques au groupe de réflexion, décembre 1995, 12 p.

(8) **Sanda Maman Sani**, 1995 - Étude de jeux et enjeux des acteurs d'un projet de développement rural : le projet de gestion des terroirs de Filingue. MCAC / EHESS-GRA, Niamey, mars 1995, 35 p., annexes, biblio.

(8) **Compaoré Viviane, Fauré Yves-André**, 1995 - Contexte économique d'ajustement et nouveaux champs de recherches. Rapport à la Commission sur les indicateurs socio-économiques. Ministère des Enseignements Supérieurs / CNRST, Ouagadougou, janvier 1995, 8 p.

(8) **Verdeaux François**, 1995 - Sauvegarde ou restauration de la biodiversité face au processus de déforestation en Côte d'Ivoire. in Aubertin Catherine (éd.). Coût incrémental de la protection de la biodiversité. ORSTOM / FFEM, Paris, 8 p.

(3) **Mounier Alain**, 1995 - Le retour salarial en Thaïlande. ORSTOM, Bangkok, Séminaire international ORSTOM-MOLISA "L'impact des transformations économiques sur le développement des ressources humaines, l'emploi et le secteur informel au Viet Nam et en Asie du Sud-Est", Hanoï, 15-17 novembre 1995, 38 p.

(3) **Mounier Alain**, 1994 - National industrializations, a historical and comparative approach. Bangkok, Communication à la Conférence "Management of social transformation in Asia", UNESCO, Bangkok, 21-24 novembre 1994.

(5) **Mounier Alain**, 1995 - Compte rendu de Latouche Serge : La mégamachine. Raison techno-scientifique, raison économique et mythe du progrès. ORSTOM, Bangkok, novembre 1995, 6 p.

GP 52D : Développement et ajustement

(8) 1995 - Unité de recherche "Modèles et réalités du développement" (UR 52). Responsable : Philippe Bonnefond. Rapport d'activités de l'année 1994. ORSTOM-SUD-LSS, Bondy, 110 p.

(10) **Richard Jacques**, 1995 - Compte-rendu de mission en Côte d'Ivoire du 1er décembre 1994 au 10 janvier 1995. CIRAD, Paris, 6 p. + annexes.

(3) **Herrera Javier**, 1995 - Détermination du taux de change parallèle naira/F CFA et implications pour les politiques macro-économiques de la zone franc : un éclairage à partir du cas camerounais. DIAL, Paris, Deuxièmes journées scientifiques du réseau "Analyse économique et développement" de l'AUPELF-UREF, "Comportements micro-économiques et réformes macro-économiques dans les pays en développement", Rabat, 13-14 janvier 1995, 23 p.

(3) **Herrera Javier**, 1995 - Rapport sur les interventions de M. Herrera au Séminaire International sur les effets de la dévaluation du franc CFA. DIAL, Paris, n° 1995-03/R, ENSEA/CEE-EUROSTAT, Abidjan, 21-22 juin 1995, 7 p.

(5) **Herrera Javier**, 1995 - Compte rendu d'Adams Dale (dir.) et Fitchett D. (dir.) : Finance informelle dans les pays en développement. ORSTOM, Paris, 3 p.

(8) **Herrera Javier**, 1995 - Suivi des effets de la dévaluation. Quelques éléments pour un canevas. DIAL, (documents de travail), Paris, janvier 1995, 13 p.

(8) **Herrera Javier**, 1995 - La hausse des prix à la consommation et la dépréciation du taux de change réel du F CFA. DIAL, Paris, Contribution à l'Étude macro-économique sur le Cameroun après la dévaluation, étude réalisée à la demande du Ministère de la Coopération par le CERED-FORUM, la CFD, DIAL et le Ministère de la Coopération, janvier 1995, 23 p.

(8) **Cogneau Denis, Herrera Javier, Roubaud François**, 1995 - La dévaluation du franc CFA au Cameroun : bilan et perspectives. DIAL, Paris, n°1995-04/T, mars 1995, 20 p.

(8) **Herrera Javier, Massuyeau B.**, 1995 - L'influence du Nigeria sur l'évolution des prix, taux de change et flux transfrontaliers des pays voisins de la zone franc : le cas du Bénin et du Cameroun. DIAL, Paris, n° 1995-09/T, mai 1995, 37 p.

(8) **Herrera Javier, Engola Oyep Jeannot**, 1995 - Note de conjoncture sur les échanges transfrontaliers entre le Cameroun et le Nigeria. 1er trimestre 1995-96. Ministère de l'Économie et des Finances du Cameroun / Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale, Yaoundé, octobre 1995, 25 p.

(8) **Herrera Javier**, 1995 - Prix et politique de change à Madagascar sur longue période. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (études), Antananarivo, n° 9512/E, décembre 1995, 35 p.

(8) **Herrera Javier**, 1995 - Dépréciation du taux de change et inflation à Madagascar. Une approche économétrique. DIAL, Paris, décembre 1995, 72 p.

(10) **Herrera Javier**, 1995 - Vers un rééquilibrage du commerce transfrontalier entre le Cameroun et le Nigeria ? Rapport de mission au Cameroun 13 au 28 mai 1995. DIAL, Paris, n°1995-07/T, juin 1995, 24 p.

(9) **Moisseron Jean-Yves, Herrera Javier (contribution de), Cogneau Denis (contribution de)**, 1995 - Socio-économie versus macro-économie. Un commentaire critique de l'article de Jean-Pierre Chauveau "Diagnostiquer l'évolution des agricultures africaines : privilégier l'efficacité ou privilégier les processus ?". DIAL, Paris, 10 p.

(8) **Cogneau Denis, Herrera Javier, Loup Jacques, Naudet J. David**, 1995 - Évaluation du rapport de la Banque Mondiale. "A continent in transition : sub-saharan Africa in the mid-1990's". DIAL, Paris, n° 1995-14/T, janvier 1995, 34 p.

(8) **Cogneau Denis**, 1995 - Proposition de programme de travail MADIO-DIAL. Groupe de modélisation macro-économique. DIAL, Paris, n° 1995-16/T, octobre 1995, 15 p.

(10) **Cogneau Denis**, 1995 - Dévaluation du Franc CFA, recensement industriel et proposition pour la mise en place d'un modèle macro-économique. Rapport de mission de Denis Cogneau à Antananarivo, 4-20 mai 1995. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (documents techniques), Antananarivo, n° 9508/DT, juin 1995, 18 p.

(3) **Roubaud François**, 1995 - La méthode des enquêtes en deux phases pour la mesure du secteur informel dans les pays en développement : expériences comparées Mexique-Cameroun-Madagascar. ORSTOM, Antananarivo, 50ème session de l'Institut International de la Statistique, Beijing, 20-30 août 1995, 3 p. (MADIO n° 9515/E).

(8) **Roubaud François**, 1995 - L'emploi et les conditions d'activité de la population malgache en 1993. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (études), Antananarivo, n°9501/E, mars 1995, 25 p.

(8) **Rakotomanana Faly, Ramarohetra José, Ramilison Eric, Randrianarison Jean Gabriel, Ravelosoa Rachel, Razafindrakoto Mireille, Roubaud François**, 1995 - L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo. Enquête 1-2-3. Premiers résultats de la phase 1 sur l'emploi. Premier trimestre 1995. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (études), Antananarivo, n° 9506/E, juin 1995, 32 p.

(8) **Bardon Rémi, Rakotomanana Faly, Ramilison Eric, Randrianarison Jean Gabriel, Roubaud François**, 1995 - Le secteur informel dans l'agglomération d'Antananarivo : performances, insertion, perspectives. Enquête 1-2-3. Premiers résultats de la phase 2. Second trimestre 1995. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (études), Antananarivo, n° 9513/E, octobre 1995, 50 p.

- (8) **Ramilison Eric, Ravelosoa Rachel, Ramarohetra José, Roubaud François**, 1995 - La consommation et le rôle du secteur informel dans la satisfaction des besoins des ménages dans l'agglomération d'Antananarivo. Enquête 1-2-3. Premiers résultats de la phase 3. Second trimestre 1995. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (études), Antananarivo, n°9514/E, octobre 1995, 33 p.
- (8) **Razafindrakoto Mireille, Roubaud François**, 1995 - Sait-on au moins ce qu'ils en pensent ? Le point de vue des Tananariviens sur les grandes options économiques pour le développement de Madagascar. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (études), Antananarivo, n°9516/E, septembre 1995, 15 p. + annexe.
- (8) **Raobelina Bodo, Roubaud François**, 1995 - Indice des prix à la consommation. Octobre 1995. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (études), Antananarivo, n°9518/E, octobre 1995, 6 p.
- (8) **Raobelina Bodo, Roubaud François**, 1995 - Indice des prix à la consommation. Novembre 1995. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (études), Antananarivo, n°9520/E, décembre 1995, 4 p.
- (8) **Herrera Javier, Roubaud François**, 1995 - Amélioration et valorisation de l'indice des prix à la consommation malgache. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (documents techniques), Antananarivo, n°9505/DT, mars 1995, 12 p.
- (8) **Roubaud François**, 1995 - Le projet MADIO : Rapport d'Activité 1995. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (documents techniques), Antananarivo, n°9520/DT, décembre 1995, 13 p.
- (10) **Gatto Stefano, Roubaud François**, 1995 - Étude de la faisabilité d'une enquête 1-2-3 au Salvador. Rapport de mission EUROSTAT, El Salvador, juillet 1995. EUROSTAT, Luxembourg, juillet 1995, 20 p.
- (10) **Gatto Stefano, Roubaud François**, 1995 - Informe de la mision de identificacion para la realizacion de una encuesta 1-2-3 del sector informal en el Salvador (proyecto fommi 2), San Salvador, 26-6/4-7-1995. EUROSTAT, San Salvador, juillet 1995, 10 p.
- (8) **Droy Isabelle**, 1995 - Volet "agriculture et activités rurales" du projet MADIO : propositions de travail. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (documents techniques), Antananarivo, n° 9501/DT, janvier 1995, 16 p.
- (8) **Droy Isabelle**, 1995 - Observatoires ruraux 1995 : préparation du questionnaire enquête-ménage, organisation et budget des opérations. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (documents techniques), Antananarivo, n° 9507/DT, avril 1995, 10 p.
- (8) **Droy Isabelle**, 1995 - Rapport de synthèse méthodologique sur les opérations des quatre observatoires en zone rurale, 1995. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (documents techniques), Antananarivo, n° 9518/DT, décembre 1995, 7 p.
- (9) **Droy Isabelle**, 1995 - Observatoires ruraux 1995 : questionnaire de l'enquête ménage et manuel de l'enquêteur. ORSTOM / INSTAT / MADIO, Antananarivo, 28 p. (version française), 16 p. (version malgache).
- (10) **Droy Isabelle**, 1995 - Rapport de mission à Toliara (mise en place d'un observatoire) 6-11 février 1995. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (documents techniques), Antananarivo, n° 9502/DT, février 1995, 6 p.
- (10) **Droy Isabelle**, 1995 - Rapport de mission à Antsirabe (mise en place d'un observatoire) 21-24 février 1995. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (documents techniques), Antananarivo, n° 9503/DT, février 1995, 5 p.

(10) **Droy Isabelle**, 1995 - Rapport de mission à Antalaha, 22-29 mai 1995. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (documents techniques), Antananarivo, n° 9509/DT, juin 1995, 7 p.

(8) **Razafindrakoto Mireille**, 1995 - Madagascar à la recherche d'une gestion adéquate du taux de change : l'impact de la politique de change sur le commerce extérieur comparé au cas de l'Île Maurice. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (études), Antananarivo, n°9507/E, juin 1995, 13 p.

(8) **Razafindrakoto Mireille**, 1995 - Les déterminants des investissements directs étrangers à Madagascar. Quelle leçon peut-on tirer de l'expérience asiatique et mauricienne ? ORSTOM / INSTAT / MADIO, (études), Antananarivo, n°9517/E, octobre 1995, 23 p.

(8) **Razafindrakoto Mireille**, 1995 - Méthodologie et organisation de l'enquête annuelle dans l'industrie. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (documents techniques), Antananarivo, n°9510/DT, juin 1995, 7 p.

(8) **Razafindrakoto Mireille**, 1995 - Rapport de synthèse méthodologique sur les opérations du recensement industriel 1995. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (documents techniques), Antananarivo, n°9517/DT, décembre 1995.

(8) **Rakotomanana Faly**, 1995 - Le secteur informel à Madagascar en 1993/1994, vu à travers l'enquête permanente auprès des ménages. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (études), Antananarivo, n° 9502/E, décembre 1995, 16 p.

(8) **Randrianarison Jean Gabriel**, 1995 - L'évolution du secteur moderne 1991-1994 : essai de cadrage à partir des enquêtes de conjoncture du Ministère de l'Économie et du Plan. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (études), Antananarivo, n° 9505/E, décembre 1995, 16 p.

(8) **Ramilison Eric**, 1995 - Le chômage dans l'agglomération d'Antananarivo est-il volontaire ? ORSTOM / INSTAT / MADIO, (études), Antananarivo, n°9508/E, juillet 1995, 10 p.

(8) **Ramarohetra José**, 1995 - La trajectoire des entrepreneurs du secteur informel et leurs perspectives de développement dans l'agglomération d'Antananarivo. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (études), Antananarivo, n°9509/E, décembre 1995, 15 p.

(8) **Joseph Anne**, 1995 - La restructuration du secteur bancaire à Madagascar. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (études), Antananarivo, n°9510/E, août 1995, 13 p.

(8) **Joseph Anne**, 1995 - Le marché interbancaire des devises à Madagascar. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (études), Antananarivo, n°9511/E, août 1995, 15 p. + annexes.

(8) **Ramarohetra José**, 1995 - Définition de l'agglomération d'Antananarivo et rapport de synthèse sur le dénombrement des ménages de l'enquête 1-2-3, 1995. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (documents techniques), Antananarivo, n° 9511/DT, mars 1995, 12 p.

(8) **Ramarohetra José**, 1995 - Rapport de synthèse méthodologique sur les opérations de la phase 1 (emploi) de l'enquête 1-2-3, 1995. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (documents techniques), Antananarivo, n°9512/DT, juin 1995, 14 p.

(8) **Rakotomanana Faly**, 1995 - Rapport de synthèse méthodologique sur les opérations de la phase 2 (secteur informel) de l'enquête 1-2-3, 1995. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (documents techniques), Antananarivo, n° 9513/DT, juillet 1995, 9 p.

(8) **Ravelosoa Rachel**, 1995 - Rapport de synthèse méthodologique sur les opérations de la phase 3 de l'enquête 1-2-3 1995 (enquête sur les consommations des ménages). ORSTOM / INSTAT / MADIO, (documents techniques), Antananarivo, n°9514/DT, octobre 1995, 9 p.

(8) **Randrianarison Jean Gabriel**, 1995 - Rapport de synthèse méthodologique sur la saisie des trois phases de l'enquête 1-2-3 et du recensement industriel 1995. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (documents techniques), Antananarivo, n° 9519/DT, janvier 1996, 15 p.

(9) 1995 - Madagascar : une société bloquée ? Le rôle des élites dans le processus de développement. Proposition de termes de référence. ORSTOM / INSTAT / MADIO, Antananarivo, avril 1995, 4 p.

(10) **Dubourdiou Lucile**, 1995 - Mission préparatoire à la mise en place d'un observatoire rural à Marovoay. Compte-rendu d'entretiens. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (documents techniques), Antananarivo, n° 9504/DT, mars 1995, 13 p.

(10) **Henry Corinne, Henry Philippe**, 1995 - Compte rendu de la mission à Antsirabe, 27-29 mars 1995. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (documents techniques), Antananarivo, n° 9506/DT, mars 1995, 5 p.

(10) **Bardon Rémi**, 1995 - Saisie et apurement de l'enquête 1-2-3 1995 à Antananarivo. Rapport de mission de Rémi Bardon à Antananarivo, 10 juin - 6 juillet. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (documents techniques), Antananarivo, n° 9515/DT, août 1995, 4 p. + annexes.

(10) **Cling J. P.**, 1995 - Mise en place d'un système de suivi permanent et d'analyse de la conjoncture économique à Madagascar : programme d'action pour 1996. Rapport de mission de J. P. Cling, 21-23 novembre 1995. ORSTOM / INSTAT / MADIO, (documents techniques), Antananarivo, n°9516/DT, novembre 1995, 10 p.

GP 52E : Maîtrise de la sécurité alimentaire

(3) **Minvielle Jean-Paul**, 1995 - Les systèmes énergétiques dans un environnement sahélien en mutation : potentialités et politiques. ORSTOM / Université Nouvelle de Lisbonne - Faculté de Sciences et Technologies / CCE (DG VIII et XII), Lisbonne, Séminaire international sur Les systèmes énergétiques dans un environnement sahélien en mutation, Praia, Cap-Vert, 6 au 8 juin 1995, 49 p.

(8) **Minvielle Jean-Paul**, 1995 - Les systèmes énergétiques dans un environnement sahélien en mutation : potentialité et politiques. Diagnostic et propositions. Commission Européenne DG XII, Paris, mars 1995, 35 p.

(10) **Minvielle Jean-Paul**, 1995 - Première réunion de concertation du programme FAO. Approvisionnement et distribution alimentaires des villes de l'Afrique Francophone. Montpellier, 24-28 avril 1995. Compte rendu de mission. ORSTOM, Paris, 3 p.

(10) **Minvielle Jean-Paul**, 1995 - Rapport de mission à la FAO (Rome) du 4 au 5 septembre 1995. ORSTOM, Paris, 3 p.

(10) **Minvielle Jean-Paul**, 1995 - Rapport de mission auprès de L'Asian Vegetable Research and Development Center (AVRDC). Taiwan. ORSTOM, Paris, octobre 1995, 22 p.

(3) **Roch Jean, Sastrawidjaja**, 1995 - The large seiners of the Java sea : fishermen incomes. ORSTOM / PELFISH, Jakarta, Fourth Asian Fisheries Forum, Beijing, 16-20 octobre 1995, 5 p.

(3) **Roch Jean, Durand Jean-René, Sastrawidjaja**, 1995 - The economic evolution of large seiners in the Java sea. ORSTOM / PELFISH, Jakarta, Fourth Asian Fisheries Forum, Beijing, 16-20 octobre 1995, 3 p.

(3) **Durand Jean-René, Petit Didier, Potier Michel, Roch Jean, Widodo J.**, 1995 - Multidisciplinary studies for fishery management. ORSTOM / PELFISH, Jakarta, Fourth Asian Fisheries Forum, Beijing, 16-20 octobre 1995, 8 p.

(3) **Weigel Jean-Yves, Vuichard Luc, Roch Jean**, 1995 - The marketing and processing of pelagic species on the main fish auctions of central Java (Java Sea). CEE-ORSTOM, Sémarang, Communication au SOSEKIMA (Socio-Economics, Innovation and Management Seminar) organisé par le Java Sea Pelagic Fisheries Assessment Project (PELFISH) (CEE-ORSTOM) du 4 au 7 décembre 1995, à Sémarang (Indonésie), 33 p.

(7) **Cortès Geneviève**, 1995 - La migration : survie et mutations des sociétés paysannes andines. Deux exemples dans le Valle Alto de Cochabamba (Bolivie). Université de Toulouse Le Mirail-GRAL, Toulouse, janvier 1995, 545 p.

(3) **Chaléard Jean-Louis**, 1995 - Temps des vivres, temps des villes : pour une nouvelle approche des campagnes en Côte d'Ivoire. LSGA-EHESS / CNRS, Paris, Séminaire "Dynamique des systèmes agraires : cadrages, objets, démarches, terrains : quoi de neuf ?", 16 p.

(9) **Chaléard Jean-Louis**, 1995 - A propos de la diversité de l'agriculture ivoirienne. ORSTOM, Paris, septembre 1995, 5 p.

(10) **Chaléard Jean-Louis**, 1995 - Rapport de mission. Côte d'Ivoire, 16/11-11/12/1994. ORSTOM, Paris, 3 p.

(3) **Janin Pierre**, 1995 - L'État, les planteurs camerounais et le marché : une décennie de non gestion économique et de crise. CECOD - IEDES - Université de Paris I, Paris, Colloque international "Agriculture paysanne et question alimentaire", 20-23 février 1996, 19 p.

(7) **Janin Pierre**, 1995 - L'immuable, le changeant et l'imprévu. Les économies de plantation bamiléké et bété du Cameroun confrontées aux chocs extérieurs. Université de Paris-Sorbonne, Paris IV / ORSTOM-SUD-UR 52-GP MSA, Paris, 2 tomes, mai 1995, 686 p.

(9) **Janin Pierre**, 1995 - "Tout change pour que tout reste pareil", ruptures et continuités en économie de plantation bamiléké et bété (Cameroun) en période de crise. ORSTOM, Bondy, 16 p.

(3) **Weiss Thomas**, 1995 - La crise de l'État en Afrique et ses conséquences sur la gestion des périphéries frontalières par les populations : l'exemple des migrations nigérianes vers le Cameroun anglophone. ORSTOM, Paris, Colloque international "Le territoire, lien ou frontière ? Identités, conflits ethniques, enjeux et recompositions territoriales", Paris, 2-4 octobre 1995.

(8) **Ndembou Samuel**, 1995 - Changements géographiques et permanence sociale dans le bassin camerounais de la Bénoué. OCISCA / ORSTOM / INC, Yaoundé, 160 p. + annexe.

(3) **Ngouajio Mathieu, Foko Emmanuel, préface de Dubois Jean-Luc**, 1995 - The impact of the CFA franc devaluation on the cost of production and net revenue of four food crops in Dschang. ORSTOM / MINREST, (Les Cahiers d'OCISCA), Yaoundé, n° 14, janvier 1995, 18 p.

(3) **Foko Emmanuel, préface de Dubois Jean-Luc**, 1995 - Les problèmes de financement de l'agriculture vivrière à Bafou. ORSTOM / MINREST, (Les Cahiers d'OCISCA), Yaoundé, n° 15, février 1995, 17 p.

(3) **Bopda Athanase**, 1994 - Le village cacaoyer du sud du Cameroun sous le choc de la dévaluation : le cas de Yemessoa. ORSTOM / MINREST, (Les Cahiers d'OCISCA), Yaoundé, n°8, septembre 1994, 17 p.

(8) **Zanga Mbarga Julienne Lydie, Bopda Athanase (dir.), préface de Dubois Jean-Luc**, 1995 - La pisciculture à Yemessoa. ORSTOM / MINREST, (Les travaux en cours - OCISCA), Yaoundé, n°4, 62 p.

(9) **Bopda Athanase, Grasland Claude**, 1995 - Noyaux régionaux et limites territoriales au Cameroun. Migrations et structures par âge de la population en 1987. UIESP, Paris, juillet 1995, 38 p.

(8) **Herrera Javier et alii**, 1995 - Les échanges transfrontaliers entre le Cameroun et le Nigeria. Rapport final de l'observatoire frontalier OCISCA. ORSTOM-OCISCA, Paris, février 1995, 150 p., 32 graph.

(3) **Dubois Jean-Luc**, 1995 - A la recherche d'une nouvelle approche pour la politique sociale. ORSTOM / Ministère des Affaires Étrangères, Paris, Contribution pour le séminaire préparatoire au Sommet Mondial pour le Développement social (Copenhague, mars 1995). Le développement peut-il être social ? Pauvreté, chômage, exclusion dans les pays du Sud. Royaumont, 9-11 janvier 1995. 13 p.

(3) **Dubois Jean-Luc**, 1995 - Ménages et famille : la théorie revisitée. ORSTOM, Yaoundé, Communication au séminaire "Ménage et famille en Afrique : bilan, enjeux et perspectives de la recherche", Lomé, 4 au 9 décembre 1995, 18 p.

(3) **Guimapi Chantal, préface de Dubois Jean-Luc**, 1995 - Les attitudes de survie des femmes à Yaoundé. ORSTOM / MINREST, (Les Cahiers d'OCISCA), Yaoundé, n° 16, mars 1995, 40 p.

(3) **Amin Aloysius Ajab, préface de Dubois Jean-Luc**, 1995 - The effects of structural adjustment programme on Cameroon's major exports cocoa, coffee and cotton. ORSTOM / MINREST, (Les Cahiers d'OCISCA), Yaoundé, n° 17, avril 1995, 28 p.

(3) **Équipe de l'Observatoire de Bafou, préface de Dubois Jean-Luc**, 1995 - Libéralisation, dévaluation : bientôt la relance de la caféiculture à Bafou. ORSTOM / MINREST, (Les Cahiers d'OCISCA), Yaoundé, n° 18, mai 1995, 33 p.

(3) **Amin Rebecca M. Ntongho, préface de Dubois Jean-Luc**, 1995 - The participation of the cameroonian woman in community development. ORSTOM / MINREST, (Les Cahiers d'OCISCA), Yaoundé, n° 19, juin 1995, 23 p.

(3) **Équipes d'OCISCA, Dubois Jean-Luc**, 1995 - Regards sur le développement social. Ensemble des réflexions et propositions d'actions émises par les équipes d'OCISCA. Rapport de synthèse du Séminaire sur le Développement Social, Monastère du Mont Fébé, 25 et 26 octobre 1994. ORSTOM / MINREST, (Les Cahiers d'OCISCA), Yaoundé, n° 21, août 1995, 27 p.

(3) **Équipe de l'Observatoire de Yemessoa, préface de Dubois Jean-Luc**, 1995 - Plus de besoins pour moins d'argent et plus d'activités pour moins de pouvoir d'achat. ORSTOM / MINREST, (Les Cahiers d'OCISCA), Yaoundé, n° 22, septembre 1995, 30 p.

(3) **Amin Aloysius Ajab, préface de Dubois Jean-Luc**, 1995 - The problem of decreasing income and increasing cost of health care in Cameroon. ORSTOM / MINREST, (Les Cahiers d'OCISCA), Yaoundé, n° 23, octobre 1995, 18 p.

(3) **Kamga André, préface de Dubois Jean-Luc**, 1995 - Crise et déscolarisation en milieu rural. Le cas du village de Bafou. ORSTOM / MINREST, (Les Cahiers d'OCISCA), Yaoundé, n° 24, novembre 1995, 21 p.

(3) **Ngabmen Hubert, préface de Dubois Jean-Luc**, 1995 - Créer des emplois pour les jeunes grâce à l'aménagement urbain. ORSTOM / MINREST, (Les Cahiers d'OCISCA), Yaoundé, n° 25, décembre 1995, 27 p.

(8) **Laboratoire Pauvreté et Politique Sociale, Amin Aloysius Ajab (dir.), préface de Dubois Jean-Luc**, 1995 - Poverty and social policies. ORSTOM / MINREST, (Les travaux en cours - OCISCA), Yaoundé, n°1, 102 p.

(8) **Dubois Jean-Luc**, 1995 - Vision for the 21st century : poverty alleviation and sharing of wealth. in Amin Aloysius Ajab (dir.). Poverty and social policies. ORSTOM / MINREST, (Les travaux en cours - OCISCA), Yaoundé, n°1, pp. 5-17.

(8) **Dubois Jean-Luc, préface Bopda Athanase, Amin Ajab Aloysius**, 1995 - Intégrer le social et l'économique : recherches méthodologiques. Recueil d'articles sur les thèmes du développement, de la politique et de l'innovation sociale. ORSTOM / MINREST, (Les travaux en cours - OCISCA), Yaoundé, n° 3, 90 p.

(9) **Dubois Jean-Luc**, 1995 - Présentation du programme OCISCA. ORSTOM, Yaoundé, août 1995, 6 p.

(9) **Dubois Jean-Luc**, 1995 - La longue marche vers les observatoires. ORSTOM, Yaoundé, 19 p.

(9) **Dubois Jean-Luc**, 1995 - Des observatoires pour suivre les effets de la dévaluation du franc CFA. ORSTOM, Yaoundé, 13 p.

(10) **Dubois Jean-Luc**, 1995 - Programme d'action. Pour la préparation d'une stratégie de lutte contre la pauvreté aux Comores. Rapport de mission, Moroni, 4-19 juillet 1995. PNUD / BIT, Moroni, juillet 1995, 30 p.

(3) **Njifonjou Oumarou**, 1995 - Transformation et distribution des produits de la pêche artisanale : le rôle des femmes "fumeuses de poisson" à Limbe. ORSTOM / MINREST, (Les Cahiers d'OCISCA), Yaoundé, n° 20, juillet 1995, 27 p.

(9) **Trani Jean-François, Ngassam André, Tamche Joseph**, 1995 - L'enquête emploi des jeunes à Douala : établissement de la base de sondage et tirage de l'échantillon à partir d'une typologie de l'activité. ORSTOM, Douala, 23 p.

(5) **Lele Gabriel, Durang Xavier, préface de Dubois Jean-Luc**, 1995 - Comptes-rendus des Mardis d'OCISCA du 14 juin 1994 au 14 mars 1995. ORSTOM / MINREST, (Les travaux en cours - OCISCA), Yaoundé, n°2, 61 p.

7. Table des matières

	page
1. Introduction	3
2. Organisation de l'unité de recherche	4
2.1. Mise en oeuvre	4
2.2. Grands programmes	5
3. Programmes en cours	9
3.1. GP 52A : Industrialisation (A. Valette)	9
3.1.1. Croissance industrielle et développement au Sénégal (A. Valette)	9
3.1.2. Libéralisation, entreprises industrielles et politique douanière en Côte d'Ivoire (B. Contamin)	10
3.1.2.1. Politique douanière, libéralisation et compétitivité industrielle en Côte-d'Ivoire (B. Contamin)	10
3.1.2.2. Les déterminants sociaux du fonctionnement des entreprises industrielles de Côte d'Ivoire (L. Bazin)	11
3.1.2.3. Les conditions et mécanismes de création et de développement de la petite et moyenne industrie en Côte d'Ivoire (J.-M. Chevassu)	12
3.1.3. Entreprises agro-industrielles au Burkina Faso : contraintes technologiques et potentiels de développement (M. Cosnard)	13
3.1.4. Entreprises industrielles, développement et sociétés en Asie du Sud-Est (J.-Ch. Simon, M. Selim)	14
3.1.4.1. Industrialisation et société en Thaïlande : nouvelles dynamiques d'industries et d'entreprises (J.-Ch. Simon)	14
3.1.4.2. Entreprises, intégration sociale et développement dans le cadre du passage à l'économie de marché au Laos et au Vietnam (M. Selim)	15
3.2. GP 52B : Secteur informel, emploi, formation, revenu	16
3.2.1. Travail et développement en Asie du Sud-Est (X. Oudin)	16
3.2.1.1. Travail et développement en Asie du Sud-Est (1960-2000) (X. Oudin, N. Henaff, I. Vagneron)	16
3.2.1.2. Sous-traitance et intégration des entreprises du secteur textile dans le tissu industriel en Thaïlande (I. Vagneron)	17

	page
3.2.2. Trajectoires entrepreneuriales et logiques d'accumulation dans une économie en transition : le cas des activités halieutiques dans le Delta du Mékong (Vietnam) (J.-Y. Weigel)	18
3.2.3. La contribution des femmes au développement du secteur informel en Tunisie (S. Jomni)	19
3.3. GP 52C : Institutions et pratiques de développement (J.-F. Baré)	20
3.3.1. Anthropologie comparative de l'aide économique et financière au développement Perspectives et problèmes de l'anthropologie appliquée (ASP ORSTOM-CNRS) (J.-F. Baré)	20
3.3.2. Histoire, changement social et développement en Afrique subsaharienne (J.-P. Chauveau)	21
3.3.2.1. Histoire, changements sociaux et développement rural en Afrique de l'Ouest : analyses sectorielles et micro-sociologiques (J.-P. Chauveau)	21
3.3.2.2. Représentations et pratiques de développement dans le secteur de la pêche artisanale maritime au Congo (J.-Cl. Nguinguiri)	22
3.3.2.3. Stratégies d'acteurs ruraux et points de vue émiques sur les opérations de développement : étude d'un cas au Niger (M.S. Sanda)	23
3.3.3. Politique coloniale, stratégies "paysannes" et transformation des crises alimentaires en pays soninké (Sénégal) aux 19ème et 20ème siècles (M. Chastanet)	24
3.3.4. Politiques et développement agricoles et agro-industriels au Burkina Faso (Y.-A. Fauré)	25
3.3.4.1. Politiques et développement agricoles au Burkina Faso ; le rôle des ONG (Y.-A. Fauré)	25
3.3.4.2. ONG et démocratie associative au Burkina Faso (Y.-A. Fauré)	26
3.3.4.3. Évaluation des activités économiques dans les vallées libérées de l'onchocercose (B. Cl. Bationo)	27
3.3.4.4. Évaluation des petits projets de développement agricoles menés par les ONG au Burkina Faso : applications empiriques, problèmes méthodologiques et théoriques (A. Piveteau)	28
3.3.4.5. L'économie agro-alimentaire au Burkina Faso : des obstacles à l'innovation (A. Diallo)	29
3.3.5. L'exploitation forestière et la filière bois dans l'histoire économique et sociale ivoirienne. Des années 1880 aux années 1990 (F. Verdeaux)	30

	page
3.3.6. Les dynamiques liées à l'industrialisation en Thaïlande (D. Kermel-Torrès, A. Mounier)	31
3.3.6.1. Approche sociale et spatiale des dynamiques liées à l'industrialisation. Étude comparative des acteurs et des politiques publiques entre le Nord-Est, le Nord et le Sud de la Thaïlande (D. Kermel-Torrès, A. Mounier, Ph. Schar et H. Andrianasolo)	31
3.3.6.2. Processus d'apprentissage et acquisition technologique dans l'industrialisation thaïlandaise (P. Guiguet)	32
3.4. GP 52D : Développement et ajustement (Ph. Bonnefond)	33
3.4.1. Modèles et réalités du développement (Ph. Bonnefond)	33
3.4.2. Croissance et compétitivité de l'agriculture thaïlandaise (P. Phélinas)	34
3.4.3. Mesure de la compétitivité des filières cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana (J. Richard)	35
3.4.4. Échanges transfrontaliers, inflation, taux de change et compétitivité en Afrique (J. Herrera, DIAL)	36
3.4.5. Endettement, ajustement, innovation et développement à long terme (J.-Y. Moisseron, DIAL)	37
3.4.6. Analyse des politiques d'ajustement sous l'angle de la répartition du revenu (D. Cogneau, DIAL)	38
3.4.7. Les conditions de réussite du processus de transition de l'économie malgache (F. Roubaud, I. Droy, F. Pesneaud, M. Razafindrakoto)	39
3.5. GP 52E : Maîtrise de la sécurité alimentaire (J.-P. Minvielle)	40
3.5.1. Systèmes d'information et observatoires pour la maîtrise de la sécurité alimentaire (J.-P. Minvielle)	40
3.5.2. Les énergies renouvelables et le développement au Sahel (J.-P. Minvielle)	41
3.5.3. La pêche pélagique en mer de Java (Indonésie) (J. Roch)	42
3.5.3.1. Étude économique de la pêche pélagique de la mer de Java (J. Roch, L. Vuichard)	42
3.5.3.2. Systèmes de pêche et systèmes villageois en Indonésie (I. Antunes)	43
3.5.4. La sécurité alimentaire en Amérique latine (A. Franqueville)	44
3.5.4.1. Les déterminants de la sécurité alimentaire en Bolivie (A. Franqueville)	44
3.5.4.2. L'économie alimentaire en Amérique centrale (J. Laure)	45

	page
3.5.4.3. Alimentation et pauvreté à Quito (J. Peltre-Wurtz)	46
3.5.5. La sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire (P. Janin, J.-L. Chaléard)	47
3.5.5.1. Les stratégies de sécurisation alimentaire en milieu rural et urbain dans le centre de la Côte d'Ivoire (P. Janin)	47
3.5.5.2. Mutations rurales et ravitaillement des villes en Côte d'Ivoire (J.-L. Chaléard)	48
3.5.5.3. Impact de la dévaluation du F CFA sur la consommation alimentaire des ménages dans les villes ivoiriennes : étude des cas d'Abidjan et de Bouaké (F. Akindès)	49
3.5.6. Les banques de céréales au Burkina Faso (M. Sanfo)	50
3.5.7. Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun (OCISCA) (G. Courade, J.-L. Dubois)	51
3.5.7.1. Projet OCISCA : appui et valorisation, enseignements théoriques et pratiques (G. Courade)	51
3.5.7.2. Agriculture de l'Ouest du Cameroun (projet ADOC) (I. Grangeret-Owona)	52
3.5.7.3. Perception de l'incertitude et attitude vis-à-vis de la prise de risque en période de libéralisation : le cas des producteurs de cacao du Cameroun avant et après la dévaluation du F CFA (V. Alary)	53
3.5.7.4. Migrations internationales et dynamiques territoriales dans l'espace frontalier entre le Nigéria et le Cameroun : étude de cas de migrants nigériens au Cameroun anglophone (Th. Weiss)	54
3.5.7.5. Le rôle de l'initiative privée locale dans la production urbaine au Nord-Cameroun (M. Simeu Kamdem)	55
3.5.7.6. Étude de la filière manioc au Cameroun (M. Simeu Kamdem)	56
3.5.7.7. Développement dirigé et/ou développement spontané dans le bassin camerounais de la Bénoué (S. Ndembou)	57
3.5.7.8. Crédit agricole et gestion financière en zone rurale face à la crise : une étude des stratégies paysannes dans les zones Bafou et Yemessoa (Th. Fouda-Moulende)	58
3.5.7.9. Le système de mobilisation de l'épargne en milieu rural camerounais : les perspectives d'amélioration de ses performances (E. Foko)	59
3.5.7.10. L'impact de l'introduction du marché sur la filière nationale de café arabica de la région des hauts plateaux de l'Ouest du Cameroun (Moungam A Mbassa)	60

	page
3.5.7.11. Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun (OCISCA) (J.-L. Dubois avec M. Piron pro parte)	61
3.5.7.12. La situation de l'emploi des jeunes à Douala en période de récession économique : stratégies des acteurs et modèle de comportements (J.-F. Trani)	62
3.5.7.13. Anthropologie et sociologie de la quotidienneté à Douala (G. Séraphin)	63
3.5.7.14. Territoire et quotidienneté des habitants de l'"élobi" de Messa-Azegue, Yaoundé (X. Durang)	64
4. Actions en aval de la recherche (synthèse)	65
4.1. Diffusion dans le monde scientifique, participation aux manifestations scientifiques et initiatives en la matière	65
4.2. Formations assurées, opérations de formation	65
4.3. Expertises	66
4.4. Valorisation	66
4.4.1. Information des utilisateurs de la recherche	66
4.4.2. Ouvertures sur le public	67
5. Conclusion	68
5.1. Principaux résultats acquis	68
5.1.1. Entreprises, politiques publiques, marchés	68
5.1.2. Institutions et pratiques de développement	69
5.1.3. Développement et ajustement	70
5.1.4. Maîtrise de la sécurité alimentaire	72
5.2. Perspectives d'évolution	74
5.2.1. Entreprises, politiques publiques, marchés	74
5.2.2. Intervention économique et changement social	75
5.2.3. Développement et ajustement	76
5.2.4. Maîtrise de la sécurité alimentaire	76
6. Annexes	78
6.1. Ressources humaines	78
6.1.1. Personnes bénéficiant soit d'un statut ORSTOM, soit de crédits en provenance de l'UR	78

	page
6.1.2. Autres partenaires et associés	80
6.2. Moyens financiers 1995	81
6.2.1. Financements en provenance de l'UR	81
6.2.2. Autres financements	81
6.3. Moyens matériels ORSTOM disponibles en 1995	82
6.4. Diffusion dans le monde scientifique, participation aux manifestations scientifiques et initiatives en la matière (détail)	82
6.5. Formations assurées, opérations de formation (détail)	87
6.6. Expertises (détail)	89
6.7. Valorisation (détail)	90
6.7.1. Information des utilisateurs de la recherche	90
6.7.2. Ouvertures sur le public	92
6.8. Bibliographie exhaustive (par GP et programme, cf. 3.)	93
6.8.1. Publications	93
6.8.2. Autres documents	102
7. Table des matières	114